



អង្គជំនុំជម្រះវិសាមញ្ញក្នុងតុលាការកម្ពុជា

Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia

Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens

**ព្រះរាជាណាចក្រកម្ពុជា
ជាតិ សាសនា ព្រះមហាក្សត្រ**

Kingdom of Cambodia

Nation Religion King

Royaume du Cambodge

Nation Religion Roi

អង្គជំនុំជម្រះសាលាដំបូង

Trial Chamber

Chambre de première instance

ឯកសារដើម

ORIGINAL/ORIGINAL

ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ (Date): 26-Feb-2013, 13:50

CMS/CFO: Uch Arun

TRANSCRIPTION - PROCÈS
PUBLIC

Dossier n° 002/19-09-2007-CETC/CPI

20 février 2013

Journée d'audience n° 159

Devant les juges :

NIL Nonn, Président
YA Sokhan
Claudia FENZ
Jean-Marc LAVERGNE
YOU Ottara
THOU Mony (suppléant)
Silvia CARTWRIGHT (absente)

Les accusés :

IENG Sary
KHIEU Samphan

Pour les accusés :

SON Arun
Victor KOPPE
ANG Udom
Michael G. KARNAVAS
KONG Sam Onn
Arthur VERCKEN

Pour la Chambre de première instance :

Susan LAMB
DUCH Phary
Matteo CRIPPA
SE Kolvuthy
Faiza ZOUAKRI
Simon MEISENBERG

Pour les parties civiles :

PICH Ang
Élisabeth SIMONNEAU-FORT
SIN Soworn
SAM Sokong
Lyma NGUYEN
Beini YE
VEN Pov

Pour le Bureau des co-procureurs :

Andrew CAYLEY
VENG Huot
Dale LYSAK

Pour la Section de l'administration judiciaire :

UCH Arun
SOUR Sotheavy

Tableau des intervenants

Langue utilisée sauf indication contraire dans le procès-verbal d'audience

Intervenants	Langue
Me KARNAVAS	Anglais
Me KONG SAM ONN	Khmer
Me KOPPE	Anglais
M. le juge LAVERGNE	Français
M. LYSAK	Anglais
M. le juge Président NIL NONN	Khmer
Me PICH ANG	Khmer
Me SIMONNEAU-FORT	Français
Me VERCKEN	Français

1

1 PROCÈS-VERBAL

2 (Début de l'audience: 9h06)

3 M. LE PRÉSIDENT:

4 Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte.

5 La Chambre a demandé aux parties de faire des observations par
6 suite de la décision rendue par la Chambre de la Cour suprême
7 concernant l'appel immédiat interjeté par les coprocurateurs contre
8 la décision de la Chambre de première instance relative à la
9 portée du premier procès dans le cadre du dossier numéro 002,
10 décision en date du 8 février 2013. Il s'agit à présent
11 d'examiner les questions relatives à la portée du dossier et du
12 procès pour éviter tout retard indu dans son déroulement.

13 [09.08.48]

14 Aujourd'hui, la Chambre entendra tout d'abord les observations
15 des équipes de défense. Celles-ci seront invitées à réagir aux
16 commentaires formulés par l'Accusation. Il s'agira de répondre
17 également aux questions 6, 7, 8, 9 du mémorandum E163/5/1/13/1,
18 après quoi l'Accusation et la partie civile auront l'occasion de
19 réagir.

20 En ce qui concerne la deuxième partie de l'audience, nous
21 entendrons vos observations concernant les questions
22 supplémentaires posées par la Chambre de première instance. Je
23 vous renvoie ici au mémorandum daté d'hier, avec la cote E264,
24 lequel a été communiqué aux parties hier.

25 À présent, la parole est donnée à la défense de Nuon Chea, qui

2

1 pourra présenter ses conclusions et observations en réponse à
2 celles de l'Accusation et de la partie civile. La Défense est
3 également invitée à répondre aux questions précitées.

4 [09.10.49]

5 Me KOPPE:

6 Merci, Monsieur le Président. Bonjour, Mesdames, Messieurs les
7 juges, chers confrères.

8 Nous allons d'abord répliquer aux observations faites lundi par
9 l'Accusation. Nous avons des réponses point par point suite aux
10 questions posées par la Chambre à toutes les parties.

11 Premièrement, l'Accusation et les coavocats principaux ont
12 présenté des arguments; nous allons y répondre.

13 La Chambre s'en souviendra, quand l'ordonnance de disjonction a
14 été publiée, nous l'avons soutenue. Nous avons fait objection à
15 la demande de réexamen de l'Accusation. À l'époque, nous pensions
16 qu'une disjonction serait un moyen efficace d'organiser un procès
17 gérable à partir d'une ordonnance de clôture complexe et longue.
18 Pour nous, les attentes ne se sont pas concrétisées jusqu'ici. À
19 ce stade, pour nous, la meilleure chose à faire c'est de ne pas
20 disjoindre l'ordonnance de clôture du tout et d'agir sur la base
21 de l'ensemble du dossier 002.

22 [09.12.30]

23 Tout d'abord, il nous semble très étrange de prendre la parole
24 devant une cour pour faire des observations sur la portée de
25 l'ordonnance de clôture contre notre client. Il est

3

1 particulièrement étrange de demander à ce que notre client soit,
2 en pratique, jugé pour plus de crimes plutôt que moins de crimes,
3 mais il y a ici des circonstances exceptionnelles.

4 Le dossier 002 et son ordonnance de clôture constituent un
5 document extrêmement complexe qui condamne un régime tout entier
6 et pratiquement toute une idéologie. Nuon Chea était un membre
7 haut placé de ce régime; il n'a jamais essayé de le dissimuler.
8 Il sait qu'il ne sortira jamais de prison, mais il croit en ce
9 qu'il a fait et en les raisons qui l'ont poussé à le faire. Pour
10 lui, ce qui est important, c'est de présenter sa défense pour
11 faire connaître aux Cambodgiens les raisons de ses actes.

12 [09.13.54]

13 L'ordonnance de clôture n'est pas un document publié par
14 l'Accusation, c'était le fruit d'une instruction de trois ans,
15 c'était une ordonnance rendue par une autorité judiciaire. Elle a
16 été confirmée par un collège de cinq juges en appel. L'ordonnance
17 de clôture déterminait que notre client était probablement
18 coupable de différents crimes graves qui lui étaient reprochés.

19 Toute partie de l'ordonnance de clôture ne faisant pas l'objet
20 d'un procès survivra en tant que décision de justice ultime pour
21 ce qui est de la responsabilité pénale de Nuon Chea par rapport
22 aux événements du Kampuchéa démocratique.

23 Ce procès représente pour Nuon Chea la seule chance de présenter
24 sa défense face aux allégations énoncées dans l'ordonnance de
25 clôture. C'est aussi, pour les Cambodgiens, la seule occasion

4

1 d'entendre une version intégrale de la vérité historique.

2 [09.15.09]

3 Dans ce contexte, si la Chambre doit entendre l'ensemble de

4 l'ordonnance de clôture, c'est surtout parce que c'est la seule

5 manière pour Nuon Chea de présenter une défense juridique

6 complète.

7 Notre client a déposé dans le prétoire disant qu'il avait pris

8 part à la décision d'évacuation de Phnom Penh. Il n'a pas essayé

9 de dissimuler cette décision et il n'a aucun regret d'avoir pris

10 cette décision. Sa défense consiste à dire que l'évacuation de

11 Phnom Penh faisait partie d'un effort plus large visant à

12 restaurer l'ordre dans un pays dont l'économie avait été ravagée

13 par la guerre et retrouver l'indépendance pour un peuple soumis

14 pendant de nombreuses années à l'occupation et la colonie. Les

15 historiens, les économistes pourront discuter du succès ou de la

16 sagesse de cette entreprise, mais, devant ce tribunal, nous

17 parlons de la responsabilité pénale de Nuon Chea. Ceci dépend de

18 l'intention qui animait notre client. Qu'essayait-il de faire?

19 Qu'essayaient-ils, lui et les autres, d'accomplir?

20 [09.16.31]

21 Il va sans dire que le régime du Kampuchéa démocratique ne s'est

22 pas arrêté à l'évacuation; le projet doit être jugé dans son

23 ensemble et pas comme une série de composantes artificiellement

24 distinctes. Quand les éléments de preuve sont aussi restreints

25 que c'est le cas dans le dossier 002/01, il est impossible de

5

1 présenter une telle défense plus large. Si nous jugeons la
2 décision isolée d'évacuer sans prendre en considération ce qui
3 était censé se produire par la suite et les raisons de ce faire,
4 alors la logique sous-tendant le comportement de Nuon Chea
5 demeurera obscure; cela n'aurait aucun sens de se contenter
6 d'évacuer Phnom Penh.
7 Nous sommes aussi troublés par la disjonction parce qu'elle
8 maintient ce qui, pour nous, constitue une réduction de l'ampleur
9 de l'instruction en se limitant à cocher des cases justifiant une
10 condamnation. Bien sûr, nous renvoyons à l'instruction judiciaire
11 qui n'a pas porté sur des questions de faits essentiels pour la
12 Défense, y compris les conditions de vie antérieures à 75 et les
13 activités subversives des états ennemis, dont le Vietnam et les
14 États-Unis, pendant ce régime.
15 [09.18.12]
16 Après avoir limité la portée des preuves dans le dossier, à
17 présent, le tribunal limite la portée du procès.
18 Un exemple de la façon dont la portée du dossier 002/01 limite
19 notre capacité à présenter une défense de notre client. En 75,
20 Nuon Chea n'était pas confronté seulement à une crise humanitaire
21 liée à la destruction de l'approvisionnement alimentaire de
22 l'agriculture du pays; il n'était pas seulement confronté à une
23 menace pesant directement sur l'existence du pays de par la
24 présence de deux grandes armées, il était confronté aux deux en
25 même temps. Le programme que lui-même et d'autres ont mis en

6

1 place visait à atteindre la sécurité économique ainsi que
2 l'indépendance et l'intégrité territoriale. En tant que
3 politique, le déplacement de populations est dénué de tout sens
4 si l'on fait abstraction du contexte dans lequel s'inscrivait le
5 programme, et ce programme est dénué de signification si l'on
6 fait abstraction de la menace vietnamienne ou américaine et,
7 d'après Nuon Chea, si on fait abstraction de l'un ou de l'autre.
8 [09.19.35]
9 Toutefois, sans aucun doute, si nous voulons en parler, il est
10 probable que notre micro sera coupé. Pire: dans la pratique,
11 quand des témoins déposent, il est très difficile de distinguer
12 pleinement les parties de leurs témoignages qui concernent
13 uniquement le premier procès par rapport au reste de l'acte
14 d'accusation du dossier 002. Les témoins que nous entendons ont
15 souvent peu de choses à dire sur les déplacements de populations.
16 Ils sont plutôt censés déposer sur des questions générales, par
17 exemple sur les structures hiérarchiques, les pratiques
18 administratives, les méthodes de communication. Mais, si un
19 témoin a connu la hiérarchie en tant que chef de coopérative, de
20 centre de sécurité ou de district, il ne peut décrire cette
21 hiérarchie que sous le prisme de cette expérience, même si,
22 techniquement parlant, cela ne relève pas du dossier 002/01.
23 En conséquence, il y a beaucoup de références indirectes à des
24 coopératives ou à des centres de sécurité, mais la Défense ne
25 reçoit pas l'occasion de placer cela dans son contexte, ni

7

1 d'expliquer comment ils étaient censés fonctionner, ni
2 d'expliquer le rôle de Nuon Chea à ce sujet ou encore ce qu'il en
3 savait. Toutes ces considérations importantes deviennent
4 irrecevables au motif qu'elles ne s'inscrivent pas dans le cadre
5 fixé par l'ordonnance de renvoi. Cette façon partielle de
6 présenter le Kampuchéa démocratique est incompatible avec la
7 capacité de notre client à présenter une défense complète. En
8 outre, c'est une bien piètre manière de découvrir la vérité.

9 [09.22.00]

10 Pour la même raison, ce que nous entendons dans le prétoire n'est
11 pas un récit limité des mouvements de populations ni une
12 description complète de l'ensemble du Kampuchéa démocratique. Ce
13 que nous entendons, c'est une série de fragments supposément
14 pertinents au regard du dossier 002/01, mais c'est une série
15 incomplète qui ne décrit pas ce qui s'est effectivement produit.
16 Toutefois, le prix à payer est très cher pour cette présentation
17 confuse et incomplète du Kampuchéa démocratique. Ce procès sur
18 les transferts de populations exige d'examiner beaucoup d'autres
19 aspects qui, techniquement parlant, ne font pas partie de l'acte
20 d'accusation, mais néanmoins le procès s'est avéré complexe et
21 long. Des témoins entendus dans 002/01 devront en outre être
22 reconvoqués dans 002/02, et 03, et 04, mais l'efficacité n'est
23 pas à la mesure du prix à payer du point de vue de la cohérence
24 de la description qui est faite du régime ou des débats sur les
25 preuves à entendre.

8

1 [09.23.38]

2 Il y a une autre raison importante pour laquelle cette Chambre
3 devrait décider de ne pas disjoindre l'ordonnance de clôture. La
4 Chambre s'attend à prononcer un jugement définitif sur la
5 première composante du dossier 002 avant de passer au deuxième
6 procès du dossier 002. Si la Chambre déclare Nuon Chea coupable
7 dans le premier procès, cela voudra dire qu'elle va continuer à
8 le juger pour des crimes connexes après l'avoir reconnu coupable.
9 Ceci suscite des problèmes du point de vue de la présomption
10 d'innocence. On peut se demander si la Chambre est en mesure de
11 juger équitablement une personne dont elle a déjà décidé qu'elle
12 était coupable de crimes graves du point de vue du droit
13 international. Pour Nuon Chea, en tout cas, il serait difficile
14 de croire qu'il est jugé de façon impartiale dans ces procès
15 ultérieurs.

16 La Chambre de la Cour suprême a explicitement soulevé la question
17 de savoir si la Chambre serait entachée d'un parti pris. Elle a
18 été jusqu'à dire qu'un deuxième collège de juges pourrait
19 s'avérer nécessaire.

20 [09.24.55]

21 Bien sûr, nous acceptons les observations de l'Accusation et de
22 la partie civile selon quoi, pour différentes raisons, ceci n'est
23 pas une issue réaliste. La Cour suprême doit également l'avoir
24 compris. Peut-être que la Cour suprême a voulu envoyer un message
25 comme quoi il n'y a pas de manière réaliste de tenir des procès

9

1 successifs dans le dossier 002. Toutefois, si la Chambre décidait
2 malgré tout de disjoindre l'ordonnance de clôture, pour les mêmes
3 considérations, la Chambre devrait prendre au sérieux les
4 instructions de la Cour suprême en vue d'inclure un échantillon
5 dûment représentatif des sites de crimes dans le dossier 002/01.
6 C'est important pour que Nuon Chea puisse présenter une défense
7 complète; c'est tout aussi important pour lui que pour
8 l'Accusation ou pour les victimes, car, ainsi, l'ensemble de la
9 théorie de la révolution du Kampuchéa démocratique pourra être
10 examiné par la Chambre.

11 Lundi, l'Accusation a proposé de réduire l'ensemble du dossier
12 002 aux phases I et II des transferts de populations, à Tuol Po
13 Chrey et à S-21. Cette proposition n'est pas conforme à cette
14 norme.

15 [09.26.36]

16 Nous convenons avec les coproccureurs des facteurs que la Chambre
17 doit prendre en considération pour voir ce qui est représentatif.
18 Nous n'allons pas répondre aux arguments point par point, faute
19 de temps. Pour nous, l'essentiel c'est la situation d'ensemble,
20 ce que l'Accusation a décrit lundi comme étant la nature
21 fondamentale ou le thème du dossier. Du point de vue de notre
22 client, c'est la question cruciale. Nuon Chea pourra présenter
23 son point de vue de façon complète, il pourra se défendre
24 uniquement si toutes les composantes du régime peuvent être
25 examinées. En même temps, de ce point de vue, il n'est pas

10

1 essentiel que chaque centre de sécurité ou coopérative soit
2 examiné, mais tous les tenants et aboutissants doivent pouvoir
3 être examinés.

4 Dans le contexte de cette situation d'ensemble, selon nous, la
5 proposition de l'Accusation présente deux défauts principaux.

6 [09.27.49]

7 Premièrement, pour nous, il y a deux grands thèmes du Kampuchéa
8 démocratique qui sont perdus dans la proposition de l'Accusation.

9 Pour nous, également, l'inclusion de S-21 est une piètre manière
10 de rendre représentatif le procès 002/01. Nous ne pensons pas
11 qu'il y ait de problème à l'inclure, mais, s'il fallait
12 sélectionner un petit nombre de sites de crimes, S-21 ne
13 figurerait pas parmi eux.

14 Prenons les choses une par une.

15 Le premier point, nous l'avons déjà abordé. Selon nous, la
16 proposition de l'Accusation met de côté ce qui constitue
17 l'essentiel des événements du Kampuchéa démocratique et de ce que
18 notre client et d'autres essayaient de faire, à savoir la
19 révolution socialiste au Cambodge.

20 Lundi, l'Accusation a dit que l'ordonnance de clôture "avait en
21 son centre la mise en œuvre d'une révolution socialiste au
22 Cambodge par un grand bond en avant et la volonté de défendre le
23 Parti contre les ennemis internes et externes par tous les moyens
24 nécessaires" - et, ici, j'ai cité l'Accusation. Mais la
25 proposition de l'Accusation met essentiellement l'accent sur

11

1 l'aspect secondaire de cet objectif commun, à savoir l'effort de
2 défense de la révolution. Cette proposition exclut presque
3 entièrement ce qui est plus important, à savoir la première
4 partie, la révolution proprement dite.

5 [09.29.32]

6 Certes, le transfert de populations a été une composante
7 importante de la révolution, et c'est un bon point de départ pour
8 sélectionner un échantillon représentatif de l'ordonnance de
9 clôture. Nous avons déjà dit pourquoi cela n'était pas suffisant;
10 nous n'allons pas nous répéter. Ce qui était censé se produire
11 après le transfert de populations, voilà l'essentiel.

12 Le deuxième aspect de l'ordonnance de clôture qui est abandonné
13 par la proposition de l'Accusation constitue le principal crime
14 reproché à notre client, à savoir le crime qui constitue
15 l'essence des Khmers rouges, dans l'opinion publique, le seule
16 crime en application duquel Nuon Chea est accusé, d'avoir eu
17 l'intention d'assassiner le peuple cambodgien. Bien entendu, ici
18 nous faisons référence au génocide, le crime d'entre tous les
19 crimes.

20 Il est inconcevable pour nous de penser qu'un procès dans le
21 dossier 002, en utilisant l'ordonnance de clôture, ne donnerait
22 pas à Nuon Chea la possibilité de répondre à ces allégations.

23 L'ordonnance de clôture, qui est l'acte d'accusation confirmé,
24 considère que Nuon Chea a probablement commis le pire crime de
25 l'humanité.

12

1 [09.31.10]

2 Cette Chambre ne peut décider qu'une telle accusation n'est pas
3 assez importante pour être... pour engager des poursuites. Elle
4 ne peut pas délibérément laisser planer un doute contre Nuon Chea
5 qu'il aura probablement eu l'intention de détruire des groupes
6 entiers de gens.

7 La question du génocide est une des questions qui demeure
8 toujours sans réponse par rapport à la période khmère rouge. Elle
9 est souvent associée, d'ailleurs, avec le pays du Cambodge et les
10 Khmers rouges. L'entité qui a fondé le DC-Cam et qui a fait la
11 collecte de la plupart des éléments de preuve utilisés dans ce
12 procès est le "Cambodian Genocide Project" de l'Université Yale.
13 Si vous tapez "Cambodia" ou "Cambodge" dans la barre de recherche
14 de "Google", la première suggestion qui vous est offerte, c'est
15 "Cambodia Genocide". L'opinion publique a, en d'autres mots, déjà
16 jugé que Nuon Chea était coupable. Et pourtant le génocide est un
17 des crimes contestés même par les experts et qu'a cherché à faire
18 poursuivre l'Accusation. De répondre à cette question, à savoir
19 si un génocide a été commis, serait une des rares contributions
20 concrètes de ce tribunal à la postérité.

21 [09.32.49]

22 En ce sens, la question du génocide, bien plus que ce qui s'est
23 produit à S-21, va à l'essence-même de la période khmère rouge
24 comme elle est perçue par le public. Est-ce une expérience bien
25 intentionnée qui a mal tourné ou était-ce plutôt un régime

13

1 discriminatoire qui avait l'intention de purifier le peuple
2 cambodgien en éliminant les minorités ethniques? Ce sont des
3 questions fondamentales, au point de vue juridique et au point de
4 vue moral, pour comprendre le Kampuchéa démocratique, et un
5 procès qui... qui fait fi de ces questions ne saurait être
6 représentatif ou servir les intérêts de la justice.
7 De plus, selon nous, S-21 n'est pas représentatif du tout, et il
8 ne servirait pas les intérêts de la justice de l'inclure dans le
9 champ du procès. S-21 n'était pas relié aux objectifs principaux
10 du PCK et n'a rien à voir avec la révolution en soi. En fait,
11 S-21 ne touche concrètement qu'une seule des cinq politiques
12 alléguées du Kampuchéa démocratique, à savoir la rééducation des
13 ennemis. Ce n'est que de façon secondaire et mineure qu'il existe
14 un lien avec la prise pour cible de certains groupes; c'est
15 d'ailleurs quelque chose dont je parlerai dans quelques instants.
16 [09.34.25]
17 Et même pour la politique du Parti vis-à-vis les présumés
18 ennemis, S-21 est sans doute le site de crimes le moins
19 représentatif de l'ordonnance de clôture. En effet, l'ordonnance
20 de clôture du dossier 001 l'explique très clairement: "S-21 était
21 unique dans le réseau de centres de sécurité, compte tenu de son
22 lien direct avec le Comité central et son rôle dans
23 l'incarcération et l'exécution de cadres du PCK." Fin de
24 citation.
25 "Unique", c'est bien là l'opposé de "représentatif", selon moi.

14

1 Les coproccureurs essaient de changer cela. Les coproccureurs
2 disent que S-21 incarne l'approche du Parti vis-à-vis des ennemis
3 car il s'agissait du centre le plus important et celui qui avait
4 le lien le plus direct avec le Centre, mais cela ne fait pas de
5 S-21 un site de crimes représentatif; ça le rend inhabituel.
6 Lorsque l'on examine l'ordonnance de clôture, on peut voir que
7 S-21 était bien différent des autres centres de sécurité
8 allégués, tels que décrits dans l'ordonnance de clôture. Selon
9 l'ordonnance de clôture, toujours, les centres de sécurité se
10 retrouvaient dans plusieurs régions du pays et y étaient
11 incarcérés des gens du Peuple de base, du Peuple nouveau, des
12 cadres du PCK et des minorités ethniques. Les gens y ont été
13 détenus pour différentes raisons, y compris, toujours selon
14 l'ordonnance de clôture, des délits mineurs comme voler de la
15 nourriture, des délits d'inconduite morale et des délits ou des
16 crimes plus sérieux comme le manque de loyauté politique. La
17 torture était supposément répandue dans certains, et
18 non-existante dans... à d'autres centres de sécurité. Les
19 exécutions étaient supposément très fréquentes chez... dans
20 certains centres, et sporadiques dans d'autres. S-21, lorsque
21 l'on le compare, est supposément le... était surtout un outil
22 pour les purges politiques internes.
23 [09.36.42]
24 Dans l'ordonnance de clôture, on voit que... on y décrit S-21
25 comme "un établissement politique et militaire". On y indique que

15

1 sur les 12 273 détenus connus, 9 980, soit 81 pourcent, étaient
2 des membres soit de l'ARK ou du PCK, et un autre 12 pourcent des
3 détenus ont été arrêtés pour des raisons inconnues ou parce
4 qu'ils avaient des liens de famille avec un autre détenu, et les
5 7 pourcent qui restent avaient été arrêtés pour toutes les autres
6 raisons, et aucun groupe ne représente plus de 2 pourcent du
7 nombre total de détenus. Les allégations sont que tous les
8 détenus à S-21 ont été torturés, sauf pour une poignée, et, à
9 part quelques détenus, les allégations sont que tous les détenus
10 de S-21 ont été tués. Et donc, au point de vue thématique, S-21
11 est sans doute le site le moins représentatif du Kampuchéa
12 démocratique.

13 Beaucoup de régimes ont des prisonniers politiques, y compris
14 ceux qui proviennent de l'intérieur de l'État. S-21 ne représente
15 pas les éléments spécifiques du Kampuchéa démocratique,
16 c'est-à-dire une révolution socialiste achevée par un grand bond
17 vers l'avant, et ne démontre pas non plus la façon dont le régime
18 a exécuté la discipline.

19 [09.38.21]

20 De penser, comme les coprocurateurs le disent, que S-21 va au
21 cœur-même de ce dossier, c'est déformer la réalité.

22 En plus de cela, nous sommes d'accord avec la Chambre que la
23 question de S-21 a déjà été jugée devant ce tribunal et que c'est
24 une bonne raison pour ne pas l'inclure dans le champ du procès
25 numéro 002.

16

1 Les coprocurateurs ont semblé suggérer lundi que le simple fait que
2 S-21 avait déjà été jugé n'excluait pas la possibilité de juger
3 cette question à nouveau. Nous ne sommes pas certains d'avoir
4 bien compris, mais, selon nous, ce n'est pas une question de
5 "est-ce que l'on peut juger à nouveau?", mais "devrait-on juger à
6 nouveau?".

7 À savoir s'il est dans l'intérêt de la justice que le seul site
8 de crimes pour lequel le tribunal a déterminé des faits, attribué
9 des responsabilités et satisfait des victimes devrait être un des
10 quelques crimes qui seraient jugés à nouveau ici, nous sommes
11 d'accord que la réponse est bien sûr non.

12 [09.39.31]

13 Nous pensons qu'il est aussi bon de soulever la question
14 d'impartialité. Les allégations à S-21 sont les seules sur
15 lesquelles la Chambre s'est déjà prononcée. Si elles devaient
16 être... faire l'objet de poursuites à nouveau, il y aurait de
17 véritables doutes à savoir si la Chambre peut juger de façon
18 impartiale les mêmes faits une seconde fois.

19 Et cela va... et cela est tout aussi vrai pour la crédibilité de
20 Duch. Dans le jugement de la Chambre dans le dossier 001... ou,
21 plutôt, dans son jugement, dans le dossier 001, la Chambre s'est
22 fondée beaucoup sur le témoignage de Duch. Nous avons contesté la
23 crédibilité de ce témoignage, et il serait sans doute difficile
24 pour la Chambre de pouvoir considérer cette question sous un jour
25 nouveau. Et nous... et, même si nous savons que des requêtes en

17

1 récusation sur cette question ont déjà été déposées et rejetées
2 et même s'il est vrai que la norme de la règle 34 n'est pas
3 respectée au point de vue technique, cela ne veut pas dire qu'il
4 n'y a pas de préoccupation quant à une apparence de parti pris.
5 [09.40.53]

6 Et, si la Chambre peut éviter de se retrouver dans une telle
7 situation en excluant S-21, pourquoi ne pas le faire?

8 Voici des façons, donc... voici les raisons, plutôt, pour
9 lesquelles la demande du Bureau des coprocurateurs ne répond pas
10 aux normes établies par la Chambre de la Cour suprême.

11 J'ajouterai quelques mots sur les conséquences d'adopter un champ
12 très restreint pour le dossier 002/01.

13 Les coavocats principaux pour les parties civiles ont présenté
14 des arguments lundi quant à la participation des parties civiles
15 et des réparations dans le contexte d'une disjonction des
16 poursuites. Ma consœur a indiqué que, même s'il y avait
17 disjonction de poursuite, les réparations seraient disponibles
18 pour toutes les parties civiles. Il est clair pour nous que les...
19 que les réparations et que même le statut de partie civile ne
20 sont disponibles que pour ces seules parties civiles qui ont subi
21 un préjudice en lien avec les crimes sur lesquels se prononce la
22 Chambre.

23 [09.42.05]

24 Et, en conséquence... les conséquences de la disjonction pour les
25 parties civiles sont très simples. Sur les quelques... sur les

18

1 presque 4 000 personnes constituées en parties civiles dans ce
2 dossier, pas plus de 1 166 - nous les avons comptées - se
3 verraient reconnues dans le jugement et seraient potentiellement
4 admissibles à recevoir des réparations - c'est une sur quatre -
5 et les autres seraient exclues: victimes alléguées de chaque
6 centre de sécurité, de site de travail à l'extérieur de Phnom
7 Penh, les Cham, les bouddhistes, les victimes alléguées des
8 mariages forcés - toutes ces personnes seraient exclues.
9 Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les juges, les parties
10 civiles ne sauraient, pour utiliser une expression, avoir le
11 beurre et l'argent du beurre. Elles ne peuvent pas dire que...
12 elles ne peuvent pas appuyer, comme le suggère l'Accusation, un
13 champ restreint de l'acte d'accusation et prétendre que cela ne
14 coupe pas l'accès à la justice pour une majorité écrasante de
15 victimes.
16 [09.43.25]
17 Une autre conséquence d'un champ restreint de ce procès, en
18 considération par l'Accusation et la Chambre, c'est qu'une telle
19 décision serait... qu'il serait possible d'en appeler d'une telle
20 décision. C'est en effet la conséquence de la décision de la
21 Chambre de la Cour Suprême sur l'admissibilité... la recevabilité
22 dans sa décision la semaine dernière. Si la Chambre choisissait
23 d'inclure S-21, et seulement S-21, nous devrions considérer
24 sérieusement le besoin d'interjeter appel d'une telle décision,
25 et les autres parties pourraient agir de façon semblable.

19

1 Monsieur le Président, nous arrivons... j'en arrive à la fin de mon
2 intervention sur les questions qui nous avaient été posées, et
3 nous devons, nous, poser la propre... cette question: la
4 proposition de l'Accusation est clairement non représentative et
5 a très peu à voir avec raconter l'histoire du Kampuchéa
6 démocratique; qu'essaie de faire l'Accusation avec sa
7 proposition?

8 [09.44.33]

9 La réponse pour nous est évidence. Tout d'abord, S-21 est public
10 et notoire. Des crimes très sérieux tranchés par cette Chambre...
11 ou, plutôt, la Chambre a reconnu que des crimes très graves y ont
12 été commis. Comme le procureur international l'a dit lundi,
13 elle est... S-21 est, pour ces raisons, important. Mais là n'est
14 pas le critère. Cela ne racontera pas l'histoire du Kampuchéa
15 démocratique et ne permettra pas de juger de façon adéquate le
16 comportement de Nuon Chea ou ses politiques tout au long du
17 régime, et cela ne représentera pas... ne touchera pas un
18 échantillon représentatif des victimes. S-21, quand on... semble
19 être facile à prouver quand on pense à la gravité des crimes qui
20 y ont été commis.

21 Duch a déjà déposé. Le jugement dans le dossier 001 a déjà été
22 rendu, et l'Accusation nous a dit lundi qu'ils pensent pouvoir
23 traiter de la question de S-21 avec quatre témoins.

24 [09.45.45]

25 L'objectif de cette Chambre n'est pas d'obtenir une condamnation,

20

1 et le rôle de la Chambre n'est pas d'organiser les procès de
2 façon à mener à une déclaration de culpabilité. Dans cette
3 procédure cambodgienne, la tâche de la Chambre de première
4 instance est de trancher sur les accusations qui sont présentes
5 dans l'ordonnance de clôture, telles qu'elles ont été présentées
6 par un autre organe judiciaire, et la Chambre échouerait dans son
7 rôle si elle décidait de ne pas évaluer le comportement des
8 accusés, mais d'essayer d'aller le plus vite possible pour
9 pouvoir obtenir une déclaration de culpabilité. Nous sommes tout
10 à fait d'accord avec les avocats des parties civiles, qui ont dit
11 lundi que c'est la procédure qui est essentielle, et pas
12 simplement le résultat final.

13 [09.46.47]

14 En résumé, les procès, tels que proposés, semblent être conçus
15 pour rien d'autre que d'obtenir une déclaration de culpabilité
16 rapide. Il s'agirait de déterminer la culpabilité des trois
17 accusés en se fondant sur une parcelle de l'ensemble des éléments
18 de preuve. Certes, ces condamnations ne concerneraient que
19 certaines des accusations mais auraient l'ordonnance de clôture
20 en trame de fond, comme une accusation de tout ce qui... de tous
21 les problèmes qu'il y a eu au Kampuchéa démocratique.

22 Et il y a un peu d'ironie quand la... l'Accusation suggère que
23 d'ajouter seulement S-21, qui existe aujourd'hui à Phnom Penh
24 comme le Musée du génocide de Tuol Sleng, ce musée était bien
25 sûr... est bien sûr... a été fondé par des membres de la faction

21

1 dissidente khmère rouge qui a renversé les dirigeants du
2 Kampuchéa démocratique, comme Nuon Chea avait peur qu'ils le
3 feraient. Qui a construit cette première trame de fond d'un
4 meurtre délibéré contre les anciens opposants politiques sous la
5 forme de génocide lors du procès de 1979? Qui a utilisé le Musée
6 du génocide de Tuol Sleng, où pourtant aucun génocide n'a été
7 commis, comme outil de propagande pour prouver qu'il en existait
8 un?

9 [09.48.30]

10 Et, si la Chambre accepte la proposition des coprocurateurs, eh
11 bien, Tuol Sleng deviendra une fois de plus... Tuol Sleng, plutôt,
12 servira une fois de plus à avaliser ce supposé génocide qui
13 aurait pu se produire au Kampuchéa démocratique, mais il sera
14 utilisé par les mêmes personnes qui, aujourd'hui, demeurent à la
15 tête de ce tribunal.
16 Ensuite, question 5, sur la question des décisions. La Chambre a
17 proposé de continuer à entendre les témoins, tel que prévu au
18 calendrier, sur le... la base de l'ordonnance de disjonction, telle
19 qu'elle existait avant les audiences de cette semaine. Nous nous
20 opposons à cela. Nous comprenons que la Chambre veut reprendre
21 les audiences, mais il est clair que les inconvénients sont plus
22 forts que les avantages d'une telle approche.
23 D'une part, si l'on procède de cette façon, avant que les
24 questions soient réglées, cela mènera à une certaine confusion.
25 Certes, des témoins peuvent... pourront être rappelés, et ensuite

22

1 la portée du témoignage sur lequel ces témoins sont rappelés
2 pourra faire objet d'opposition avant, et possiblement qu'il y
3 aura des objections à répétition tout au long de leurs
4 témoignages.

5 [09.49.58]

6 D'autre part, les avantages sont plutôt limités. La Chambre a
7 déjà indiqué qu'elle peut rendre une décision d'ici deux ou trois
8 semaines. Une fois que cette décision sera rendue, les parties
9 auront besoin d'un peu de temps pour préparer les témoins qui
10 sont déjà prévus au calendrier et qui pourront déposer sur les
11 parties élargies, potentiellement, de l'acte d'accusation. Mais
12 nous pouvons supposer qu'il y aura assez de témoins pour lesquels
13 le temps de préparation ne changerait pas, et... qui permettrait de
14 reprendre le procès après la décision de la Chambre, sans
15 interruption ou très peu.

16 Plus fondamentalement, il est plutôt inhabituel "pour" présenter
17 des éléments de preuve, lors d'un procès, avant que les parties
18 connaissent le champ d'application du procès. Et donc c'est une
19 des raisons pour lesquelles ce délai démontre qu'en fait nous
20 sommes allés trop vite au début. Les questions dont nous
21 discutons ici sont fondamentales, et cela vaut bien la peine de
22 perdre quelques jours d'audience pour s'assurer que les parties
23 connaissent bien la portée du procès avant que l'on reprenne
24 l'audition des témoins.

25 [09.51.14]

1 Nous proposons donc ce qui suit.

2 Tout d'abord, aucun témoin ne devrait être entendu avant que la
3 Chambre rende sa décision sur la portée du procès. Au nécessaire,
4 selon les circonstances, la Chambre pourrait rendre son
5 dispositif avec motif... ou, plutôt, rendre son dispositif et les
6 motifs qui suivront en temps utile et commencer tout de suite à
7 entendre les témoins. Deuxième possibilité, tout témoin qui a
8 déjà été prévu, dont le témoignage pourrait toucher à des
9 questions qui n'ont rien à voir avec le nouveau champ
10 d'application du procès 002, pourrait être reporté pour permettre
11 aux parties de préparer "leur" comparution.

12 Ensuite, question 6, à savoir combien de témoignages seraient
13 nécessaires pour le champ d'application, tel que proposé.

14 [09.52.07]

15 La Chambre nous a demandé de donner une estimation du nombre de
16 documents et de témoins nécessaires pour un champ élargi. Nous
17 pouvons vous donner une réponse provisoire. Par exemple, pour
18 S-21, nous sommes d'avis que, si S-21 était inclus, nous aurions
19 besoin d'examiner beaucoup plus loin ce qui s'est déjà produit
20 là. Nous aimerions rappeler à la Chambre que, dans le dossier
21 001, Duch a plaidé coupable. Il n'y avait pas de véritable débat
22 sur ce qui s'est produit à S-21. Nous ne savons pas, par exemple,
23 si des véritables agents ennemis y ont été détenus et jusqu'à
24 quel point. Et, comme l'instruction a refusé de se pencher sur
25 cette question, nous ne savons pas grand-chose quant à la

24

1 présence réelle d'ennemis étrangers... d'espions étrangers au
2 Cambodge, pendant la période du Kampuchéa démocratique. Nous
3 savons par contre avec beaucoup de... sans grande incertitude...
4 [L'interprète se reprend:] Il existe beaucoup d'incertitudes
5 quant à la... au caractère légal des meurtres extrajudiciaire
6 d'agents ennemis.
7 [09.53.21]
8 Il y a deux semaines, les États-Unis ont émis un mémorandum
9 justifiant le meurtre de citoyens américains soupçonnés de
10 planifier des attaques terroristes ainsi que de causer des morts
11 civiles en masse... sont plutôt des dommages collatéraux. Ce sont
12 les États-Unis d'Amérique, en 2013. Et beaucoup savent... et, comme
13 vous le... et, comme plusieurs le savent, ce mémorandum a cité les
14 bombardements américains du Cambodge en 1970 comme étant une
15 pratique d'État légale. Et donc, si le bombardement indiscriminé
16 de communistes en territoire cambodgien est égal, est-il si clair
17 que chacun des meurtres commis sous le Kampuchéa démocratique par
18 une personne qui était pensée être un espion américain ou
19 vietnamien est aussi illégal? Est-il clair qu'il s'agit d'un
20 nombre de... est-il si clair qu'il n'existe qu'un tout petit nombre
21 de tels possibles cas? Avons-nous les réponses à ces questions?
22 Nous pensons que la réponse est non. Et, si S-21 fait partie de
23 l'acte d'accusation, il faudra beaucoup plus d'éléments de
24 preuve.
25 [09.54.48]

25

1 Nous pensons aussi qu'il faudra entendre d'autres témoignages
2 pour mettre à l'épreuve la crédibilité de Duch. Nous ne pouvons
3 vous le dire aujourd'hui, combien de... combien de personnes nous
4 aurons besoin. Nous pourrions être en mesure de donner à la
5 Chambre une estimation bientôt. Comme la Chambre le sait, nous
6 avons entendu les propositions des coprocurateurs et des coavocats
7 principaux pour les parties civiles quant à la portée du procès,
8 moins de 48 heures... il y a moins de 48 heures. Et, jusqu'à hier
9 après-midi, notre client était toujours à l'hôpital, et nous
10 n'avons pas pu le consulter aisément. Nous aimerions rappeler
11 aussi que le Bureau des coprocurateurs a eu une semaine pour
12 préparer ses propositions. Nous supposons qu'il s'agit d'une
13 demande d'estimation provisoire, et que nous aurons la
14 possibilité plus formelle de chercher à faire comparaître de
15 nouvelles personnes et d'introduire de nouveaux éléments de
16 preuve, et que la Chambre nous donnera cette possibilité plus
17 tard.

18 Voici donc notre opinion sur la marche à suivre pour la question
19 6.

20 [09.56.00]

21 Question 7, on nous a demandé: "Peut-on aller de l'avant avec le
22 procès 002/02 alors que la Chambre prépare son jugement dans le
23 dossier 002/01?"

24 La Chambre a demandé si l'on peut commencer à entendre... à tenir
25 des audiences au fond dans le dossier 002/02 alors qu'elle est à

26

1 rédiger le dossier 002... le jugement dans le dossier 002/01. À
2 notre avis, en raison des chevauchements entre le dossier 002/01
3 et tout autre procès qui suivrait, c'est impossible. La Chambre a
4 entendu des dizaines de témoins sur des questions générales
5 relatives au Kampuchéa démocratique, y compris l'histoire du PCK
6 et les structures administratives de communication et de
7 commandement. La Chambre va se prononcer sur ces preuves dans son
8 jugement du dossier 002/01, et la Défense présume que la Chambre
9 entendra qualifier ses constatations dans le dossier 002/01 comme
10 res judicata pour les prochains procès. Ces décisions seront
11 fondamentales pour les prochains procès car, en effet, certaines
12 accusations pourraient être essentielles sur la question de la
13 responsabilité pénale.

14 [09.57.27]

15 Compte tenu de tout cela, notre objection est la suivante: nous
16 pensons que ce que propose la Chambre... en vertu de ce que propose
17 la Chambre, les parties devraient faire tout leur travail de
18 préparation au préalable au procès, devraient identifier des
19 témoins et des documents et commencer à entendre ces témoins et à
20 un certain moment, nous ne serons plus en mesure de prévoir... ou,
21 plutôt, à un moment que nous ne pourrions pas prévoir, la Chambre
22 rendra sa décision, et il est possible que des centaines de
23 pages... qu'un tel jugement de plusieurs centaines de pages qui
24 rendra des constatations sur des questions qui sont fondamentales
25 pour le prochain... pour le procès en cours, soit le dossier

27

1 002/02, et nous ne pourrons pas prévoir, aujourd'hui, quel sera
2 l'effet sur la progression de ce procès, mais il est inconcevable
3 de penser que ce ne serait pas un impact très important. En
4 effet, il est un peu étrange de penser que plusieurs des
5 questions traitées dans ce deuxième procès se verraient... se
6 verraient tranchées avant que le jugement est rendu. Et, si c'est
7 le cas, nous devrions au moins connaître les réponses à ces
8 questions avant le début du deuxième procès, et pas en plein
9 milieu de celui-là.

10 [09.58.51]

11 Nous n'avons pas de... rien à dire sur la question 8.

12 Question 9. Finalement, la Chambre nous a demandé si le fait que
13 la Chambre de la Cour suprême ait annulé l'ordonnance de
14 disjonction avait un impact négatif sur le droit à un procès
15 équitable de Nuon Chea.

16 Eh bien, il y a une raison pour laquelle c'est le cas: nous avons
17 procédé à des interrogatoires de témoins, nous avons présenté des
18 éléments de preuve en présumant que nous n'aurions pas à nous
19 défendre contre... contre la plupart des actes d'accusation... des
20 accusations dans l'acte d'accusation. Cela peut être réglé si
21 toutes les parties ont la possibilité, après que la Chambre rende
22 sa décision sur une nouvelle disjonction, de chercher à faire
23 venir des témoins pertinents pour toutes les allégations dans ce
24 procès, c'est-à-dire toute l'ordonnance de clôture du dossier 002
25 ou une version élargie du dossier 002/01, et cela devrait inclure

28

1 des témoins qui ont déjà déposé.

2 [09.59.51]

3 Cela dit, nous ne pouvons estimer le nombre de témoins qui, selon
4 nous, seraient nécessaires dans la... dont la nouvelle comparution
5 serait nécessaire pour des objectifs limités, mais cette
6 possibilité doit nous être donnée pour prévoir de façon plus
7 adéquate la marche à suivre.

8 Voilà, c'était là toutes mes remarques.

9 M. LE PRÉSIDENT:

10 Merci, Maître.

11 À présent, la parole est donnée à la défense de Ieng Sary.

12 Me KARNAVAS:

13 Merci. Bonjour, Mesdames, Messieurs les juges. Bonjour à tous.
14 Tout d'abord, je félicite mon confrère pour sa splendide
15 présentation, à laquelle nous souscrivons intégralement. Il y a
16 peut-être une petite exception où nous sommes bien plus
17 catégorique: sur le point de savoir si nous devons entendre des
18 témoins tant qu'on n'aura pas de décision motivée. À part ça,
19 c'était formidable et extrêmement intéressant à écouter.

20 [10.01.11]

21 À la lecture de la décision de la Chambre de la Cour suprême - je
22 vais y revenir parce que l'Accusation en a parlé -, cette lecture
23 m'a rappelé ce que j'ai lu, qui avait été écrit par le juge
24 Antonin Scalia de la Cour suprême des États-Unis, dans son
25 ouvrage qui s'appelle "Making Your Case". Voici ce qu'a écrit

1 Scalia:

2 "Certains juges pensent que leur devoir consiste simplement à
3 donner au texte son sens le plus naturel, dans le contexte des
4 dispositions pertinentes, bien entendu, et en appliquant les
5 canons usuels de l'interprétation des textes, et ce, sans évaluer
6 la souhaitabilité des conséquences de cette signification. À
7 l'autre extrême, on trouve les juges qui pensent que leur devoir
8 consiste à donner au texte toute signification débouchant sur le
9 résultat le plus souhaitable."

10 En toute déférence envers les juges de la Cour suprême,
11 apparemment, ils font parties de cette deuxième catégorie
12 extrême.

13 [10.02.25]

14 Les juges de la Cour suprême s'appuient sur du droit d'un système
15 étranger, et ils ont vu dans les règles des CETC des choses qui
16 n'y étaient pas. Ils accusent la Chambre de première instance
17 d'une insuffisance de motivation, mais en même temps ils font
18 preuve d'insuffisance au moment où ils devraient citer des
19 sources à l'appui de leur décision.

20 Les juges de la Chambre de première instance se trouvent à une
21 instance inférieur et, donc, doivent obéir à ce qui vient de plus
22 haut, ce qui me rappelle une citation d'un professeur de droit de
23 Yale, dans son livre, "America's Unwritten Constitution". Voici
24 ce qu'il dit sur les précédents. Il dit que "des tribunaux
25 inférieurs, en général, doivent être liés par l'interprétation,

30

1 le cadre – bref, la doctrine des instances supérieures, et ce,
2 même si l'instance inférieure pense que l'instance supérieure se
3 trompe quant au sens général de la constitution écrite ou
4 concernant les meilleures règles pour la mise en œuvre du
5 document, ou encore quant à une affaire donnée ou à une catégorie
6 d'affaires, ou encore quant aux recours existants en droit. Les
7 instances inférieures ont le droit de dire qu'une instance
8 supérieure s'est trompée et d'expliquer leurs raisons de le
9 croire, mais un tel désaccord ne donne pas lieu à un droit de
10 désobéissance."

11 [10.04.20]

12 Ce qui manque ici, c'est qu'il n'y a pas que les juges de rang
13 inférieur qui peuvent critiquer la Cour suprême, en l'occurrence,
14 mais, en outre, les avocats ont aussi le droit de le faire, mais
15 ils ne peuvent pas demander à une chambre de rang inférieur
16 d'outrepasser ses compétences. Et, à notre avis, la Cour suprême
17 demande à la Chambre de première instance d'outrepasser ses
18 compétences et de manquer au serment prêté par les juges.

19 Je vais expliquer pourquoi. Pour nous, en toute déférence envers
20 la Cour suprême, apparemment, elle vous demande de faire des CETC
21 un TPIY où les juges peuvent se pencher sur la jurisprudence du
22 TPIY correspondant aux résultats escomptés, en appliquant
23 simplement cette jurisprudence et en lisant les règles
24 applicables aux CETC hors de tout contexte, sans élément du droit
25 français, et pas le droit américain, comme c'est le cas au TPIY.

31

1 [10.05.58]

2 Et, au bout du compte, si l'on suit la position de l'Accusation,
3 il est demandé de sélectionner ce qui nous plaît ou, pour citer
4 Carla Del Ponte, le procureur du TPIY, d'avoir une justice à la
5 carte. Si l'on prend l'ordonnance de clôture et que l'on choisit
6 certaines portions qui nous conviennent, une espèce
7 d'échantillonnage, qu'advient-il du reste, alors que même la Cour
8 suprême, concernant Ieng Thirith, dit qu'on ne peut pas
9 simplement rejeter des chefs d'accusation?

10 Et ici, quand l'Accusation dit qu'il y aura peut-être d'autres
11 procès, en même temps, elle dit qu'avec seulement cinq témoins ça
12 ne prendra pas beaucoup plus longtemps. Alors, la Chambre de
13 première instance ne serait-elle pas obligée de présenter un
14 projet concret pour les procès suivants? Et, si la réponse est
15 non, est-ce que la Chambre ne commet pas une erreur - si pas de
16 facto, de iure - au moment de rejeter ces chefs d'accusation?
17 N'est-ce pas un manquement au serment prêté? Parce que vous
18 n'avez pas le droit de rejeter simplement certaines parties de
19 l'ordonnance de clôture; vous devez juger l'ensemble de
20 l'affaire.

21 [10.07.43]

22 Nous avons soutenu la façon dont vous avez disjoint les
23 poursuites. Prenons la façon dont vous avez procédé à la
24 disjonction. Vous avez été très clair en disant qu'il y aurait
25 des segments distincts de l'ordonnance de clôture qui seraient

1 examinés. Vous n'avez jamais dit que le reste disparaissait, et
2 c'est extrêmement important.

3 En effet, si l'on prenait l'une des règles du TPIY, 73bis(d), à
4 laquelle s'accroche l'Accusation, si l'on prend l'historique, ce
5 n'est pas extrêmement compliqué, on voit que ça été transformé.

6 Il y a une version initiale. Ça a été amendé deux fois. Tout est
7 là, consultable. Ce n'est pas une question de disjonction, mais
8 il s'agit de rejeter certaines parties distinctes de l'acte
9 d'accusation.

10 Pourquoi? Je vais répondre à la question. Peut-être que cela
11 rappellera à la Cour suprême ce que représente 73bis(d). Cette
12 règle a été amendée. Pourquoi? Pour atteindre les objectifs du
13 tribunal lorsqu'il s'agit d'honorer ses obligations du point de
14 vue de la stratégie d'achèvement. Autrement dit, il s'agit de
15 fermer le TPIY, et Carla Del Ponte, le procureur, ne voulait pas
16 avoir de justice à la carte, elle ne voulait pas abandonner son
17 indépendance en tant que procureur, et il fallait trouver un
18 mécanisme pour avancer.

19 [10.09.52]

20 Penchez-vous pas seulement sur les règles, mais aussi sur ce que
21 dit le président du groupe de rédaction du rapport du TPIY au
22 Conseil de sécurité. Il parle de l'objectif sous-jacent, et donc
23 il est chimérique d'affirmer que la règle 73bis(d) porte sur la
24 disjonction; cela porte sur le rejet de chefs d'accusation. C'est
25 important. Car, si l'on rejette certaines parties de l'acte

33

1 d'accusation, de toute évidence, vous, les juges, ce faisant,
2 vous devez vous assurer que vous le faites de façon
3 représentative de l'ensemble de l'acte d'accusation.
4 Mais, à nouveau, il incombe à l'Accusation de le faire.
5 L'Accusation est invitée à rejeter certaines parties, et ce,
6 d'une manière qui soit représentative de l'ensemble de l'acte
7 d'accusation et de sa nature.
8 Je pense que c'est tellement évident que c'est inutile de
9 répéter. Ici, ils s'accrochent à cela. C'est important, parce que
10 la Cour suprême s'accroche à autre chose. Elle parle de
11 représentativité raisonnable qui peut être lue dans les règles.
12 [10.11.20]
13 Comme les Grecs antiques, moi-même, j'ai recherché dans les
14 règles où il était dit qu'il fallait une représentativité
15 raisonnable. Où est-ce que cela se trouve? Où est-il... En réalité,
16 vous abusez de votre pouvoir discrétionnaire en ne nous
17 entendons pas. Où est-ce écrit? En fait, c'est toujours bien de
18 laisser les parties s'exprimer, mais on ne peut pas mettre dans
19 les règles ce qui n'y est pas. Vous avez une certaine marge
20 d'appréciation.
21 Pour être encore plus clair, nous avons été entendu - peut-être
22 pas initialement, mais nous l'avons été. L'Accusation n'a pas été
23 privée; elle a déposé une notice de dépôt d'une demande de
24 réexamen. Dans cette notice, elle a expliqué concrètement ce qui,
25 à son sens, manquait. Puis, quelques jours plus tard, elle a

34

1 déposé sa requête aux fins de réexamen. Et ici, à nouveau, dans
2 ce document, l'Accusation disait ce qu'il manquait, mais en plus
3 elle indiquait ce qui rendrait plus représentatif 002/01 - et non
4 pas raisonnablement représentatif, mais bien d'avantage
5 représentatif - et elle a indiqué ce qu'il fallait inclure.
6 [10.12.56]
7 Ces observations sont disponibles. Je ne vais pas m'appesantir
8 là-dessus. Mais l'Accusation a pu faire valoir sa position. Elle
9 a été entendue et elle a indiqué que les juges devaient être
10 conscients...
11 Excusez-moi, Monsieur le Président, je m'emporte.
12 Dans sa demande de réexamen, l'Accusation énonce expressément une
13 référence à un rapport où l'on trouve l'âge moyen d'un homme
14 cambodgien, 60 ans. Pourquoi est-ce important? Et ici,
15 j'improvise, mais je pense que c'est utile. C'est important parce
16 qu'en 2006 a été lancée l'instruction en vue de préparer le
17 réquisitoire introductif. Ensuite, le réquisitoire introductif a
18 été conclu en 2007. Pendant l'instruction, il y avait... il y a eu
19 six compléments d'acte d'instruction. Le réquisitoire introductif
20 s'est étoffé encore et toujours au cours de la phase
21 d'instruction: le premier réquisitoire introductif date du 28
22 mars 2008 - ça portait sur la zone Nord; ensuite, en 2009,
23 mémoire sur la portée de l'Accusation; ensuite, on est en 2009,
24 mariages forcés; 31 juillet, génocide des Cham; en septembre
25 2009, mariages forcés, crimes de nature sexuelle; 26 novembre

35

1 2009, mariages forcés et crimes de nature sexuelle.
2 [10.15.04]
3 Pourquoi est-ce important? Voyons voir. Ils savent bien sûr où
4 trouver l'espérance de vie du Cambodgien moyen, 60 ans. À
5 l'époque, au moment de rédiger le réquisitoire introductif, Ieng
6 Sary avait 80, 82, voire 83 ans, car aujourd'hui il a 87 ou 88
7 ans. Quelle partie leur a échappé? À ce moment-là,
8 qu'ignoraient-ils? Ne savaient-ils pas que ce serait un procès
9 long, complexe? Étaient-ils naïfs au point d'ignorer combien de
10 temps durerait le procès? Étaient-ils si peu chevronnés?
11 N'avaient-ils aucune idée à ce sujet? Au contraire, c'étaient des
12 coproccureurs chevronnés qui avaient déjà participé à des procès
13 de crimes de guerre. Donc, ils savaient que, compte tenu de la
14 portée de l'acte d'accusation rédigée par eux-mêmes, ça allait
15 prendre au moins quatre ans, en excluant le temps nécessaire pour
16 passer au jugement - parce qu'avant cela il y a une phase
17 d'instruction - et en excluant le temps de la réduction... de la
18 rédaction des observations. Il s'agit de procureurs qualifiés qui
19 devaient savoir qu'il fallait, le cas échéant, aller jusqu'à la
20 phase d'appel et qu'en tout, donc, cela prendrait du temps.
21 [10.16.59]
22 Qu'est-ce que je veux dire? L'Accusation a rédigé un réquisitoire
23 introductif extrêmement complexe en disant: "Voilà ce dont nous
24 avons besoin." Pendant l'instruction, ils ont dit: "Non, non, ça
25 ne suffit pas, ajoutez encore ceci." Et ensuite l'Accusation

36

1 semble dire que les juges de la Chambre de première instance sont
2 les mauvais; c'est la faute aux juges, c'est à cause des juges
3 que le procès est difficile à administrer, vu sa taille. Et à
4 présent, apparemment, l'Accusation s'inquiète.
5 Pour nous, à l'instar de notre confrère de la défense de Nuon
6 Chea, quand on examine la procédure, lorsqu'on examine les
7 observations faites, vous n'avez pas le choix. Nous ne sommes pas
8 au TPIY. L'Accusation a rédigé l'acte d'accusation, le
9 réquisitoire introductif, les enquêteurs ont pris leur temps, ils
10 ont étoffé - cela a été confirmé -, et maintenant vous avez les
11 mains liées. Et la position que vous avez prise était adéquate.
12 [10.18.27]
13 Je serais le premier à dire qu'après 002/01 il y aura des
14 problèmes logistiques qui vont se poser - pas seulement
15 logistiques, mais aussi des questions de substance et de
16 procédure qui devront être prises en considération. Nous
17 supposons que, au moins de manière générale, vous avez pris cela
18 en compte. Tant que nous n'aurons pas vu ce que vous avez en
19 tête, nous ne pouvons pas faire d'observations concrètes sur
20 notre position.
21 Mais, compte tenu de la façon dont vous avez disjoint les
22 poursuites, de la seule façon possible... vous l'avez fait de la
23 seule façon possible, mais maintenant la Cour suprême dit qu'il y
24 a deux options: d'une part, continuer sur sa lancée, en
25 expliquant seulement que ce n'est qu'une question

37

1 d'administrabilité. Le dossier numéro 002 est donc un
2 mini-procès. J'ai employé le terme il y a deux jours, je vais le
3 faire à nouveau. Auparavant, je ne l'employais pas; je ne pensais
4 pas que c'était un mini-procès. Mais on vous demande un procès
5 sur une mini-ordonnance de clôture. Voilà ce que demande la Cour
6 suprême. Et, dans les instructions données, la Cour suprême ne
7 dit pas ce qu'il faudra faire après. Et, si on écoute
8 l'Accusation, on parle seulement d'un mois en plus, environ.

9 [10.20.03]

10 La Cour suprême a dit qu'il pouvait y avoir des procès, mais elle
11 ne vous a pas dit ce qu'il fallait faire après avoir mené à bien
12 ce premier procès qui est plus représentatif. N'êtes-vous pas
13 toujours obligés de juger les autres faits? Vous l'êtes. Y a-t-il
14 encore des problèmes logistiques tels qu'ils ont été soulevés par
15 l'Accusation et la défense de Nuon Chea? Oui. Faut-il toujours un
16 projet concret? Oui. Y aura-t-il toujours de l'incertitude de
17 notre côté? Oui. Plus important, comment rejugeons-nous? C'est
18 quelque chose d'hétéroclite. On choisit ceci et cela. Comment
19 peut-on éviter des répétitions? Est-ce qu'on rappelle des
20 témoins? Comment l'Accusation ou la Cour suprême envisage-t-elle
21 les choses? Des propositions sont faites, mais, soyons francs,
22 cela est tiré de la décision Mladic. Je rends hommage à la Cour
23 suprême, qui a fait preuve d'originalité, qui a essayé de trouver
24 des solutions originales. Mais, dans la décision Mladic, il est
25 question d'une autre Chambre de première instance, mais là c'est

38

1 le TPIY, et là il y a plusieurs formations de juges. Il est plus
2 facile de saisir un collègue d'une affaire.

3 [10.21.39]

4 Ce n'est pas le cas ici. Il y a des réalités. Le personnel
5 cambodgien, ici, n'est pas payé régulièrement ou dans les délais
6 fixés. Dans ce contexte, comment peut-on avoir une deuxième
7 formation de juges? C'est irréaliste. Voilà le point où nous en
8 sommes aujourd'hui.

9 Je vais parler de la représentativité. Prenons les différentes
10 positions adoptées par l'Accusation. Tout d'abord, au moment de
11 déposer leur demande de réexamen, le 3 octobre 2011, document
12 E124/2, elle mentionne "District 12". Maintenant, ça été
13 abandonné. À part S-21, l'Accusation parlait des zones Nord,
14 Centrale et Est, elle parlait de chantiers, de centres de
15 sécurité autres que S-21, de l'aéroport de Kampong Chhnang. En
16 tant qu'avocat de la Défense, comme l'a dit mon confrère, c'est
17 étrange de devoir se demander si les parties civiles pourront
18 déposer dans le prétoire. Est-ce qu'elles ont été consultées?
19 Est-ce que les avocats ont été consultés? Parce qu'ils ont des
20 clients. L'Accusation n'a... l'Accusation n'a pas de client, mais
21 les avocats des parties civiles, bien. Est-ce qu'ils ont consulté
22 tous leurs clients? Est-ce qu'ils leur ont dit qu'ils allaient
23 les abandonner en acceptant la proposition de l'Accusation?

24 [10.23.28]

25 Comme l'a dit mon confrère - il n'a pas employé des termes aussi

39

1 forts, mais, moi, je vais le faire -, c'est ridicule de laisser
2 entendre qu'on peut prononcer des conclusions juridiques sur des
3 questions qui n'ont pas été examinées. Donc, on abandonne ces
4 paragraphes, mais en disant toutefois: toutes les parties civiles
5 affectées doivent être déclarées parties civiles ayant subi un
6 préjudice et méritant réparation en application du droit. Comment
7 peut-on en arriver là? Sur quelle source de droit se fonde-t-on?
8 Est-ce que les avocats des parties civiles ont consulté leurs
9 clients, lesquels affirment être des victimes de mariages forcés?
10 Les ont-ils consultés? Ont-ils consulté toutes les autres parties
11 civiles qu'ils représentent? Car ce sont leurs clients. Tout
12 comme nous défendons des clients, eux aussi.

13 [10.24.33]

14 Avant de venir dans le prétoire et de prendre position sur le
15 point de savoir si on abandonne quelqu'un et ses droits, avant de
16 le faire, il faut avoir l'aval des clients. Quand mon confrère
17 dit "comment l'on sait qu'il n'y aura pas de procès par la suite,
18 dans le contexte qui est le nôtre, pour que le procès soit
19 gérable?"... Il y a deux coavocats principaux pour les parties
20 civiles. Est-ce qu'ils peuvent s'arroger le droit de décider au
21 nom de leurs clients, alors que les clients ont traversé
22 tellement d'épreuves. Certains se sont constitués parties
23 civiles. Certains ont même dû faire appel pour se faire
24 reconnaître. Est-ce que les avocats peuvent dire à leurs clients:
25 "Nous vous abandonnons"? Je ne vois pas comment cela est

40

1 possible. Je pense qu'il faut en tenir compte.
2 Lorsqu' on parle de représentativité raisonnable, dans ce
3 contexte, l'Accusation a dit qu'il fallait un échantillonnage.
4 Qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce que l'Accusation, qui
5 propose quelque chose de très différent d'avant... Avant, elle
6 disait "plus représentatif", et non pas "raisonnablement
7 représentatif", mais, pour moi, quand on dit "raisonnablement",
8 on va plus loin que quand on dit "plus représentatif". Mais la
9 demande initiale a changé du côté de l'Accusation.
10 [10.26.25]
11 L'Accusation est-elle malhonnête lorsqu'elle dit "il faut
12 examiner ces faits"? Prenons leurs propositions. Prenons ce
13 qu'ils ont dit hier... ou il y a deux jours. Ils ont dit: "Prenons
14 seulement S-21, et voilà la solution. Avec S-21, on peut couvrir
15 l'ensemble de l'ordonnance de clôture et l'on satisfait ici à ce
16 critère" - qui ne se trouve même pas dans le droit, mais qui se
17 fonde sur la décision de la Cour suprême, laquelle a emprunté
18 cela au TPIY, ce qui n'est pas nécessairement applicable parce
19 que cela veut dire que le reste se retrouve rejeté.
20 Qu'en est-il des autres chefs d'accusation? L'Accusation dit: "Il
21 y aura peut-être d'autres procès." Il y a une épée de Damoclès
22 qui continue d'être suspendue sur la tête de nos clients. Il y a
23 une incertitude juridique que... la différence entre un premier
24 scénario, à savoir le procès actuel, et, d'autre part, un procès
25 plus représentatif, si l'on opte pour cela.

41

1 [10.27.34]
2 Au bout du compte, quelle est la différence? Il faut un
3 financement, de la logistique, un projet, et nous avons besoin de
4 cela maintenant. Nous allons insister là-dessus. Nous avons le
5 droit de le faire et nous allons faire appel, parce que cela
6 équivaudrait à une violation des droits de notre client. Il sera
7 intéressant de voir ce que fera la Cour suprême, alors.
8 Quand vous siégez et que vous devez adopter un projet concret, il
9 faut le faire pour les deux. En toute déférence, lorsqu'on dit
10 deux ou trois semaines, c'est ambitieux. Je pense qu'il faudra
11 bien plus de temps. Dans la décision de la Cour suprême, il n'est
12 pas dit que les... que vous avez abandonné votre rôle, que vous
13 avez perdu votre autorité par rapport à l'ordonnance de clôture,
14 et c'est comme si c'était à l'Accusation de dire ce qui est
15 raisonnablement représentatif. Or, ce n'est pas le cas; c'est aux
16 juges de décider. Soit ils prennent toute l'ordonnance de clôture
17 et ils choisissent ce qu'il faut retenir, en leur propre nom et
18 pas au nom de l'Accusation ou des parties civiles... Et il faut
19 penser à toutes les parties civiles qui seraient exclues, toutes
20 les victimes qui ne seraient pas entendues, tous les chefs
21 d'accusation que l'Accusation est prête à rejeter, dans les
22 faits. Ce sera aux juges de décider s'il est réaliste d'avoir un
23 procès fondé sur une mini-ordonnance de clôture, une espèce de
24 procès buffet ou à la carte, tout en satisfaisant tout le monde,
25 y compris nous-mêmes, ainsi que le public, et les victimes, et

42

1 les parties civiles, et les donateurs. Comment les juges... sur le
2 fait de savoir comment les juges jugeront ce qu'il reste? C'est
3 un cauchemar logistique.

4 [10.29.40]

5 Et j'en viens à mon argument suivant. Le seul (inaudible) - et
6 nous sommes ici à cause des coprocurateurs, car ils ont préparé ce
7 qu'ils ont préparé. Ils connaissaient bien avant l'âge des
8 accusés. Ils vous ont présenté cela. La Chambre a exercé son
9 pouvoir discrétionnaire selon le droit, et les coprocurateurs n'ont
10 pas aimé. Rien ne vous empêche de dire "nous pouvons faire tout
11 le dossier", car la Chambre de la Cour suprême a annulé l'ordre
12 de disjonction. N'est-il... n'est-ce pas là une preuve d'honnêteté
13 intellectuelle? N'est-ce pas là ce que le public veut? Nous
14 sommes ici pour ça.

15 Et ça me semble... Et je le dis avec tout le respect que je dois
16 aux juges de la Cour suprême, mais quand je lis entre les lignes
17 la décision de la Chambre, au paragraphe 50... Car, d'une certaine
18 façon - et vous m'excuserez -, c'est un peu schizophrène, quand
19 même, quand on vous donne ces choix. D'une part, ils vous
20 critiquent pour la façon avec laquelle vous avez fait cette
21 disjonction, mais par la suite disent: "Écoutez, vous pouvez
22 quand même maintenir votre décision, juste à donner quelques
23 motifs supplémentaires. Oubliez l'âge des accusés; on fera comme
24 s'ils étaient toujours en vie et c'est (inaudible) une question
25 d'efficacité. Donnez-nous un petit plan et des motifs, ou alors

43

1 vous pouvez choisir de tenir un mini-procès qui est un peu plus
2 représentatif.

3 Et ils jettent, de façon complètement gratuite, le mot
4 "acquittement".

5 [10.31.35]

6 Et la perception est, comme mon confrère l'a dit... la perception
7 que l'on retire de cela, c'est que... en fait, c'est de dire: les
8 accusés sont coupables; essayons d'avoir un procès représentatif
9 mais rapide; déclarés non... on les déclare coupables pour qu'on
10 puisse crier victoire et fermer boutique.

11 Et la question se pose: Existe-t-il une présomption d'innocence?

12 Et, le cas-échant, les accusés n'y ont-ils pas droit? Si vous
13 allez de l'avant avec ce mini-procès, comme il est suggéré, nos
14 clients n'ont-ils pas droit à une certaine certitude quant à ce
15 qui se passera avec le reste de l'acte d'accusation? Faut-il que
16 la question demeure dans les... dans les limbes, à savoir s'ils
17 seront poursuivis pour ces chefs d'accusation restants? Qu'est-ce
18 que cela veut dire pour le caractère rapide du procès? On
19 l'entend souvent, ce mot, "rapidité". Qu'en est-il donc de rendre
20 justice mais qu'il y ait perception que justice ait été rendue?

21 [10.32.51]

22 Quand on... la "vérité historique", la "postérité", la
23 "réconciliation" sont des mots que l'on entend. Personnellement,
24 je ne suis pas tout à fait en faveur de cela. Un procès criminel
25 sert à déclarer coupable ou non une personne pour un crime. Mais,

44

1 comme mon confrère l'a dit, les États-Unis, qui semblent agir
2 au-dessus des lois internationales, parfois, comme le font
3 d'ailleurs d'autres membres du conseil permanent... des membres
4 permanents du Conseil de sécurité... Le Vietnam n'a pas donné accès
5 à ses archives; c'est pourquoi vous n'avez pas nécessairement
6 accès à toute la vérité. Mais cela fait partie de l'exercice.
7 Est-ce pourquoi... est-ce parce que l'on ne peut obtenir
8 réconciliation dans ce pays qui a tant souffert et que l'on
9 connaît une partie de l'histoire, mais... si l'on laisse de côté ce
10 que la Russie, les Chinois et les Américains ont fait avant et
11 après la période de juridiction temporelle du tribunal...
12 N'avez-vous pas l'obligation, si vous choisissiez de tenir un
13 mini-procès, de faire la promotion de ce concept qui, selon les
14 procureurs, est essentiel? Il est un des principes universels sur
15 lesquels ces tribunaux internationaux sont fondés.
16 [10.34.21]
17 Bon, je vois que nous approchons du moment de la pause. Ça
18 pourrait être un moment opportun pour marquer la pause. Je
19 pourrais répondre ensuite aux questions, par la suite, pour que
20 vous sachiez bien quelle est notre position. J'ose espérer que
21 mes arguments sont plutôt clairs et que notre position est
22 transparente. Je vous remercie. Je, bien sûr, m'en remets... je
23 m'en remets bien sûr à vous pour... à savoir si je m'interromps
24 maintenant.
25 M. LE PRÉSIDENT:

45

1 Merci, Maître.

2 En effet, le moment est venu de prendre la pause du matin. Nous
3 allons marquer une pause de 20 minutes. Nous reprendrons à 11
4 heures. L'audience est suspendue.

5 (Suspension de l'audience: 10h35)

6 (Reprise de l'audience: 11h05)

7 M. LE PRÉSIDENT:

8 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.

9 La parole est rendue à la défense de Ieng Sary pour qu'elle
10 réponde aux questions posées par la Chambre.

11 La question numéro 5 a été supprimée. Une autre question a été
12 ajoutée. Vous êtes invités à y répondre cet après-midi.

13 [11.07.01]

14 Me KARNAVAS:

15 Très bien. Avant de passer aux questions, j'aimerais apporter un
16 éclaircissement.

17 On m'a dit que mon intervention était parfois passée à la trappe,
18 dans l'interprétation, et je n'ai pas toujours cité les sources.

19 Donc, à des fins de pouvoir consulter cela, j'aimerais apporter
20 des précisions. Mon équipe a beaucoup travaillé pour tout
21 organiser.

22 En ce qui concerne la règle 73bis, je vous invite à consulter la
23 version du 28 juillet 2003. À la règle 73bis(d), il est indiqué
24 ce qui suit:

25 "Après avoir entendu l'Accusation, la Chambre de première

46

1 instance peut fixer un certain nombre de sites de crimes ou
2 d'événements comprenant un chef d'accusation ou davantage, par
3 rapport auquel des preuves peuvent être présentées par
4 l'Accusation, [etc, etc.]"

5 Ça, c'était la deuxième version de la règle 73bis. Apparemment,
6 c'est contradictoire avec le statut, parce que l'Accusation, bien
7 entendu, est très indépendante.

8 [11.08.20]

9 Ensuite, prenons la dernière version modifiée, en date du 28 août
10 2012. Excusez-moi, je veux m'assurer de ne pas me tromper. Le
11 premier amendement, daté du 17 juillet 2003. Ensuite, nouvel
12 amendement, 30 mai 2006:

13 "Après avoir entendu l'Accusation, la Chambre de première
14 instance, dans l'intérêt d'un procès rapide et équitable, peut
15 inviter l'Accusation à réduire le nombre de chefs d'accusation de
16 l'ordonnance de renvoi, [etc., etc.]"

17 De toute évidence, cette règle a pour but de rejeter des chefs
18 d'accusation au motif que l'Accusation est habilitée à le faire.
19 La Chambre invite l'Accusation à se faire entendre et à prendre
20 l'initiative de laisser tomber des chefs d'accusation.

21 [11.09.35]

22 J'ai cité un rapport de l'ONU... ou, plutôt, un rapport soumis à
23 l'ONU, rapport adressé à l'Assemblée générale et au Conseil de
24 sécurité; 21 août 2006 est la date du rapport. Nous pouvons
25 communiquer ce rapport aux juges. Je vais lire. Cela émane du

47

1 Président du tribunal, qui doit faire rapport régulièrement au
2 Conseil de sécurité. Je lis:
3 "Une Chambre de première instance prend aussi l'initiative
4 d'accélérer le procès. En particulier, une Chambre de première
5 instance applique la règle 73bis pour obliger l'Accusation à
6 cibler son dossier. La règle 73bis permet à la Chambre de
7 première instance, lors de la conférence préliminaire, à
8 autoriser l'Accusation à limiter le nombre de sites de crimes et
9 d'événements figurants dans l'un ou plusieurs des chefs
10 d'accusation, [etc., etc.]"
11 Voilà donc les sources. Il est bon de connaître l'historique de
12 la question.
13 Encore quelques autres points.
14 [11.11.04]
15 L'Accusation a fait référence à Stanisic et Simatovic. Si l'on
16 lit ça, on voit que c'est une décision rendue sur la base de
17 73bis(d). À nouveau, il s'agit d'abandonner des chefs
18 d'accusation ou de réduire le nombre de chefs d'accusation de
19 l'ordonnance de renvoi. 73bis donne à la Chambre de première
20 instance la possibilité d'inviter l'Accusation à réduire certains
21 crimes de l'acte de renvoi. Autrement dit, en toute déférence,
22 vous n'êtes pas autorisés à réduire l'ordonnance de clôture. Elle
23 est ce qu'elle est. Vous avez d'autres attributions, par exemple
24 quant à la manière de juger, mais ne pouvez pas, de votre bon
25 vouloir, rejeter ce qui a été proposé par l'Accusation puis qui a

48

1 fait l'objet d'une instruction, après quoi intervient une
2 ordonnance de clôture. C'est un processus complexe.
3 [11.12.02]

4 On a parlé de l'affaire Mladic, la décision sur la requête de
5 disjonction de l'Accusation, lorsqu'elle voulait séparer
6 Srebrenica et regrouper ça avec une autre affaire. Ici, une
7 règle... référence est faite à 73bis(d), mais seulement pour une
8 réduction de l'acte d'accusation. Il n'est rien dit d'une
9 quelconque disjonction. On ne peut pas comparer des pommes et des
10 poires. Et par ailleurs c'est un système entièrement différent.
11 Enfin, j'ai cité une décision rendue par la Cour suprême
12 concernant Ieng Thirith, document E138/1/1.10/5/1/7 (sic), en
13 date du 14 décembre 2012. Je suis désolé de pas l'avoir précisé
14 dans mon intervention. Il est indiqué ce qui suit:

15 "La plupart des juridictions de droit romano-germanique adoptent
16 en général le légalisme des poursuites obligatoires, en
17 application de quoi l'Accusation n'a pas la liberté d'abandonner
18 ou de demander que soit abandonnée une action de poursuite une
19 fois qu'elle a été lancée devant un tribunal dont l'autorité
20 exclusive consiste à classer des poursuites, et ce, pour des
21 raisons uniquement expressément indiquées en droit."

22 [11.14.01]

23 Je m'adresse ici aux convertis. Nous connaissons tous le système
24 romano-germanique. Il y a peut-être des juges de droit
25 anglo-saxon qui n'en sont pas conscients. Dans le système

49

1 anglo-saxon, il y a la possibilité d'abandonner des poursuites,
2 mais, en droit romano-germanique, c'est clair.
3 Ensuite, la Cour suprême, au paragraphe 39, dit ce qui suit:
4 "La cause de l'arrêt des poursuites pour des actes criminels fait
5 l'objet de l'article 7 du CCP et se limite à la mort d'un accusé,
6 l'expiration d'un délai de prescription, l'abrogation de la loi
7 et la res judicata. Par conséquent, un tribunal fonctionnant sur
8 la base du CCP n'a aucune autorité... n'a pas d'autorité, donc,
9 pour ordonner l'arrêt des poursuites pour d'autres raisons."
10 Donc, je reviens à ce que je disais. Si vous adoptez la deuxième
11 option proposée par la Cour suprême - c'est ce qui est proposé
12 par l'Accusation -, dans leur proposition, pour aller vite, et
13 même dans ma version et celle de la défense de Nuon Chea, il
14 faudra examiner l'ensemble de l'ordonnance de clôture. Vous avez
15 toujours l'obligation de présenter un projet. Quant au reste,
16 vous ne pouvez pas simplement mettre cela de côté. Mettre de
17 côté, cela ne compte pas.
18 [11.15.50]
19 Et on ne peut pas apaiser les parties civiles en leur disant:
20 "Peut-être qu'on y viendra." C'est clair, à la lumière de la
21 décision de la Cour suprême, il n'y aura pas d'autre procès. Ceux
22 qui sont exclus, délibérément ou non, sciemment ou non, moyennant
23 leur consentement ou non, tous ceux-là ne pourront pas venir
24 s'exprimer dans le prétoire. Et donc cette Chambre, avant de
25 faire quoi que ce soit, doit s'assurer que chacun pourra exercer

50

1 ses droits et faire valoir sa cause. C'est soit la justice pour
2 tous, soit la justice pour personne.

3 Concernant vos questions.

4 La première. Notre position est assez claire. Nous n'avons pas de
5 préoccupation particulière.

6 J'ai signalé ce qu'a indiqué l'Accusation dans E124/2, demande
7 aux fins de réexamen. Ici, au paragraphe 25, voici ce que dit
8 l'Accusation: "Le grand âge des accusés, dès lors que l'espérance
9 de vie moyenne au Cambodge est de 61 ans... le grand âge des
10 accusés constitue un facteur essentiel lorsqu'il s'agit de
11 prédire s'il sera possible de tenir un deuxième procès."

12 [11.17.33]

13 Quelles étaient les préoccupations de l'Accusation au moment de
14 rédiger le réquisitoire introductif? Apparemment, ils ont oublié
15 ce point-ci. Rejeter la faute sur les juges en disant:

16 "Maintenant, débrouillez-vous", tout en exigeant que l'Accusation
17 soit elle-même satisfaite, c'est injuste. C'est l'Accusation qui
18 a rédigé cela; elle a demandé un élargissement en sachant
19 pertinemment que l'espérance de vie moyenne au Cambodge était de
20 61 ans, et ce sont les données de l'OMS. Ce ne sont pas les
21 données d'une ONG inconnue. Ça date du mois d'avril 2001 - note
22 de bas de page 42.

23 Donc, à l'époque, l'Accusation n'était pas inquiète. Pourquoi
24 l'est-elle aujourd'hui? Pourquoi une telle précipitation?

25 Pourquoi un tel manque de sincérité lorsqu'elle dit que, si l'on

51

1 ajoutait seulement S-21, qui a déjà été jugé, on pourrait
2 s'arrêter là car ça serait représentatif? Mon confrère l'a dit,
3 la Cour suprême mentionne la possibilité d'un conflit d'intérêt
4 et, donc, envisage la création d'un deuxième collège de juges, et
5 je pense qu'il faudra dûment tenir compte de ces observations. Si
6 l'on ajoute S-21, cela n'est pas suffisant, même du point de vue
7 de ce qu'indique l'Accusation dans sa notice et dans sa demande
8 aux fins de réexamen.

9 [11.19.28]

10 Deuxième question. Notre position est claire: il faut juger
11 l'ensemble du dossier. Je serais répétitif si je m'appesantissais
12 là-dessus.

13 Notre préférence serait que Ieng Sary soit certain qu'il sera
14 jugé une fois et qu'il y aura un procès. Cela peut être un
15 facteur, une considération à garder à l'esprit pour ce qui est de
16 savoir si notre client pourrait suivre le procès ou être jugé de
17 son vivant. Si la Chambre marque un temps d'arrêt pour examiner
18 le reste de l'ordonnance de clôture, je suis sûr qu'avec un peu
19 de sagesse, de créativité, on pourra réduire la portée et le
20 nombre de témoins.

21 Le système permet que des preuves soient admises pour juger toute
22 l'affaire. Cela prolongerait de six mois ou d'un an, mais
23 l'Accusation est prête à prendre le risque. Il y aurait une
24 prolongation au moins d'un mois. Si l'Accusation est prête à
25 prendre le risque, pourquoi ne pas juger sur la base de

1 l'ensemble de l'ordonnance de clôture, une fois pour toute? Cela
2 donnera la certitude voulue, cela éliminera les batailles de
3 procédures où il faut décider si telle ou telle chose s'inscrit
4 ou non dans le cadre du procès, et la Défense pourra savoir qui
5 sont les témoins.

6 [11.21.45]

7 Puisque la Cour suprême dit que c'est une procédure
8 contradictoire, au sens où, moi, je l'entends, l'Accusation,
9 puisque c'est à elle qu'incombe la charge de la preuve, devra...
10 quels sont les éléments de preuve et les témoins nécessaires pour
11 asseoir sa thèse, car, fondamentalement, ils sont les auteurs de
12 l'ordonnance de clôture.

13 La balle n'est pas dans le camp de la Chambre, mais bien chez
14 l'Accusation, à en croire la décision de la Cour suprême, car
15 celle-ci est bien claire, elle emploie le terme "sui generis",
16 une expression qu'on emploie souvent pour justifier l'emprunt de
17 procédures venant d'autres juridictions qui peuvent ou non cadrer
18 avec cette juridiction-ci. Mais rien n'empêche la Chambre
19 d'ordonner à l'Accusation de présenter une liste de témoins et de
20 documents qui, de l'avis de l'Accusation, pourront asseoir leur
21 cause pour l'ensemble de l'ordonnance de clôture.

22 [11.22.55]

23 Et c'est ce que nous demandons à la Chambre de faire. Tout au
24 moins, nous saurions avec certitude quelles sont les parties
25 civiles qui ne seront pas représentées, qui ils sont prêts à

1 sacrifier aux fins, peut-être, d'un autre procès, alors que, de
2 l'avis général, cela ne se fera pas.
3 Troisièmement, nous l'avons déjà dit, nous voulons que soit jugé
4 l'ensemble de l'affaire, et pas seulement certaines portions, pas
5 un assortiment à la carte avec une démarche sélective.
6 Pour nous, la Chambre sait qu'il y a des problèmes logistiques.
7 L'Accusation nous a dit que c'était impossible, sauf s'il y a un
8 projet. Comme je l'ai dit, ce projet sera encore nécessaire pour
9 une autre affaire. Sinon, dans les faits, cela revient à violer
10 les instructions de la Cour suprême, à savoir que vous ne pouvez
11 pas rejeter, abandonner, écarter des chefs d'accusation. On ne
12 peut pas les laisser planer dans la stratosphère en disant: "Nous
13 les mettons de côté; on y viendra en temps opportun." Elles
14 continueraient alors d'exister.
15 [11.24.18]
16 Question numéro 4. Peut-être que j'y vois trop de choses, mais la
17 façon dont je lis cette question, il me semble que la Chambre dit
18 que la proposition de l'Accusation, à savoir ajouter seulement
19 S-21, cela ne satisfait pas, je pense... à ma lecture des choses,
20 cela ne satisfait pas aux critères de représentativité.
21 En tout cas, ce que propose l'Accusation ne représente nullement
22 l'ensemble de l'ordonnance de clôture. Nous avons dit que
23 l'Accusation avait adopté au moins trois positions.
24 D'abord, dans la notice et la demande de réexamen, elle a indiqué
25 ce qui serait plus représentatif et pas raisonnablement

54

1 représentatif. Et il y a beaucoup d'éléments en plus, par rapport
2 à ce qu'ils demandent maintenant. Il y a un plus grand nombre de
3 parties civiles qui ne seraient pas abandonnées.

4 [11.25.34]

5 Comme je l'ai dit, c'est aux juges de se prononcer, et les
6 parties, y compris les parties civiles, décideront si elles sont
7 satisfaites de ce que la Chambre aura jugé représentatif. Il
8 semble, apparemment, que les poteaux du but bougent en
9 permanence.

10 Question numéro 5, on en a déjà parlé. Je rejoins mon confrère
11 pour dire que certains témoins devront revenir déposer. C'est
12 inévitables, je pense.

13 Pour nous, comme c'est une procédure contradictoire, c'est à
14 l'Accusation d'informer la Chambre des pièces qu'elle entend
15 produire. La balle n'est pas dans notre camp. Nous pensons que
16 toutes les dépositions doivent être reprogrammées. Autrement dit,
17 on n'examinerait aucune preuve tant que cette question n'aura pas
18 été tranchée. En général, c'est une question réglée en phase
19 préliminaire, comme je l'ai dit dans mes réponses à l'appel de
20 l'Accusation. Il me semble que cela ne vient pas au bon moment.

21 Si l'Accusation n'était pas satisfaite de la décision sur la
22 demande de réexamen, l'Accusation aurait dû faire appel à ce
23 moment-là. Ça aurait été fait de manière plus ponctuelle.

24 [11.27.20]

25 La Cour Suprême a vu les choses différemment. Elle a vu qu'il y

55

1 avait un continuum; peut-être a-t-elle raison. C'est pourquoi je
2 dis que la Cour suprême, de façon plutôt gratuite, dit qu'il y a
3 un continuum. [Ici, l'interprète est désolé, mais il n'a pas
4 suivi le raisonnement.] Nous pensons que la Chambre de première
5 instance a donné un... des motivations suffisantes.
6 Question 7, à présent. En théorie, à la fin de 002/01, nous
7 pourrions poursuivre. Il faudrait voir quel est le projet de la
8 Chambre.
9 Compte tenu de mes plus de 30 ans d'expérience, pour ce qui est
10 de la façon de procéder à la disjonction... Parce que vous
11 disjoignez, vous ne rejetez pas les chefs d'accusation, et il y a
12 un continuum, un seul procès, mais en plusieurs segments. À mon
13 humble avis - certains confrères ne seront peut-être pas d'accord
14 -, rien n'empêche la Chambre de première instance de laisser aux
15 parties un répit le temps de se reconcentrer, pour ensuite
16 reprendre le segment suivant, car c'est une seule ordonnance de
17 clôture. C'est ici que réside la différence. C'est en théorie
18 possible.
19 [11.28.58]
20 Il y a des complications. L'Accusation a signalé certaines
21 complications réelles qu'il faudra prendre en considération. Il
22 faudrait voir quel est le projet de la Chambre, et il est aussi
23 possible qu'il n'y ait plus de financement; mais ça, on ne peut
24 pas le prendre en considération, pas plus que le point de savoir
25 si mon client sera encore en vie et que, dans le cas contraire,

56

1 il faudrait le juger rapidement.

2 L'Accusation prétend que beaucoup de crimes ont été commis, qu'il
3 y a eu beaucoup de victimes, des mariages forcés, une réduction à
4 l'esclavage. C'est à l'Accusation de le prouver, ce n'est pas à
5 nous de décider.

6 Question 8. À nouveau, j'essaie d'interpréter la question en tant
7 qu'avocat. Ça ne veut pas dire que je ne me trompe jamais, mais
8 il me semble que la Chambre demande si nous avons subi un
9 préjudice du fait de cette incertitude.

10 Si on me demande si j'ai subi un préjudice quant à la façon dont
11 l'affaire a été jugée jusqu'ici, la réponse est non. Je n'avais
12 pas d'attente particulière, pas d'angoisse particulière. Quand
13 vous avez indiqué: "Voici les témoins. Voici les questions qui
14 seront jugées", nous nous sommes préparés au fur et mesure. Donc,
15 moi, je n'ai pas vraiment fait d'insomnie là-dessus. Pas besoin
16 de prendre des calmants pour éviter de m'emporter pour savoir ce
17 qui se passera dans 002/01. Nous poursuivons...enfin, nous
18 maintenons le cap, comme il a été déterminé.

19 [11.30.55]

20 Cela ne veut pas dire que d'autres n'ont pas subi un préjudice.

21 L'Accusation a dit que cela avait un impact sur la façon dont
22 elle présentait son dossier. Dans notre cas, pas du tout. Mais
23 subirons-nous un préjudice plus tard? Cela dépend de la façon
24 dont vous élaborez le plan.

25 Et j'aimerais, bien humblement, vous faire part de mon opinion.

57

1 La Chambre de première instance aurait mieux fait si elle avait
2 déjà... si elle avait entendu les parties quant au caractère
3 approprié d'une disjonction, etc., avant de prendre sa décision,
4 et ensuite avoir une ébauche de plan pour que nous puissions par
5 la suite y réfléchir au fur et à mesure et faire part de nos
6 observations là-dessus. Bon, voilà ce que j'ai à dire là-dessus.
7 Pour ce qui est, maintenant, de la question sur l'annulation,
8 nous sommes d'avis que l'annulation de l'ordonnance de
9 disjonction donnera lieu à un procès plus rapide. Sur une façon
10 d'aller plus vite sur le dossier 002 dans son entier, cela nous
11 donne une certaine certitude, et il y aura moins de conflits et
12 de procédures. L'Accusation saura exactement ce dont elle a
13 besoin.

14 [11.32.31]

15 Et j'aimerais ajouter un commentaire supplémentaire. Il pourrait
16 peut-être être utile de citer la procédure au TPIY.

17 Au TPIY, l'Accusation est assez... est indépendante, et les juges
18 ne peuvent faire que très peu pour essayer de convaincre
19 l'Accusation. Ici, on peut voir que la Chambre de première
20 instance n'a pas carte blanche pour faire ce qu'elle veut, car,
21 en effet, ce serait aller au-delà des pouvoirs que la loi vous
22 confère. Mais les Chambres de première instance ont décidé du
23 temps alloué à l'Accusation pour présenter son dossier.

24 Laissez-moi vous donner un exemple - et ça a été fait au TPIY.

25 Dans l'affaire Prlic, qui a pris cinq ans, je suis une victime de

58

1 ce procès, victime dans le sens où je représentais un des
2 accusés. Deux ans plus tard, nous attendons toujours qu'une
3 décision soit rendue... enfin, le jugement. Donc, au début, les
4 juges avaient donné au procureur 400 heures pour présenter son
5 dossier - 400 heures. Je peux vous fournir les transcriptions.
6 [11.33.55]
7 Six mois à huit mois plus tard, un lundi matin... bon, après-midi,
8 en fait, parce que le tribunal siégeait en après-midi le lundi.
9 Donc, nous sommes venus un lundi, et le juge a dit: "Soit dit en
10 passant" - et sans aucune audience - "nous avons décidé,
11 finalement, de réduire cela à 300 heures." Donc 25 pourcent du
12 temps qui avait été alloué au coprocurateur... au procureur pour
13 présenter son dossier a été retiré, et ils ont dit: "En passant,
14 si vous voulez vous exprimer là-dessus, nous vous entendrons."
15 Et, après avoir été entendus, ils ont enlevé sept heures de plus,
16 mais ils diront (sic): "Mais, si vous pouvez justifier pourquoi
17 vous avez besoin d'une prorogation, nous pourrions vous donner du
18 temps supplémentaire par la suite."
19 Pourquoi est-ce que je vous donne de tels exemples? Je dis qu'au
20 TPIY, d'après cette procédure, 73bis(d) est un mécanisme qui
21 encourage l'Accusation à enlever des chefs d'accusation, mais la
22 Chambre ne peut pas les forcer.
23 [11.35.02]
24 Donc, eux, ils ont le pouvoir; vous, vous avez la discrétion. Et
25 la façon de le faire, c'est pour le tribunal... enfin, c'est pour

59

1 la cour de dire: "Très bien, si vous voulez faire l'acte
2 d'accusation au complet, ce dossier très complexe que vous avez
3 présenté, c'est votre affaire; mais, si vous ne voulez pas
4 enlever de chef d'accusation, très bien." Et c'est l'approche de
5 Carla Del Ponte: pas de justice à la carte. Mais, par contre,
6 moi, à la Chambre, je peux décider du temps que cela prendra et
7 je décide du tempo de la procédure.
8 Donc, vous maintenez votre position, mais nous allons servir de
9 métronome, et nous allons décider du temps qui vous est alloué
10 pour présenter votre dossier, et nous espérons que vous allez
11 devoir, partant, prendre des décisions et faire des choix. Ce
12 sera à vous de voir si vous pouvez parler moins pour atteindre
13 tout ce que vous voulez ou de réduire les accusations que vous
14 avez retenues pour que cela dure... pour respecter les délais
15 impartis sans prolonger la procédure.
16 [11.36.06]
17 Et c'est ce que j'essaie de dire. Le fardeau incombe à
18 l'Accusation. Ce sont eux qui ont présenté ces accusations, et
19 c'est à eux d'élaborer le plan et de décider comment ils vont
20 faire un procès sur le dossier dans son entier et conformément à
21 un plan que vous pourrez décider - les options un ou deux. Peu
22 importe, ils vont devoir... vous allez devoir faire un plan. Mais
23 la façon la plus facile de procéder, c'est d'utiliser le chemin
24 le plus facile et celui qui rend la justice à tous dans la
25 mesure... possible, c'est-à-dire de faire un procès sur le dossier

60

1 002, l'ordonnance de clôture du dossier 002 dans son entier.
2 Et nous espérons que ce procès ne deviendra pas monstrueux si la
3 Chambre... C'est l'Accusation qui a construit ce dossier, et,
4 quand on sait que l'expérience de vie moyenne au Cambodge, c'est
5 61 ans - et, dans le cas de mon client, il a dépassé de 20 ans
6 cette espérance de vie moyenne du Cambodgien - et quand on voit
7 leur style de vie, ce qu'ils ont vécu, les années passées dans le
8 maquis, c'est quand même un miracle qu'il soit toujours là et,
9 sachant cela, l'Accusation a quand même préparé le dossier
10 qu'elle a déposé.
11 Voilà ce que j'avais à dire, et j'espère que cela a été utile.
12 [11.37.47]
13 M. LE PRÉSIDENT:
14 Je vous remercie, Maître, mais vous n'avez pas répondu à la
15 question 6, si j'ai fait attention.
16 Veuillez dire à la Chambre ce que vous pensez de la proposition
17 de l'Accusation d'élargir le champ du procès, comme ils l'ont dit
18 lundi. Veuillez dire à la Chambre si votre équipe a préparé une
19 liste de témoins sur cette nouvelle question. Et, le cas échéant,
20 combien de témoins entendez-vous proposer? Et vous pouvez déposer
21 cette liste par la suite, mais... car vos observations à ce sujet
22 permettront à la Chambre de décider s'il vaut la peine de faire
23 comparaître ces témoins ou de reporter leur comparution à une
24 date ultérieure. Nous devons tenir compte de cela.
25 Me KARNAVAS:

61

1 Merci, Monsieur le Président.

2 Il semblerait que je n'ai pas répondu à votre question. Nous ne
3 proposons aucun nouveau témoin ou élément de preuve. Ce n'est pas
4 à nous de le faire; c'est à l'Accusation de faire cela. Donc, ce
5 que... nous les prenons au mot, mais cela ne veut pas dire que
6 nous ne pourrions pas faire des observations supplémentaires par
7 la suite. Mais, comme il s'agit d'un débat contradictoire, nous
8 ne sommes pas prêts à nous exprimer là-dessus à cette date.

9 [11.39.24]

10 Notre position de départ était la suivante: nous croyons, compte
11 tenu du fait que la Chambre de la Cour suprême a annulé la
12 décision de disjonction, vous devez faire un procès sur le
13 dossier 002 au complet. C'est notre position. Mon confrère a déjà
14 expliqué quels étaient les inconvénients d'aller de l'avant avec
15 les quatre ou cinq témoins proposés par l'Accusation. Compte tenu
16 du caractère complexe de cette question, cela prendra beaucoup
17 plus de temps. Mais nous n'avons pas du tout l'intention, dans ce
18 contexte contradictoire, de... nous n'avons pas l'intention,
19 donc, de présenter des témoins potentiels. Merci.

20 M. LE PRÉSIDENT:

21 Merci.

22 La Chambre laisse à présent la parole à la défense de Khieu
23 Samphan.

24 Me VERCKEN:

25 Merci, Monsieur le Président.

62

1 [11.40.25]

2 Je vais essayer de ne pas revenir sur les points qui ont déjà été
3 traités par mes confrères, lorsque je suis d'accord avec eux.
4 Toutefois, je n'arrive pas exactement à la même conclusion que
5 mes confrères de la Défense sur ce qu'il convient de faire. Et,
6 si je n'arrive pas à la même conclusion que mes autres confrères,
7 c'est que je pense pouvoir dire ici que nous ne sommes pas... M.
8 Khieu Samphan n'est pas dans la même situation que les autres
9 accusés.

10 Je parle de votre première question, finalement, qui concerne
11 l'état de santé des accusés. On voudrait faire un prix groupé sur
12 cette question-là, on voudrait faire une estimation groupée en
13 matière médicale, mais la vérité est que, non, M. Khieu Samphan
14 ne va pas mourir; oui, M. Khieu Samphan est apte à être jugé.

15 [11.41.47]

16 Si l'on écarte les derniers jours d'hospitalisation qu'il n'avait
17 pas sollicités, M. Khieu Samphan va à peu près bien, en tout cas
18 autant que cela peut aller pour un homme de 82 ans que l'on
19 maintient incarcéré dans 8 mètres carrés depuis cinq ans et deux
20 mois sans le juger et alors que la perspective qu'il le soit
21 s'éloigne de plus en plus.

22 Le deuxième point que je voudrais évoquer en introduction, c'est
23 que non seulement M. Khieu Samphan, qui est là, devant vous, est
24 en bonne santé, il est apte à être jugé, mais il a intérêt à être
25 jugé le plus vite possible, puisqu'il plaide son acquittement de

63

1 la totalité de l'ordonnance de clôture et que plus vite il sera
2 jugé, plus vite il sera acquitté et plus vite il pourra rejoindre
3 son épouse et ses enfants pour vivre ses dernières heures en paix
4 parmi eux.

5 [11.43.25]

6 Or, le fait est que vous les premiers, Mesdames et Messieurs les
7 juges, puis ensuite le banc de l'Accusation et des parties
8 civiles, vous nous dites: "Oh la la! Le temps presse! Les accusés
9 vont mourir ou vont devenir inaptes à être jugés; on n'aura pas
10 le temps de les condamner." Enfin, excusez-moi, je voulais dire
11 "de les juger". Et, comme vous êtes très pressés, vous nous
12 annoncez que vous allez nous juger en plusieurs fois.

13 Mais cela ne nous concerne pas. Cette décision ne correspond pas
14 à la situation de M. Khieu Samphan. Et, pour M. Khieu Samphan,
15 que vous choisissiez l'option... pour M. Khieu Samphan, que vous
16 choisissiez l'option 1 décrite par M. le procureur, qui
17 consisterait en une succession de mini-procès dans l'intérêt de
18 la justice, ou que vous choisissiez l'option 2, qui consisterait
19 en un premier procès - premier procès - plus représentatif pour
20 que l'on puisse rapidement juger les autres accusés, pour M.
21 Khieu Samphan, la situation est la même.

22 [11.45.39]

23 Il est le plus jeune, il est celui dont la santé lui a permis
24 d'assister à 99 pourcent de vos audiences, matin et après-midi,
25 depuis un an et demi. Et finalement on pourrait dire... en faisant

64

1 une comparaison peut-être un peu osée, mais que, quelque part, il
2 est à nouveau en vitrine. Pour reprendre l'expression de certains
3 auteurs et experts dans ce procès, aujourd'hui, M. Khieu Samphan
4 est la vitrine de votre procédure. Il est le seul qui, matin et
5 après-midi, s'assoit sur le banc des accusés. Et, une fois
6 encore, il n'a pas le choix. On dirait un éternel recommencement.
7 Si vous annoncez, dans la décision que nous attendons de votre
8 part, une succession de mini-procès, il y a des règles qu'ont
9 citées les procureurs, les parties civiles, qu'a rappelées la
10 Cour suprême, qu'a décrites brillamment mon confrère Koppe et
11 par-dessus lesquelles vous ne pourrez pas passer car notre client
12 est concerné dans les deux cas. Option 1 ou option 2, pour lui,
13 la situation est la même: il va survivre; il sera vivant.

14 [11.47.27]

15 Il a donc le droit, aujourd'hui, quelle que soit l'option factice
16 qui vous est proposée - je dis "factice" car elle ne nous
17 concerne pas - il a le droit de savoir comment vous comptez le
18 juger. Que vous fassiez des mini-procès parce que vous estimez
19 qu'il est dans l'intérêt de la justice de le faire et que vous
20 nous expliquiez alors comment vous comptez passer et régler des
21 problèmes juridiques et matériels qui se posent - je ne vais pas
22 y revenir; je crois que mes confrères en ont déjà beaucoup parlé,
23 des deux côtés de la barre - ou que vous décidiez de vous rendre
24 aux arguments du procureur pour rajouter un site à ce procès qui
25 dure depuis un an et demi et qui est à dimension variable afin

65

1 que celui-ci soit, soi-disant, plus représentatif - et je
2 reprends, sur ce point, sans les replaider, les arguments qui ont
3 été développés par mon confrère Koppe -, mais, dans ces deux cas,
4 nous avons bien compris, avec les questions qui ont été posées à
5 l'Accusation par mon confrère Karnavas à l'audience de lundi,
6 c'est très clair - et puis votre Chambre ne s'en est d'ailleurs
7 pas caché, également, lorsqu'elle a rédigé son ordonnance de
8 disjonction, en septembre 2011 -, eh bien, si cela est possible,
9 si les accusés survivent, eh bien, ils seront jugés pour le reste
10 de l'ordonnance de clôture, et dans les deux cas.

11 [11.49.26]

12 Or, celui qui, parmi les accusés, va vivre ces événements, c'est
13 Khieu Samphan, parce qu'il est en bonne santé, parce qu'il a
14 assisté à 99 pourcent de vos audiences, parce qu'il est apte à
15 être jugé, parce qu'il demande à être jugé, parce qu'il demande
16 son acquittement. Il attend. Il attend depuis cinq ans et deux
17 mois.

18 Et à entendre les arguments échangés au cours de l'audience de
19 lundi et à lire attentivement tous les documents qui ont été
20 échangés entre les parties sur ces questions, on va dire que
21 l'optimisme sur... le délai raisonnable dans lequel M. Khieu
22 Samphan pourrait recevoir le jugement qu'il demande n'est pas à
23 l'optimisme. Même si l'on s'en tient à l'appréciation combinée du
24 procureur, qui nous annonçait lundi qu'il envisageait une fin des
25 audiences sur la preuve en 2013... Quand? Quand verrons-nous ce

66

1 jour de la fin des audiences sur la preuve, quelle que soit la
2 décision que vous prendrez? Fin 2013? Début 2014? Je n'en sais
3 rien. Les débats, si la décision que vous rendez ne convient pas
4 aux uns et aux autres, ne sont pas achevés.
5 [11.51.23]
6 Mme le juge Fenz a également rappelé une situation. Alors,
7 peut-être ne le faisait-elle pas exactement pour soutenir la
8 demande qui est la mienne aujourd'hui, mais elle a rappelé lundi
9 quels étaient les délais que la Chambre avait expérimentés dans
10 l'affaire Duch, qui était une affaire avec un seul accusé qui
11 reconnaissait les faits et un seul site. La Chambre a mis huit
12 mois pour rédiger son jugement, et la Cour suprême, un an et demi
13 pour rendre son arrêt, qui finalement constituera la décision
14 définitive dans l'affaire Duch. Or, tout le monde ici s'accorde
15 quand même, malgré tout - et même la Chambre l'a reconnu, M. le
16 procureur l'a rappelé dans son intervention de lundi -, pour dire
17 qu'on ne peut pas envisager de commencer à examiner la preuve
18 dans un procès 002 deuxièmement, alors que l'on considère que les
19 fondements du premier procès 002 seront utilisés dans le procès
20 suivant, parce que c'est totalement violer les droits
21 fondamentaux de la Défense - et puis de l'ensemble des parties,
22 d'ailleurs, et c'est bien la raison pour laquelle, même de
23 l'autre côté de la barre, mes confrères l'ont évoqué.
24 [11.53.19]
25 Alors, si l'on s'en tient à l'expérience de l'affaire Duch, huit

67

1 mois pour atteindre un jugement, nous savons que le temps qui
2 sera nécessaire à votre Chambre pour rédiger un jugement dans une
3 affaire beaucoup plus complexe sera plus long. Si l'on s'en tient
4 aux délais qu'a pris la Cour suprême pour rendre son arrêt dans
5 l'affaire Duch, un an et demi, on arrive à deux ans et deux mois,
6 plus à peu près un an d'audience, au bas mot, c'est encore trois
7 ans, aujourd'hui, dont nous sommes en train de parler - et, je
8 dis bien, c'est une estimation basse, vu la complexité de notre
9 affaire. C'est au moins trois ans dont nous aurions besoin pour
10 que M. Khieu Samphan reçoive enfin justice. Et trois ans, quand
11 on est détenu depuis déjà cinq ans et deux mois, qu'on a 82 ans,
12 qu'on est présumé innocent, c'est énorme.

13 Alors, dans cette situation, j'aime autant vous dire que les
14 beaux discours et les belles paroles en faveur d'une disjonction
15 accélératrice de procédure relèvent, pour nous, de la pure
16 fantaisie parce qu'en réalité le résultat, pour ce qui nous
17 concerne, est totalement inverse. Quelle que soit votre décision,
18 nous subissons un préjudice. Que vous alliez vers les
19 mini-procès, dans l'intérêt de la justice, ou que vous alliez
20 vers un procès plus représentatif, et même si vous alliez vers la
21 solution qui vous est proposée par mes confrères, de juger la
22 totalité de l'ordonnance de clôture, le préjudice, il est là.

23 [11.55.52]

24 C'est pour cela que je puis affirmer aujourd'hui que, non,
25 contrairement à ce qui a pu être dit à cette barre, votre

68

1 disjonction n'a pas pour résultat de protéger le droit de M.
2 Khieu Samphan à un jugement dans un délai raisonnable. Votre
3 disjonction a pour résultat d'allonger à outrance cette
4 procédure, et aujourd'hui, bien, il existe peu de moyens de
5 réparer cette situation.
6 Même si vous décidiez, comme vous le demandent mes confrères, de
7 juger toute l'ordonnance de clôture, ce qui effectivement - et là
8 je souscris à cette opinion - aurait été la meilleure chose à
9 faire au départ - au départ - plutôt que de disjoindre... Ça aurait
10 été la solution la plus rapide, certes, mais les conséquences
11 d'un tel choix en cours de procès seraient tellement importantes
12 en termes de temps nécessaire et de temps des résolutions... de
13 résolution, pardon, des contestations qui ne manqueraient pas de
14 s'élever de part et d'autre que le préjudice pour la défense de
15 M. Khieu Samphan n'en serait pas modifié et il serait toujours
16 aussi important que celui qui résulte d'une disjonction option1
17 ou d'une disjonction option 2.
18 [11.57.41]
19 Et puis il y a autre chose dont je dois parler également ici en
20 termes de conséquences de l'incertitude dans laquelle nous sommes
21 depuis le début de ce procès, parce que, depuis le départ de ce
22 procès - et c'est bien ce que la Cour suprême a critiqué -, nous
23 sommes dans l'incertitude, nous sommes dans un procès à taille
24 variable et nous ne savons donc pas exactement ce sur quoi vous
25 nous jugez.

69

1 Depuis un an et demi - la Cour suprême l'a suffisamment détaillé
2 dans sa décision -, vous avez laissé, dans vos décisions
3 successives concernant la disjonction, les portes perpétuellement
4 ouvertes, et c'est bien la raison pour laquelle la Cour suprême a
5 décidé de déclarer recevable l'appel terminal du procureur. C'est
6 que vous n'aviez jamais pris de décision définitive sur le champ
7 du procès, jusqu'au jour où, par le biais d'un memorandum dont
8 nous découvrons - alors, maintenant, il est un peu tard - que
9 l'on pourrait les considérer comme des décisions de justice et
10 les porter en appel... les contrer en appel, nous découvrons cela,
11 et jusqu'au jour où vous avez dit: "Maintenant, stop, c'est la
12 définition du procès." Mais ce jour était tardif - la Cour
13 suprême le rappelle dans sa décision -, et c'est la raison pour
14 laquelle l'appel du procureur a été déclaré recevable.

15 [11.59.23]

16 Quand les règles changent d'un jour à l'autre et ne sont jamais
17 fermement définies par les juges, que fait l'accusé qui ne sait
18 pas sur quoi on va le juger? Oui, on peut dire: "Il y a
19 l'ordonnance de clôture, quand même; il savait que..." Mais il
20 n'en reste pas moins que nous ne savions pas - et nous ne savons
21 d'ailleurs, aujourd'hui, toujours pas - quelle était l'étendue du
22 procès.

23 Et ce que je veux dire en rappelant ce fait, c'est non seulement
24 que nous en subissions, bien évidemment, un préjudice, mais que
25 cette situation n'a pas été sans influencer sur la décision que nous

70

1 avons prise de garder le silence. Et ça, quelque part, c'est
2 inacceptable. Vous ne pouvez pas ignorer que, en ne définissant
3 pas strictement les contours du procès et ce sur quoi vous étiez
4 en train de juger M. Khieu Samphan, vous incitiez celui-ci à se
5 taire, dans l'incertitude de ce qu'il attendait.
6 [12.00.44]
7 Et, finalement, il y a autre chose parmi les conséquences de la
8 situation actuelle. C'est que sous prétexte de célérité, sous
9 prétexte de faire vite, alors que nous ne sommes pas concernés
10 par cette situation, alors que nous sommes aptes à être jugés, et
11 que nous le demandons, et que nous assistons à toutes vos
12 audiences, vous muselez non seulement - en tout cas, vous
13 contribuez, à mon sens, à le faire - l'accusé, mais aussi sa
14 défense. Parce que comment interpréter autrement votre exigence
15 totalement irréaliste non seulement - nous le voyons bien
16 aujourd'hui - de nous demander, en plein milieu d'un procès, de
17 déposer une partie du mémoire final - certes, sur le droit
18 applicable, mais on voit le résultat: qu'est-ce qui va se passer
19 si vous changez le champ du procès? On va devoir y revenir -,
20 mais, en plus, vous nous annoncez, toujours sur ce prétexte de
21 célérité, que les mémoires finaux de la Défense seront limités à
22 100 pages - 100 pages de mémoire final pour, à ce jour, 52
23 témoins - ou je ne sais pas combien il y en aura, peut-être 100
24 -, à ce jour, 5000 documents. Cent pages. Cent pages de mémoire
25 final, c'est un dossier de voleur de scooter, 100 pages. C'est

71

1 une blague, c'est une rigolade, c'est une pantalonnade, c'est du
2 n'importe quoi. Excusez-moi, ça n'existe pas. On ne peut pas
3 exiger de la Défense de faire un travail de 100 pages dans un
4 dossier aussi complexe.

5 [12.02.52]

6 Et je dois vous dire que, personnellement, je suis convaincu que
7 vous vous apprêtez à aller encore plus loin, c'est-à-dire à nous
8 limiter le temps des plaidoiries. J'en suis convaincu. On n'y
9 était pas encore, mais on y arrive à grands pas. On va nous dire
10 bientôt, un jour: "Eh bien, chaque équipe de la défense aura
11 trois heures pour plaider."

12 Aujourd'hui, on nous demande de prendre position sur des options
13 1 ou des options 2, mais nous, ce qui nous intéresse, c'est que
14 les règles soient fixées et qu'elles ne soient pas fluctuantes.
15 Nous n'avons que faire des prévisions météorologiques ou autres,
16 de durée et des calculs à la petite semaine sur le nombre des
17 jours d'audience. Nous réclamons un procès équitable, pas des
18 calendriers. Nous réclamons que soient respectés nos droits...

19 (Fin de l'intervention inaudible: microphone fermé.)

20 [12.04.09]

21 M. LE PRÉSIDENT:

22 La Chambre a posé des questions précises aux parties. Il a été
23 demandé d'aborder les conséquences découlant de l'arrêt de la
24 Cour suprême invalidant la décision relative à la disjonction du
25 dossier 002. La Chambre souhaite entendre les observations des

1 parties à ce propos.

2 La Chambre a renvoyé les parties au paragraphe 50 de l'arrêt de
3 façon à ce que nous puissions nous appuyer sur les observations
4 des parties au moment de nous prononcer par suite de l'arrêt de
5 la Cour suprême. Or, à présent, vous abordez d'autres points.

6 Veuillez vous référer à l'objet de la présente audience, comme
7 annoncé par la Chambre à toutes les parties.

8 La Chambre souhaite recueillir l'avis des parties pour pouvoir
9 ensuite rendre une nouvelle décision par suite de l'arrêt de la
10 Cour suprême. Les parties ne sont pas censées aborder d'autres
11 questions qui sont sans rapport avec celles que la Chambre a
12 prévu d'examiner aujourd'hui.

13 [12.06.21]

14 Si vous avez d'autres observations à faire, d'autres points à
15 soulever, vous aurez l'occasion de le faire ultérieurement.

16 Aujourd'hui, la Chambre a prévu d'examiner certaines questions
17 bien précises; les parties en ont été dûment informées. Nous
18 entendons recueillir le point de vue des parties, ce qui nous
19 permettra ensuite de prendre une décision concernant la portée du
20 procès à l'avenir.

21 Me VERCKEN:

22 Oui, Monsieur le Président, mais nous considérons que nous
23 apportons en ce moment notre...

24 M. LE PRÉSIDENT:

25 Si vous comprenez, veuillez répondre précisément aux questions

73

1 posées. Dans le cas contraire, vous allez aborder d'autres
2 points. Vous pourrez reprendre la parole cet après-midi.
3 L'audience va être suspendue et reprendra à 13h30.
4 Agents de sécurité, veuillez conduire M. Khieu Samphan à la
5 cellule temporaire du sous-sol et le ramener dans le prétoire
6 pour 13h30.
7 Suspension de l'audience.
8 (Suspension de l'audience: 12h08)
9 (Reprise de l'audience: 13h34)
10 M. LE PRÉSIDENT:
11 Veuillez vous asseoir. Reprise de l'audience.
12 La Chambre souhaite à présent laisser la parole à la défense de
13 Khieu Samphan.
14 Vous pouvez poursuivre avec votre intervention. Gardez à l'esprit
15 que vous devez répondre aux questions posées par la Chambre ainsi
16 que ce qu'ont soulevé les procureurs et les coavocats principaux
17 pour les parties civiles. Tout particulièrement, vous devez
18 répondre aux questions 6, 7, 8 et 9, qui serviront de fondement
19 pour la décision de la Chambre sur les suites à donner à l'arrêt
20 de la Chambre de la Cour suprême.
21 Vous avez maintenant la parole.
22 [13.35.51]
23 Me VERCKEN:
24 Merci, Monsieur le Président.
25 Pour rassembler un peu mes idées, je voudrais donc très

74

1 rapidement rappeler que, pour ce qui concerne l'état de santé des
2 accusés, il n'est pas de mon ressort de me prononcer sur celui
3 des autres accusés, auxquels je souhaite une longue vie. Mais,
4 pour ce qui concerne M. Khieu Samphan, celui-ci ne se sent ni
5 malade ni mourant et pense qu'il a encore un certain temps à
6 vivre. Et c'est pourquoi, à la question de savoir si nous
7 préfererions un procès complet mais inachevé ou partiel mais
8 abouti, eh bien, nous pensons que M. Khieu Samphan survivra à ces
9 deux hypothèses et que ce dilemme, qui peut être justifié - je ne
10 dis pas qu'il ne l'est pas, mais qui peut être justifié pour
11 d'autres accusés -, ne doit pas être opposé à M. Khieu Samphan
12 pour justifier une atteinte à ses droits élémentaires. Je n'y
13 reviens pas; j'en ai parlé.

14 [13.37.15]

15 Pour ce qui concerne la question de savoir si l'ajout de S-21 -
16 puisque maintenant, sur ce point, nous ne parlons plus que de
17 S-21, si nous nous référons uniquement à la demande du procureur,
18 bien que celle-ci ne vous lie pas -, eh bien, je, sans plus
19 tarder, me réfère totalement à 100 pourcent aux remarques qui
20 vous ont été faites par mon confrère Koppe, que nous reprenons
21 intégralement.

22 Sur votre question 6, à savoir ce que sera la position de la
23 défense de Khieu Samphan si vous décidiez d'ajouter S-21 en
24 matière de documents qu'il conviendrait de verser aux débats, de
25 témoins qu'il conviendrait d'entendre, d'experts, là-dessus,

75

1 notre position est très simple. Effectivement, dans le passé,
2 nous avons annoncé que nous n'avions pas de témoins particuliers
3 à faire citer pour ce qui concerne S-21. Toutefois, nous nous
4 réservons la possibilité de faire revenir à la barre certains des
5 témoins qui ont déjà été entendus et de solliciter le dépôt de
6 documents et nous allons informer la Chambre très rapidement de
7 nos demandes en ce sens dans le temps de son délibéré.

8 [13.38.50]

9 Sur la question 7, qui concerne le point de savoir s'il serait
10 judicieux qu'après un délai de préparation votre Chambre,
11 composée des mêmes magistrats, entame immédiatement les audiences
12 au fond du procès 002, deuxième partie, là, je crois que j'ai
13 déjà répondu à cette question avec mon intervention de ce matin.
14 La réponse que nous donnons est négative. Nous ne trouvons pas
15 cela judicieux, et je m'en suis expliqué ce matin.

16 Pour ce qui concerne votre question 8, qui rappelle, dans un
17 premier temps, que vous n'aviez pas annoncé l'abandon des
18 poursuites des autres chefs d'accusation et que... du fait de la
19 disjonction, et qu'ils pourraient faire l'objet de futurs procès,
20 raison pour laquelle vous demandiez aux parties quels préjudices
21 ceux-ci pouvaient en éprouver du fait de l'absence de calendrier,
22 je dirais que ça n'est pas tant l'absence d'un calendrier... Je
23 l'ai peut-être dit d'une manière un petit peu brutale tout à
24 l'heure, mais ce qui nous importe, à nous, ce n'est pas un
25 calendrier. Les comptes d'apothicaire et les prévisions du

76

1 procureur, je ne sais pas comment il les effectue. Quand ces
2 questions avaient été évoquées, en août 2012, le procureur
3 tablait sur 33 jours. Aujourd'hui, on nous parle de 11 jours
4 d'audience. Je ne sais pas si ça tient compte des interventions
5 des parties civiles, je ne sais pas si cela tient compte de ce
6 que le procureur estime nécessaire comme temps passé par la
7 Défense pour contre-interroger les témoins dont nous parlons.
8 [13.40.57]
9 Donc, finalement, tout ça est une sorte de recette secrète
10 élaborée dans les bureaux du procureur, mais nous n'en avons pas
11 les tenants et les aboutissants, de sorte que, pour moi, ça
12 relève de la science totalement inexacte. Et ce qui est certain,
13 c'est que, à mon sens, ce que la Cour suprême a critiqué dans la
14 succession de décisions concernant la disjonction que vous avez
15 prononcée, ce n'est pas tant l'absence d'un calendrier, mais des
16 problèmes beaucoup plus graves. Et c'est pour cela que cette
17 question le gêne, telle qu'elle est posée. Je ne crois pas que je
18 puisse y répondre sans extrapoler un peu, et c'est la raison pour
19 laquelle je me suis permis d'évoquer tout à l'heure un certain
20 nombre de points qui me paraissent très graves et qui me semblent
21 constituer des atteintes aux droits de M. Khieu Samphan à un
22 procès dans un délai raisonnable et à un respect de ses droits
23 fondamentaux, parce que le problème de calendrier, c'est, de
24 toute façon, de la cuisine judiciaire, de la cuisine procédurale.
25 Mais ce qui compte, c'est de savoir si les accusés savent

77

1 pourquoi on les juge et comment on les juge. Il faut bien dire
2 que jusqu'à aujourd'hui, alors que ce procès a commencé depuis un
3 an et demi, nous ne le savons pas.
4 [13.42.32]
5 À partir de là, j'en arrive logiquement à la neuvième question,
6 l'incidence de l'annulation par la Cour suprême sur le droit des
7 accusés à un procès équitable et à un procès dans un délai
8 raisonnable. Et là j'ai déjà partiellement répondu à cette
9 question ce matin. C'est pour ça que j'avais le sentiment de
10 répondre, moi, personnellement, aux questions de la Chambre, ce
11 matin.
12 J'ai répondu qu'à mon sens, pour M. Khieu Samphan, quelle que
13 soit la décision que vous prendrez, ses droits à un procès
14 équitable dans un délai raisonnable ont été atteints par la
15 situation qui est la nôtre aujourd'hui. Et que vous décidiez d'un
16 procès sur la totalité de l'ordonnance de clôture, alors que nous
17 avons commencé une audience depuis un an et demi, ou que vous
18 décidiez d'une succession de mini-procès dans l'intérêt de la
19 justice, ou que vous décidiez d'une... d'un procès unique qui soit
20 plus représentatif, mais qui ne serait unique - et encore, je ne
21 le leur souhaite pas - que pour les autres, mais qui ne serait
22 pas un procès unique pour M. Khieu Samphan... Et j'espère que cela
23 est bien clair, car c'est pour cela que nous ne nous sentons pas
24 concernés par ce choix qui nous semble factice. Les experts
25 médicaux qui statueront sur l'état de santé de M. Khieu Samphan à

78

1 la mi-mars nous le diront, M. Khieu Samphan est apte à être jugé
2 et il n'est pas concerné par les exigences d'empressement qui
3 paraissent préoccuper tout le monde ici.

4 [13.44.36]

5 Alors, réparation de cette situation. Eh bien, à mon sens, elle
6 pourrait être double. Nous pourrions... c'est une proposition que
7 je fais, alors je la fais... non pas que je l'aie élaborée très
8 précisément parce qu'il a fallu aller vite, mais nous pourrions
9 et vous pourriez envisager de disjoindre, mais cette fois-ci de
10 disjoindre in personam, c'est-à-dire, finalement, de juger M.
11 Khieu Samphan pour la totalité de l'ordonnance de clôture, mais
12 seul, ce qui permettrait que, lorsque les autres accusés
13 connaissent des difficultés de santé qui rendent impossible leur
14 comparution devant vous, eh bien, vous vous concentriez sur son
15 procès.

16 Et, même si vous décidiez cela, je crois que la logique de mon
17 propos tend aussi vers une réparation, qui n'en sera même pas
18 une, mais qui aura le mérite de mettre un terme à une situation
19 qui est inacceptable, à mon sens, à savoir: le maintien en
20 détention de M. Khieu Samphan.

21 [13.45.53]

22 Nous allons vous déposer, dans les jours qui viennent, une
23 demande de mise en liberté avec placement sous contrôle
24 judiciaire de M. Khieu Samphan parce que nous voyons bien - et je
25 l'ai rappelé ce matin - que nous n'avons pas terminé ce procès.

79

1 Même dans l'hypothèse d'un simple ajout de S-21 ou même dans
2 l'hypothèse où vous maintiendriez le cap que vous aviez
3 initialement fixé en n'ajoutant pas S-21, nous n'en avons pas
4 terminé avant trois ou peut-être même quatre ans avant d'avoir
5 une décision définitive, et il ne me paraît pas normal qu'un
6 homme de 82 ans présumé innocent reste huit à neuf ans dans
7 l'attente de son procès. Et donc je vous annonce aujourd'hui le
8 dépôt de cette demande de mise en liberté qui ne changera pas -
9 qui ne changera pas - le préjudice subi par mon client mais, bon,
10 qui lui permettra, à son âge, au moins, d'attendre sereinement
11 votre verdict.

12 Est-ce que vous voulez, Monsieur le Président, que je réponde...

13 Ah! Mais ça sera peut-être, en fait, prioritairement les
14 procureurs et les parties civiles. J'allais vous proposer de
15 répondre aux questions du mémo supplémentaires, mais je pense...

16 [13.47.29]

17 M. LE PRÉSIDENT:

18 La parole est maintenant à l'avocat cambodgien de Khieu Samphan.

19 Me KONG SAM ONN:

20 Merci, Monsieur le Président. Et bon après-midi, Madame,
21 Messieurs les juges. Je salue tous et celles au prétoire et aux
22 alentours. J'aimerais ajouter quelques points à ce que mon
23 confrère vient de dire.

24 J'appuie pleinement la position avancée par mon confrère dans son
25 intervention. Comme nous le savons tous, l'ordonnance de

80

1 disjonction de la Chambre de première instance n'est plus valable
2 car elle a été annulée par un arrêt de la Chambre de la Cour
3 suprême, ce qui veut dire que la procédure reprend à zéro.

4 La Chambre a choisi de tenir des audiences cette semaine, et
5 l'occasion est bonne de corriger les erreurs de l'ordonnance de
6 disjonction et, certes, l'améliorer, car elle comportait des
7 erreurs.

8 [13.49.56]

9 Il y a deux questions qui ont des incidences pour mon client,
10 Khieu Samphan, notamment la présomption d'innocence dont il jouit
11 conformément aux dispositions de la constitution. Plusieurs de
12 mes savants confrères ont dit que l'ordonnance de disjonction
13 leur a causé un préjudice. En effet, si certains faits allégués
14 sont choisis et d'autres non pour le procès, on semble présumer
15 de la culpabilité de mon client avant même le début du procès.
16 Donc, il ne faut pas choisir certains aspects de l'ordonnance de
17 clôture car cela vient violer le droit constitutionnel de mon
18 client à la présomption d'innocence. En effet, lorsque l'on
19 choisit à sa guise certains faits pour le procès, la présomption
20 d'innocence n'existe plus.

21 J'aimerais soulever, en deuxième lieu, le droit de mon client à
22 un procès rapide et équitable, comme l'a rappelé mon confrère.

23 Quelle que soit la solution retenue par la Chambre, elle conduira
24 à une violation des droits de mon client. En effet, mon client
25 participe à la presque... à presque toutes les audiences et, dans

81

1 certains cas, il doit attendre au centre de détention car les
2 deux autres accusés ne sont pas disponibles. Lorsqu'il y a
3 interruption d'audience pour absence des coaccusés, mon client
4 doit attendre au centre de détention que le procès reprenne, et
5 c'est une violation de ses droits.

6 [13.53.36]

7 La Chambre de première instance a présenté certaines options,
8 notamment de laisser en plan certains chefs d'accusation et de
9 n'en retenir que quelques-uns qui soient représentatifs - c'est
10 la deuxième option. Les procureurs prétendent que c'est la
11 meilleure solution. L'une ou l'autre des solutions proposées vont
12 à l'encontre des droits de mon client.

13 Mon client n'est pas seul dans ce procès; il s'agit d'une
14 procédure à l'encontre de tous les accusés. Même si on choisit
15 d'appliquer de manière générale une procédure à tous les accusés,
16 elle ne convient pas nécessairement à chacun d'entre eux, et
17 l'approche idéale pour les intérêts de mon client ne vaut
18 peut-être pas pour ceux des autres accusés. En effet, les
19 circonstances de chacun des accusés sont différentes. Une
20 approche qui vaut pour l'un a des incidences sur les autres.

21 [13.55.47]

22 J'aimerais maintenant répondre aux questions que la Chambre nous
23 a posées. Mon confrère en a déjà dit suffisamment, mais
24 j'aimerais ajouter quelques observations.

25 La première question sur laquelle se sont prononcés les

82

1 procureurs, à savoir que l'âge avancé des accusés crée un
2 impératif d'un procès rapide, je dirai que ce n'est pas la faute
3 des accusés ni de mon client s'ils sont âgés. Et pourquoi cela a
4 pris tant... cela a-t-il pris tant de temps? Le procès a commencé
5 38 ans après les faits. Est-ce la faute des accusés? Une question
6 essentielle est... entoure la création de ce tribunal.
7 Qui plus est, l'Accusation adopte une stratégie vis-à-vis des
8 situations particulières des accusés. Comme je l'ai dit au début,
9 les procureurs connaissaient bien la situation de santé et l'âge
10 des accusés et auraient dû en tenir compte avant de présenter le
11 dossier. C'était leur choix...

12 [13.58.29]

13 M. LE PRÉSIDENT:

14 Maître, cela a déjà été évoqué ce matin. Ce que nous cherchons à
15 obtenir de vous, ce sont les réponses aux questions qui ont été
16 posées dans le mémorandum et que vous vous exprimiez sur les
17 incidences de la décision de la Chambre de la Cour suprême
18 annulant l'ordonnance de disjonction de la Chambre de première
19 instance. La Chambre de la Cour suprême offre deux solutions dans
20 son arrêt: soit des poursuites seront engagées sur la base de
21 l'acte d'accusation au complet ou la Chambre de première instance
22 est invitée à considérer une disjonction des poursuites en
23 application de la règle 89ter. Ce sont les instructions qu'a
24 données la Chambre de la Cour suprême.
25 Nous cherchons de votre part à obtenir des réponses précises.

83

1 Avez-vous des solutions ou des méthodologies à nous proposer en
2 réponse à cette dichotomie exprimée par la Chambre de première
3 instance... la Chambre de la Cour suprême et l'impact sur le
4 dossier 002/02 et pour la disjonction des poursuites, en
5 particulier pour l'affaire 002/01?

6 [14.00.32]

7 Proposez-vous... ou, plutôt, dans le cadre d'un élargissement du
8 champ du procès, nous pouvons... nous avons choisi d'inclure
9 certains faits et d'en rejeter d'autres, ce qui a mené à un appel
10 interjeté par les procureurs, et voilà ce qui nous a conduits à
11 l'audience d'aujourd'hui.

12 J'espère sincèrement que vous prenez la parole pour vous exprimer
13 directement sur ce que je viens de vous rappeler. Et, en
14 particulier, j'espère que vous vous exprimez directement aux
15 questions soulevées dans le mémorandum pour que la Chambre ait un
16 portrait exhaustif des positions des parties pour rendre sa
17 décision.

18 Me KONG SAM ONN:

19 En effet, je suis présentement en train de répondre aux questions
20 que vous nous avez posées. Il serait commode de répondre par oui
21 ou par non, mais nous aimerions présenter la situation de manière
22 plus générale suite aux observations faites par l'Accusation.

23 J'aimerais donc continuer, Monsieur le Président.

24 [14.02.05]

25 La défense de Khieu Samphan n'est favorable à aucune des options

84

1 envisagées. Au cas où certains faits seraient ajoutés, les droits
2 de mon client s'en trouveraient violés. Voilà mon argument
3 essentiel.

4 J'ai évoqué le grand âge des accusés. Ce n'est pas de leur faute
5 s'ils sont âgés. Depuis le début, l'Accusation le savait. Si
6 l'Accusation sait que les accusés sont âgés, elle doit adapter sa
7 stratégie en conséquence pour assurer le déroulement rapide du
8 procès dans le respect des droits reconnus aux accusés. On ne
9 saurait sélectionner précipitamment certains faits au seul motif
10 que les accusés sont âgés.

11 Pour répondre à la quatrième question... Mon confrère a déjà
12 répondu aux questions 1 à 3, je vais donc aborder la quatrième
13 question. Si la Chambre inclut S-21, nous aurons besoin de plus
14 de temps pour nous préparer. Nous devons procéder à de nouvelles
15 recherches à ce sujet.

16 [14.05.02]

17 Je passe à la question 6 car la question numéro 5 a été
18 supprimée. Des témoins ont déjà été proposés par l'Accusation. Si
19 l'Accusation souhaite présenter de nouveaux documents et faire
20 comparaître de nouveaux témoins, alors les équipes de défense
21 agiront de même. Nous aurions alors besoin de réexaminer tous les
22 documents et de réinterroger les témoins et experts en question.

23 Je passe à la question 7. Selon moi, la Chambre de première
24 instance indique qu'il pourrait y avoir d'autres procès après le
25 premier procès du dossier 002. La réponse doit être abordée en

85

1 conjonction avec la question 9, qui porte sur les incidences de
2 l'annulation de la disjonction des poursuites sur les accusés,
3 notamment le droit à un procès équitable et rapide.
4 Comme je l'ai dit d'emblée, mon client a assisté à la
5 quasi-totalité des audiences et, en l'absence des autres accusés,
6 mon client en a subi un préjudice. Il n'a jamais renoncé à son
7 droit de participer aux audiences, mais, suite à l'absence des
8 autres accusés, mon propre client a dû attendre, non pas chez
9 lui, mais bien au centre de détention, ce qui emporte violation
10 de ses droits.
11 [14.08.16]
12 Si la Chambre doit revenir sur les faits déjà examinés dans le
13 dossier 002/01 et que l'on recommence ensuite avec 03 et 04, la
14 violation des droits de mon client continuera. La Chambre de
15 première instance doit pouvoir prendre des dispositions pour les
16 cas où il n'y aurait pas de deuxième et troisième procès dans le
17 dossier 002. Cela étant, il faut que les coprocurateurs soient
18 d'accord pour qu'il n'y ait pas d'autre segment dans le dossier
19 002, à savoir un deuxième, troisième, quatrième procès.
20 Le maintien en détention de mon client constitue une violation de
21 ses droits. Le report de la procédure empêche mon client de
22 passer du temps avec sa famille. Il jouit d'une présomption
23 d'innocence; il est réputé innocent des allégations avancées par
24 l'Accusation.
25 En résumé, comme l'a indiqué mon confrère international, nous

86

1 demandons la mise en liberté de notre client, M. Khieu Samphan.

2 Il devrait être placé sous contrôle judiciaire...

3 [14.10.43]

4 M. LE PRÉSIDENT:

5 Maître, vous vous écartez de l'objet de cette audience. Si vous

6 avez d'autres points à soulever, vous êtes prié de le faire par

7 écrit. L'ordre du jour a été fixé clairement dans le mémorandum

8 de la Chambre, et cela a été rappelé lundi matin, le 18 février,

9 à l'ouverture de l'audience. Ce matin, j'ai une fois de plus

10 rappelé l'objet de la présente audience.

11 Veuillez vous en tenir aux instructions données par la Chambre.

12 Si vous souhaitez aborder d'autres points, vous êtes prié de le

13 faire par écrit, et ce, pour éviter toute confusion.

14 Je vous renvoie donc aux instructions déjà données par la Chambre

15 dans son mémorandum. Comme indiqué, il s'agissait de recueillir

16 le point de vue de toutes les parties de manière à ce que la

17 Chambre puisse prendre sa décision en connaissance de cause, sans

18 retarder le déroulement du procès.

19 Encore une fois, veuillez répondre précisément aux questions qui

20 vous sont posées dans le cadre de cette audience.

21 [14.12.41]

22 Me KONG SAM ONN:

23 Merci, Monsieur le Président.

24 J'ai évoqué les incidences de la situation actuelle sur les

25 droits de mon client. C'était en réponse à la question 9.

87

1 M. LE PRÉSIDENT:

2 Je comprends bien, Maître, mais vous avez, en outre, soulevé des
3 éléments qui ne relèvent pas de l'objet de cette audience.

4 Me KONG SAM ONN:

5 Mes excuses. Nous avons bien sûr des observations à faire; telle
6 est notre stratégie de défense de notre client.

7 M. LE PRÉSIDENT:

8 Je comprends bien. Toutefois, l'ordre du jour de l'audience a été
9 fixé. Ne gaspillez pas de temps.

10 [14.13.40]

11 Me KONG SAM ONN:

12 Merci, Monsieur le Président.

13 J'ai évoqué la question de l'incidence de la situation actuelle
14 sur les droits de notre client et nous allons, en temps opportun,
15 déposer nos observations.

16 En résumé, pour ce qui est de l'incidence sur mon client, il y a
17 deux choses: d'une part, la violation du principe de la
18 présomption d'innocence dont jouit mon client en application de
19 la constitution; et, deuxièmement, il y a la violation du droit à
20 un procès équitable et rapide. Dans les deux cas, les droits de
21 mon client ont été violés par suite de l'ordonnance de
22 disjonction. Je vous invite à réexaminer ces différents
23 principes.

24 [14.14.47]

25 M. LE PRÉSIDENT:

88

1 Merci, Maître.

2 Vous n'avez pas répondu à toutes les questions.

3 À la question 6, voici ce qui est indiqué:

4 "Concernant tout élargissement de la portée du premier procès
5 dans le dossier 002 faisant encore l'objet d'une demande, en
6 l'occurrence l'ajout de S-21 et des graves violations des
7 Conventions de Genève en rapport avec S-21, veuillez indiquer le
8 nombre de documents, témoins, experts et parties civiles requis."
9 Comme indiqué ce matin, la Chambre s'appuiera sur ce critère au
10 moment d'envisager la demande d'élargissement de la portée du
11 premier procès déposée par l'Accusation.

12 Vous êtes donc prié de répondre à cette question. Cette question
13 était soumise à toutes les parties bien avant le début du procès.

14 [14.16.23]

15 Me KONG SAM ONN:

16 Nous ne pouvons pas donner de période particulière; ça dépendra
17 des listes de documents et de témoins que déposera l'Accusation.

18 Après cela, nous serons en mesure de répondre.

19 M. LE PRÉSIDENT:

20 Merci.

21 Dans l'arrêt de la Cour suprême en date du 8 février 2013, deux
22 options sont proposées: d'une part, nous pouvons tenir un procès
23 complet englobant l'ensemble des faits du dossier 002; l'autre
24 option consiste à revenir sur l'ordonnance de disjonction, compte
25 tenu des dispositions de la règle 89ter.

89

1 J'aimerais que vous indiquiez votre point de vue à ce sujet.

2 Ainsi serons-nous en meilleure position pour examiner les faits
3 exclus du premier procès du dossier 002.

4 Il me semble que ni vous-même ni votre confrère n'avez répondu à
5 la question. Vous n'avez pas dit si ces options étaient
6 envisageables.

7 Veuillez préciser.

8 [14.18.16]

9 Me KONG SAM ONN:

10 Merci.

11 Pour ce qui est de l'incidence de cette situation sur le droit de
12 mon client, du point de vue de la célérité de la procédure, une
13 telle célérité ne peut être garantie en l'espèce. Le mieux
14 consiste à ordonner la disjonction de mon client en le
15 disjoignant des chefs d'accusation d'entreprise criminelle
16 commune.

17 Si l'on prend l'ensemble du dossier, mon client n'a pas
18 d'objection concernant l'ensemble du dossier, mais, si la portée
19 du procès en cours ou celle du deuxième et troisième procès est
20 élargie, cela aura inmanquablement des incidences sur les droits
21 de mon client.

22 [14.19.28]

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 Merci.

25 Je vais donner la parole au juge Lavergne.

90

1 M. LE JUGE LAVERGNE:

2 Oui. Merci, Monsieur le Président. J'aurais des demandes de
3 clarification. J'espère qu'elles seront brèves.

4 Nous avons entendu la défense de Khieu Samphan évoquer une
5 possible demande en... demande de mise en liberté de leur client.

6 Nous avons cru comprendre que cette demande de mise en liberté
7 serait déposée à un stade ultérieur; elle n'est pas évoquée...
8 elle n'est pas faite aujourd'hui, à cette audience.

9 Nous avons entendu également qu'il était question d'une demande
10 de disjonction concernant l'accusé Khieu Samphan personnellement,
11 par rapport aux autres accusés. Doit-on comprendre que cette
12 demande est faite dès à présent ou que c'est une demande qui sera
13 déposée ultérieurement, éventuellement, en même temps que la
14 demande de remise en liberté ou au moment où nous allons entendre
15 les médecins experts qui devront déposer sur la capacité à être
16 jugés des accusés?

17 [14.20.33]

18 Me VERCKEN:

19 Bon, écoutez, pour répondre à votre dernière question, nous avons
20 fait en sorte d'imaginer toutes les possibilités qui s'offraient
21 à votre Chambre pour répondre à la situation qui se présente.

22 Est-ce qu'il est nécessaire pour nous de formaliser une demande
23 de disjonction de manière plus, peut-être, motivée? C'est un
24 peu... c'est un peu à votre Chambre de nous le dire.

25 Non, mais, je veux dire, aujourd'hui, nous sommes là pour évoquer

91

1 les conséquences de la décision de la Cour suprême sur ce procès.
2 Il faut bien que vous ayez aussi à l'esprit qu'il est très
3 difficile pour nous - et c'est pour ça que je me suis permis d'en
4 parler - de conseiller M. Khieu Samphan, alors que pendant un
5 temps très long, plusieurs mois, jusqu'à quasiment aujourd'hui,
6 nous n'avons pas... ou, en tout cas, jusqu'à ce que vous fermiez
7 définitivement le champ de la disjonction, nous n'avons pas eu de
8 vision globale de ce qui... de ce pourquoi M. Khieu Samphan était
9 jugé et comment il le serait. Et, avec la décision de la Cour
10 suprême, nous sommes encore dans une situation qui renouvelle
11 cette difficulté, puisque cette décision remet les compteurs à
12 zéro et vous amène à statuer à nouveau sur cette question. Alors,
13 c'est un peu difficile pour nous d'évaluer les avantages et les
14 inconvénients quand on ne sait pas exactement de quoi on parle.
15 [14.22.33]
16 Simplement, le vrai... le vrai point qui compte, c'est que, pour
17 nous... Et l'idée pour laquelle... la raison pour laquelle nous
18 vous avons fait cette proposition... Et je l'ai évoquée, en ayant
19 soin de dire que ce n'était pas quelque chose que nous avions
20 préparé longuement encore, pour l'instant. Mais c'est pour vous
21 dire à quel point nous ressentons et à quel point M. Khieu
22 Samphan éprouve cette nécessité de justice, c'est qu'il envisage
23 même la possibilité de vous dire, si c'est pour attendre, en
24 maison d'arrêt et même dehors, que l'état de santé des uns et des
25 autres s'améliore pour leur permettre soit d'être en audience,

92

1 soit d'être en salle du niveau inférieur, vidéo, pourquoi pas? Et
2 c'est un pari qu'il prend, parce que c'est vrai que c'est une...
3 c'est une décision qui est lourde. Pourquoi ne pas le juger, à ce
4 moment-là, seul, si les difficultés sont telles?

5 [14.23.41]

6 Voilà. Pour l'instant, Monsieur le juge, c'est une proposition
7 que nous avons faite en quelque sorte pour vous montrer à quel
8 point c'est une situation qui, pour nous, présente un caractère
9 d'urgence et constitue une difficulté. Si... et votre question
10 m'amène à le penser, peut-être, si vous estimez que nous devrions
11 formaliser cette demande, je crois qu'il serait peut-être sage,
12 effectivement, d'attendre que l'affirmation que je pose et qui, à
13 mon sens, est sous le contrôle de M. Khieu Samphan est avérée,
14 soit confirmée par les médecins sur son état de santé. Voilà. Et
15 puis, ensuite, si... en fonction des rapports qui seront déposés...
16 Votre mémorandum d'hier évoque un examen par les médecins à la
17 mi-mars. Je ne sais pas si les rapports seront déposés
18 immédiatement; il y a un certain nombre de points d'interrogation
19 qui se posent. Mais je voulais dès aujourd'hui... nous voulions,
20 mon confrère et moi, dès aujourd'hui vous dire que c'est même là
21 une possibilité que nous avons envisagée.

22 [14.25.08]

23 M. LE PRÉSIDENT:

24 Merci.

25 À présent, je donne la parole à l'Accusation et aux coavocats

93

1 principaux pour les parties civiles pour qu'ils puissent répondre
2 aux observations des trois équipes de défense.
3 M. LYSAK:
4 Merci, Monsieur le Président. Bon après-midi à tous.
5 Beaucoup de choses ont été dites par les trois équipes de défense
6 depuis ce matin. Certaines choses ont été nouvelles et
7 surprenantes, je dois bien le dire. Mais, tout d'abord, mettons
8 de côté la rhétorique de la Défense et voyons quelle est leur
9 position sur différents points au sujet desquels les parties sont
10 d'accord ou en désaccord.
11 [14.26.19]
12 Tout d'abord, les points de convergence apparents.
13 Il y a le fait que la Chambre de première instance ne devrait pas
14 simplement reprendre les termes de l'ordonnance de disjonction
15 initiale. L'Accusation, la partie civile et les trois équipes de
16 défense sont d'accord là-dessus.
17 Apparemment, aussi, les parties conviennent que la Chambre
18 devrait poursuivre sur la base d'une pluralité de procès. Les
19 équipes de défense de Nuon Chea et de Ieng Sary ont sollicité que
20 la Chambre ne prononce aucune disjonction. La position de la
21 défense de Khieu Samphan est parfois un peu floue, mais cette
22 équipe a fait savoir qu'elle n'était pas favorable à une
23 disjonction Apparemment, il y a donc consensus parmi les
24 différentes parties pour dire qu'à ce stade il faut partir du
25 principe qu'il y aura un procès plutôt qu'une série de procès.

1 [14.27.52]

2 Les parties ne contestent pas le principe selon lequel ce seul
3 procès devra être plus représentatif. Je préciserai que Me
4 Karnavas a avancé un argument tendant à dire que la Chambre de
5 première instance pourrait ignorer l'arrêt de la Cour suprême.
6 J'y reviendrai. Nous pensons que cet argument ne saurait être
7 sérieusement envisagé. En définitive, Me Karnavas - et, ici, je
8 vais le paraphraser - a proposé à la Chambre de se tourner vers
9 l'Accusation pour déterminer un projet.

10 Les points de désaccord entre les parties semblent se ramener à
11 ce qu'il convient d'inclure dans ce seul procès et, partant, sur
12 la durée du procès.

13 Je vais aborder certaines de ces questions qui ont été soulevées
14 par les équipes de défense, surtout par rapport au dernier point,
15 à savoir les éléments à inclure dans le procès. C'est la
16 principale tâche à laquelle fait face la Chambre de première
17 instance.

18 Commençons par la position de la défense de Nuon Chea telle
19 qu'elle a été exposée aujourd'hui.

20 [14.29.31]

21 C'est avec une certaine surprise que j'ai entendu la Défense
22 manifester sa position comme quoi il ne faudrait aucune
23 disjonction du dossier 002. On pourrait qualifier ça du
24 revirement le plus extrême.

25 Il n'y a pas si longtemps, la défense de Nuon Chea avait dit

1 autre chose après l'ordonnance de disjonction. Elle avait dit
2 ceci: "...sans aucun doute la décision la plus sensée qui ait
3 jamais été rendue aux CETC." Fin de citation. Cette position est
4 restée en l'état lorsqu'elle a été soulevée au mois d'août
5 dernier, et la Défense s'est opposée à notre appel.
6 Or, à présent, elle a changé d'avis, de même que la défense de
7 Ieng Sary, qui, à présent, demande que soit jugé l'ensemble des
8 faits du dossier 002. Le conseil lui-même a dit qu'il trouvait un
9 peu étrange de se lever et de présenter un tel argument. Je suis
10 d'accord. Mais il n'est pas trop difficile de comprendre pourquoi
11 les équipes de défense prennent cette position, à savoir que la
12 Chambre de première instance devrait engager des poursuites sur
13 toute l'ordonnance de clôture, et pas simplement une disjonction
14 de poursuites, comme le propose le Bureau des coprocurateurs.
15 [14.31.28]
16 On pourrait croire qu'ils ont lu l'arrêt de la Cour suprême et en
17 ont tiré la conclusion qu'il faut qu'il y ait une
18 représentativité dans ce procès et qu'il leur serait difficile
19 d'adopter la position que seuls les mouvements forcés devraient
20 être à l'ordre du jour. Ne pouvant faire cela et comme ils ont vu
21 que nous allions ajouter S-21, peut-être ont-ils considéré que
22 leur meilleure option était de causer autant de chaos que
23 possible, d'essayer d'adopter des mesures dilatoires et de
24 s'assurer que le procès ne puisse arriver à son terme, alors que
25 leurs clients sont toujours aptes à être jugés.

1 Voilà nos observations sur ce revirement assez surprenant des
2 dépositions de la Défense dont nous avons été témoins
3 aujourd'hui.
4 Maintenant, j'aimerais parler de certaines des choses qu'a
5 évoquées la défense de Nuon Chea.
6 L'avocat a dit qu'un procès à portée limitée les empêcherait
7 d'organiser leur défense. Nous croyons que ce n'est pas du tout
8 le cas, et les transcriptions des audiences à ce jour le
9 démentent. Ils ont fait venir... ils ont posé des questions aux
10 témoins sur des événements d'après 1979, et la Défense n'a pas...
11 on n'a pas empêché la Défense, plutôt, de poser des questions aux
12 témoins qui avaient une pertinence quelconque pour le dossier
13 002.
14 [14.33.48]
15 La Défense a aussi dit qu'elle était confuse et qu'elle ne savait
16 pas exactement comment procéder à l'interrogatoire des témoins en
17 raison de la disjonction, et c'est un argument qui sort du
18 chapeau à l'occasion.
19 Et c'est pourquoi j'aimerais que l'on revienne un peu en arrière
20 et j'aimerais rappeler à tous ce que la Chambre avait indiqué
21 lors de la... lorsqu'elle a rendu son ordonnance de disjonction.
22 Tout d'abord, je fais ici référence au document E124/7; c'était
23 le document du 18 octobre 2011, décision de la Chambre sur notre
24 requête de réexamen.
25 Dans son... au paragraphe... dans le document, la Chambre a dit

1 que la disjonction a été motivée par différents facteurs.
2 D'abord, pour s'assurer que le premier procès examine les
3 allégations et les questions fondamentales pesant contre les
4 accusés, de jeter les bases d'un examen... de poser les
5 fondements qui permettront, lors de procès ultérieurs, l'examen
6 plus précis des autres chefs d'accusation et des allégations
7 factuelles énoncées à l'encontre des accusés, et, un peu plus
8 loin, "dans la mesure du possible, faire en sorte que les
9 questions abordées lors du premier procès puissent servir de
10 fondement à l'examen du mode de participation aux crimes par le
11 biais d'une participation à une entreprise criminelle commune et,
12 pour ce faire, inclure tous les accusés". C'était au paragraphe
13 10.
14 Dans le paragraphe suivant, le paragraphe 11, la Chambre indique:
15 "Par conséquent, les premières phases du procès porteront sur les
16 rôles et les responsabilités des accusés au regard des..."
17 [14.35.55]
18 M. LE PRÉSIDENT:
19 Monsieur le procureur, je vous demanderais de parler lentement.
20 Cela fait plusieurs fois que je vous rappelle à l'ordre, mais
21 vous n'écoutez pas.
22 M. LYSAK:
23 Mes excuses, Monsieur le Président.
24 Je fais ici référence au paragraphe 11 du document. Je cite:
25 "Par conséquent, les premières phases du procès porteront sur les

1 rôles et les responsabilités des accusés au regard de toutes les
2 politiques pertinentes décrites dans l'ensemble de la décision de
3 renvoi." Fin de citation.

4 [14.36.42]

5 Le jour même, la Chambre a rendu une ordonnance sur le calendrier
6 des audiences. Il s'agit du document E131. Dans cette ordonnance
7 portant calendrier, la Chambre a déclaré ce qui suit - et je
8 cite: "Comme la Chambre l'a expliqué dans sa décision d'octobre
9 2011, E124/7..." C'était la décision sur la demande de réexamen
10 présentée par les procureurs. Donc, comme expliqué dans la
11 décision de la Chambre, "les accusés devront répondre à
12 l'ensemble des accusations portées à leur encontre dans
13 l'ordonnance de renvoi du dossier numéro 002. Par ailleurs, bien
14 que la Chambre ait décidé de disjoindre les poursuites en
15 plusieurs parties, chacune donnant lieu à un procès de portée
16 plus limitée (voir l'ordonnance de disjonction du 22 septembre
17 2011, document E124), il est prévu que le premier de ces procès
18 servira de fondement général pour l'examen de l'ensemble des
19 faits reprochés aux accusés, y compris les faits devant être
20 jugés lors des procès ultérieurs." Fin de citation.

21 [14.38.22]

22 Je fais ces citations pour rappeler à tous la raison pour
23 laquelle la Chambre a procédé de la manière avec laquelle elle a
24 procédé et pourquoi cela a pris un certain temps. Et, lorsque le
25 conseil dit que cela est confus et surprenant, je souhaite

99

1 rappeler que tout le monde savait que nous allions le faire de
2 cette façon, que nous allions poser les fondements pour les
3 autres procès. Il y a eu une réunion des parties avec la juriste
4 hors classe, où il a été clairement expliqué que cette phase
5 prendrait au moins un an. C'était du moins ce à quoi on
6 s'attendait. Il est donc injuste de venir se plaindre aujourd'hui
7 de confusion sur la façon de mener les interrogatoires. Toutes
8 les parties ont compris que les témoins étaient interrogés sur
9 ces questions de fondement - les politiques, le fonctionnement du
10 régime, quels étaient les rôles des accusés et quels étaient les
11 pouvoirs des différents individus et organismes - et que cela
12 allait servir de fondement pour tous les procès du dossier 002.

13 [14.40.01]

14 Et c'est pourquoi nous pouvons aujourd'hui ajouter des sites de
15 crimes, nous pouvons procéder sans que se réalise ce cas de
16 figure cauchemardesque évoqué par la Défense.

17 Nous avons toujours su que les interrogatoires menés dans le
18 cadre des audiences, jusqu'à ce jour, porteraient sur l'ensemble
19 des accusations qui pèsent contre les accusés. Il reste à savoir
20 si... et lesquels crimes peuvent être ajoutés au champ de portée;
21 cela ne causera aucun préjudice à la Défense...

22 M. LE PRÉSIDENT:

23 Merci, Monsieur le procureur, mais le moment est venu de prendre
24 une pause. Nous allons donc lever l'audience jusqu'à 15 heures.

25 (Suspension de l'audience: 14h41)

100

1 (Reprise de l'audience: 15h02)

2 M. LE PRÉSIDENT:

3 Veuillez vous asseoir. L'audience reprend.

4 La parole est au coprocurateur. Veuillez être concis.

5 M. LYSAK:

6 Merci. J'essayerai de répondre aussi vite que possible aux
7 observations de la Défense.

8 Avant la pause, je venais de répondre à l'idée de la Défense
9 comme quoi celle-ci avait subi un préjudice de par l'ordonnance
10 de disjonction initiale, qui aurait suscité une certaine
11 confusion, ou encore du fait de l'arrêt de la Cour suprême. Nous
12 sommes loin d'être dans l'impossibilité de continuer à ce stade,
13 compte tenu du fait que ce procès doit jeter des fondements pour
14 les procès ultérieurs.

15 [15.04.14]

16 J'aborderai l'argument de Me Koppe sur la question de la
17 représentativité. Comme je l'ai dit, c'est le principal point de
18 désaccord entre les parties, lorsqu'il s'agit de déterminer quels
19 éléments incorporer dans ce procès.

20 Me Koppe prétend que notre proposition n'est pas représentative,
21 au motif qu'elle ne représente pas équitablement la révolution
22 que tentait de mettre en œuvre son client dans ce pays. Je pense
23 qu'il a manqué le critère réel. Nuon Chea s'est plaint depuis le
24 début que c'était un procès politique. À présent, la Défense
25 semble en faire un procès politique où l'on jugera les politiques

101

1 du régime, et non pas les actes criminels figurant dans l'acte
2 d'accusation. Au moment d'examiner la question de la
3 représentativité, le procès ne devra pas porter sur la politique
4 du Parti communiste du Kampuchéa; il s'agit de retenir, dans
5 l'acte d'accusation, les crimes les plus pertinents qui
6 représentent les faits reprochés dans l'acte d'accusation.

7 [15.05.52]

8 Si S-21 est proposé, c'est pour une raison bien simple. S-21
9 était la principale prison, une prison où arrivaient des
10 prisonniers venus de toutes les régions du pays, venus de toutes
11 sortes d'entités, l'armée, les provinces, les ministères; toutes
12 sortes de gens ont été incarcérés là-bas, à la différence
13 d'autres centres de sécurité. S-21 se trouvait littéralement à
14 moins de un kilomètre et demi des gens qui en étaient
15 responsable. S-21 est au cœur des faits reprochés aux accusés, et
16 c'est essentiel au moment de fixer la portée du procès.

17 La Défense prétend également que S-21 ne suffit pas, qu'il faut
18 inclure davantage de crimes pour que le procès soit
19 représentatif. Nous sommes en désaccord. À nos yeux, S-21 est
20 suffisamment représentatif. Et j'aimerais répondre aux arguments
21 avancés par toutes les équipes de défense, selon lesquels la Cour
22 suprême a rendu une décision demandant à la Chambre d'assurer une
23 représentativité raisonnable du procès.

24 [15.07.28]

25 Pour nous, le procès ne pourra jamais être entièrement ou

1 parfaitement représentatif. Compte tenu des circonstances, il
2 faut tenter d'organiser un procès qui soit raisonnablement
3 représentatif. Malheureusement, pour nous, cela veut dire qu'on
4 ne pourra inclure l'ensemble des éléments de l'acte d'accusation
5 actuel. Cela est douloureux pour nous tous, mais telle est la
6 réalité de la présente situation.

7 Toutefois, si la Chambre ne souscrit pas à notre approche et
8 rejoint la Défense pour dire que S-21 n'est pas assez pour
9 satisfaire aux critères de représentativité, il existe d'autres
10 possibilités que pourrait envisager la Chambre à part celle
11 consistant à juger l'ensemble de l'affaire 002. Nous ne pensons
12 pas qu'il faille ajouter d'avantage que S-21, mais il n'est pas
13 nécessaire d'inclure tous les chefs d'accusation.

14 Je prends un exemple. Me Karnavas a dit que, dans une de nos
15 écritures, nous avons proposé des sites supplémentaires. Un site
16 que la Chambre pourrait envisager si elle estime nécessaire
17 d'ajouter d'autres sites que S-21, c'est la coopérative de Tram
18 Kak. Et je mentionne ce site de crimes pour plusieurs raisons.

19 [15.09.15]

20 Premièrement, Me Koppe affirme qu'il faut choisir des sites de
21 crimes pour envisager l'application de la politique du régime. Le
22 district de Tram Kak a été reconnu par les dirigeants du Parti
23 comme étant l'un des trois districts modèle du Kampuchéa
24 démocratique, souvenons-nous-en. Par conséquent, c'est un site de
25 crimes qui, même de l'avis de la défense de Nuon Chea, a été

103

1 reconnu par les parties comme agissant conformément aux principes
2 énoncés par le PCK.

3 J'en viens aux allégations ayant trait à ce site de crimes; elles
4 sont assez large.

5 Dans l'ordonnance de clôture - je renvoi aux paragraphes 304 à
6 306 -, il est fait mention de l'arrivée d'évacués et de nouveaux
7 dans ce district. Aux paragraphes 307 à 311, il est question du
8 travail forcé des coopératives et du manque de liberté. Aux
9 paragraphes 312-313, il est question du manque d'alimentation, de
10 famine et de problèmes de santé. Paragraphe 314, il est question
11 de mariages forcés dans ce district. Aux paragraphes 315 à 318,
12 il est question du traitement des ennemis; paragraphes 319 et 20,
13 le traitement des fonctionnaires de Lon Nol, des Cham, des
14 Vietnamiens et des Khmer Krom. Et, au paragraphe 320, il est
15 question du bouddhisme et des moines qui ont été défroqués dans
16 ce district.

17 [15.11.15]

18 Pour formuler une proposition, nous avons dû effectuer un choix.
19 Nous avons retenu ce qui nous semblait le plus important et ce
20 qui pouvait être fait dans un délai raisonnable. Si la Chambre
21 pense qu'elle doit ajouter d'avantage que S-21, c'est une option
22 qui s'offre à elle, et, le cas échéant, nous pourrions présenter
23 un projet pour juger de façon prompte ce site de crimes
24 également.

25 Autres réponses à la défense de Nuon Chea, à présent, concernant

104

1 sa réponse à la question de la Chambre sur le point de savoir
2 quel serait le nombre de documents et témoins supplémentaires
3 nécessaires. Mon commentaire vaudra aussi pour la défense de
4 Khieu Samphan.

5 Dans les deux cas, la Défense a dit être dans l'incapacité de
6 répondre précisément et avoir besoin de plus de temps. Pour ce
7 faire, je rappellerai juste une chose: cette question a été posée
8 à toutes les parties, y compris à la défense de Khieu Samphan et
9 de Nuon Chea, au mois d'août de l'année dernière. On leur a
10 demandé quels étaient les témoins supplémentaire qu'ils... dont ils
11 auraient besoin, quelles pièces supplémentaires si on ajoutait
12 S-21. Il y a eu de longues communications avec la juriste hors
13 classe et, au bout du compte, il y a eu un document, E236, qui
14 reprend les réponses des parties à cette question.

15 [15.13.11]

16 Au paragraphe 7, la défense de Khieu Samphan indique qu'elle ne
17 souhaite plus proposer de témoins par rapport à ces sites de
18 crimes supplémentaires, y compris S-21.

19 La défense de Nuon Chea donne une liste de 31 personnes - j'en ai
20 parlé l'autre jour. Donc, je suis quelque peu étonné d'entendre
21 la réponse de la Défense comme quoi elle a besoin de plus de
22 temps pour répondre à la question, dès lors que la question avait
23 déjà été posée et avait déjà reçu une réponse de leur part il y a
24 environ six mois.

25 En tout état de cause, je vous renvoie à ce document qui est le

105

1 fruit de consultations ayant duré au moins un mois, au sujet de
2 cette question de la nécessité de faire citer à comparaître
3 d'autres témoins pour qu'ils déposent sur S-21.
4 Brièvement, je passe à la position de la défense de Ieng Sary.
5 Comme je l'ai dit, Me Karnavas a consacré une bonne part de son
6 argumentaire à examiner non pas les questions posées par la
7 Chambre, mais bien à mettre en cause la validité de l'arrêt de la
8 Cour suprême. Il a tenté de trouver les responsables, les
9 fautifs.
10 [15.44.47]
11 Premièrement, ceci n'est pas productif, ceci n'est guère utile.
12 Ce tribunal cherche des indications quant aux questions relatives
13 à la marche à suivre. Je ne vais pas passer de temps à répondre
14 aux assertions selon lesquelles nous serions fautifs ou comme
15 quoi il y aurait d'autres fautifs. L'idée que cette Chambre
16 pourrait ignorer la Chambre de la Cour suprême au motif que
17 celle-ci inviterait la présente Chambre à outrepasser ses
18 compétences, cette idée ne mérite aucune considération.
19 Me Karnavas fait grand cas de la question du critère de
20 représentativité en disant que ça ne figure pas dans le
21 règlement. Je vous rappelle que, dans le règlement, il y a
22 l'impératif que la disjonction se fasse dans l'intérêt de la
23 justice. La Cour suprême a interprété le sens de cette notion. Ce
24 faisant, elle s'est fondée sur une analyse des précédents et des
25 règles du TPIY. Chacun conviendra qu'il y a des différences entre

106

1 les règles du TPIY et les nôtres. Il s'agit d'une interprétation
2 qui est présentée à la Chambre pour voir comment appliquer le
3 critère que constitue l'intérêt de la justice.
4 [15.16.31]

5 Me Karnavas a soulevé un autre point: il voudrait obtenir une
6 certitude. Il demande à la Chambre de donner une réponse
7 définitive quant à ce qu'il adviendra d'allégations écartées par
8 une disjonction.

9 L'idée que nous avons proposée d'abandonner ces chefs
10 d'accusation est incorrecte. Comme je l'ai dit l'autre jour, au
11 titre de la règle 89, cela n'est pas possible. Ce que nous
12 proposons, c'est que la Chambre prononce une disjonction et que
13 certains chefs d'accusation soient visés par cette disjonction,
14 et non pas abandonnés.

15 À moins que la Chambre ne garde l'objectif d'une série de procès,
16 il n'est pas nécessaire d'avoir un projet concret. Si l'on prend
17 l'option B, à savoir un seul procès de petite envergure, qui
18 devra être représentatif, à ce moment-là, il n'est pas nécessaire
19 d'avoir un projet pour d'autres procès, l'idée étant que cette
20 perspective est extrêmement hypothétique. Cela ne veut pas dire
21 qu'il ne faille pas se demander que faire des allégations
22 écartées par une disjonction. Notre proposition est assez simple:
23 si la Chambre retient l'option B, à savoir un seul procès et non
24 pas une série de procès, nous disons que les chefs d'accusation
25 écartés devraient faire l'objet d'un calendrier proposé par la

107

1 Chambre. La Chambre pourra examiner tous les facteurs pertinents
2 et dire que faire des chefs d'accusation écartés par une
3 disjonction.

4 [15.18.48]

5 Autrement dit, il faudra envisager la situation de l'aptitude des
6 accusés, le financement et autres facteurs. Si j'en parle c'est
7 parce que la défense de Khieu Samphan a parlé de son propre
8 client, arguant qu'il était en meilleure santé que les autres. On
9 ne peut pas exclure complètement que, après un jugement dans le
10 premier procès, deux des accusés ne soient plus aptes à être
11 jugés tandis qu'un autre, bien. On n'en sait rien. Mais on
12 pourrait attendre un jugement dans le premier procès pour décider
13 de ce qu'il adviendra des chefs d'accusation provisoirement
14 écartés par une disjonction.

15 [15.19.52]

16 J'en viens à la position de la défense de Khieu Samphan. Je ne
17 sais pas s'il y a beaucoup à retenir de ce qui a été dit.

18 La Défense a dit: "Quoi que vous décidiez, nous subirons un
19 préjudice. Que vous jugiez l'ensemble de l'affaire ou bien que
20 vous adoptiez des mini-procès, nous subirons un préjudice." Voilà
21 ce que nous dit la défense de Khieu Samphan.

22 De mon point de vue, la défense de Khieu Samphan a décidé de ne
23 pas donner d'indication à la Chambre sur les questions posées
24 concernant la portée du procès.

25 Dans ses observations, elle a présenté différents griefs par

108

1 rapport au droit de son client à un procès rapide. Pour nous,
2 compte tenu de tous les obstacles, nous avons essayé d'agir aussi
3 promptement que possible. Khieu Samphan lui-même a été
4 hospitalisé ce mois-ci. La défense de Khieu Samphan demande un
5 procès rapide et, en même temps, elle demande que son client
6 fasse l'objet d'une disjonction et soit remis en liberté. Elle
7 dit donc que le procès ne va pas assez vite, mais en même temps
8 elle demande plus de temps pour se préparer à l'inclusion de
9 S-21.

10 [15.22.57]

11 Elle demande le report d'audiences pour la comparution des
12 témoins de personnalité; la demande a été faite il y a quelques
13 jours. Elle ne saurait avoir le beurre et l'argent du beurre. Si
14 elle veut que les choses aillent rapidement, eh bien, nous
15 agirons rapidement. La Défense elle-même présente régulièrement
16 des demandes qui ont pour conséquence de retarder le procès. Cela
17 est contradictoire avec sa position actuelle comme quoi elle a
18 subi un préjudice et son droit à un procès rapide a été violé.

19 Il y a bon nombre d'autres questions qui ont été soulevées. Bon
20 nombre d'entre elles n'ont rien à voir avec les points sur
21 lesquels la Chambre devra se prononcer. Je ne passerai pas de
22 temps à examiner la proposition d'une mise en liberté, une
23 disjonction, un placement en résidence surveillée. C'est une
24 question importante, et, le cas échéant, la Défense devra déposer
25 des écritures, mais en tout cas c'est sans rapport avec l'objet

109

1 de cette audience, à savoir la portée du procès à venir.

2 Merci d'avoir pu répondre. J'en ai terminé concernant les

3 observations sur la position de la Défense.

4 [15.23.33]

5 M. LE PRÉSIDENT:

6 Merci au coprocurateur.

7 Je donne à présent la parole aux coavocats principaux pour les

8 parties civiles, qui auront l'occasion de répliquer aux trois

9 équipes de défense.

10 Me PICH ANG:

11 Bon après-midi, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les

12 juges, chers confrères. Je souhaiterais réagir à certaines

13 observations de la Défense.

14 Premier point. Toutes les équipes de défense indiquent qu'il

15 n'est pas nécessaire de disjoindre les poursuites; elles

16 demandent que soit jugé l'ensemble du dossier. J'aimerais

17 répondre à la Défense.

18 Une équipe de défense a dit que, en cas de disjonction, seule une

19 portion de l'histoire serait examinée, tandis que toute

20 l'histoire du régime ne serait pas examinée dans ce procès. Une

21 équipe de défense a ajouté que ce tribunal était là pour

22 découvrir la vérité, et pas uniquement pour sélectionner

23 certaines portions de l'histoire.

24 [15.25.45]

25 Or, il faut préciser que cette Chambre n'a pas pour vocation

110

1 nécessairement de faire toute la lumière sur toute l'histoire du
2 Cambodge. Ce tribunal ne saurait se pencher sur toute l'histoire
3 du Cambodge. À l'audience, les accusés pourront donner leur
4 version de l'histoire, ce qui servira les jeunes générations. La
5 Défense prétend que toute disjonction ferait l'impasse sur la
6 réalité de l'histoire du Kampuchéa démocratique; cette
7 affirmation doit être rejetée.

8 En plus, la défense de Nuon Chea a dit plusieurs choses - par
9 rapport au rôle de l'accusé, entre autres. Il est aussi question
10 des transferts de populations, phases I et II, par suite de la
11 disjonction. Donc, ces faits ont pu être examinés. De nouveaux
12 témoins et de nouvelles preuves permettront certainement de
13 découvrir la vérité de cette période.

14 [15.27.27]

15 En réponse à la défense de Khieu Samphan, celle-ci a parlé d'un
16 retard possible découlant d'une disjonction. À mes yeux... Ou,
17 plutôt, la Défense a dit que les retards n'étaient pas causés par
18 la santé de Khieu Samphan, mais bien par celle des autres
19 accusés. Et, ici, la Chambre devra tenir compte de la règle 89 du
20 Règlement intérieur; ce sera à la Chambre de se prononcer quant à
21 la portée du procès.

22 Si j'ai bien compris ce qu'a dit Me Karnavas, il a demandé si les
23 avocats des parties civiles avaient consulté leurs clients
24 concernant la représentativité du procès. Si j'ai bien compris Me
25 Karnavas... C'est bien ce qu'il a dit? Le cas échéant, qu'on me

111

1 corrige.

2 Mais nous avons nos propres méthodes de travail: nous consultons
3 nos clients, les parties civiles, nous consultons nos différents
4 confrères en interne, et cela me semble déplacé de soulever ce
5 genre de question dans le chef de la partie adverse. Chacun a sa
6 propre stratégie pour défendre les intérêts de ses clients. Moi,
7 je ne vais pas demander à la Défense si elle a consulté son
8 client. Il s'agit d'une question interne à chaque équipe.

9 [15.29.42]

10 En réponse à Me Koppe, à présent. Celui-ci a affirmé que S-21 ne
11 devrait pas être inclus dans la portée du procès, au motif que
12 cela ne constitue pas un site représentatif. Si l'on prend S-21,
13 les détenus qui y ont été incarcérés et détenus provenaient de
14 toutes sortes de catégories de populations. Il y avait des gens
15 ordinaires, il y avait également des hauts fonctionnaires. Par
16 exemple, l'une des parties civiles, Chum Mey, était à l'époque un
17 ouvrier, et lui aussi a été incarcéré à S-21. Pour ce qui est de
18 la distribution géographique des prisonniers à S-21, ils
19 provenaient de tous les coins du pays. Je suis donc d'avis que
20 S-21 est tout à fait représentatif, et il y a plusieurs preuves
21 documentaires à l'appui. En effet, les parties civiles peuvent
22 présenter leurs témoignages et d'autres documents à l'appui de
23 leur déposition devant cette Chambre.

24 [15.31.15]

25 Me Karnavas a dit que certains faits avaient déjà été jugés et ne

112

1 sauraient être jugés à nouveau. Gardez à l'esprit qu'en... dans le
2 dossier 001, Duch était le seul accusé. Dans le cadre du dossier
3 002, il y a plusieurs co-accusés. On ne saurait tenir pour acquis
4 que les faits déjà jugés ne pourraient faire l'objet d'un examen
5 dans un prochain procès.

6 La juge Fenz a dit que des procès de ce genre peuvent durer
7 jusqu'à 10 ans, compte tenu de l'âge avancé des accusés. Advenant
8 que le procès dure 10 ans, il pourrait ne pas y avoir de
9 jugement.

10 Pourquoi avons-nous créé ce tribunal en premier lieu? Les parties
11 civiles qui ont demandé à être constituées en tant que telles
12 dans ce procès cherchent à obtenir justice et réparation, et
13 c'est pourquoi nous tenons absolument à ce que la Chambre rende
14 un jugement. Au moins, la Chambre aura rendu un jugement si les
15 accusés décèdent, et donc les victimes auront reçu une certaine
16 mesure de justice et sauront ce qui avait été jugé bien et
17 qu'est-ce qui avait été jugé mal à l'époque du Kampuchéa
18 démocratique. Et cela permettra de panser, en quelque sorte, les
19 plaies des victimes, et elles pourront obtenir justice.

20 [15.34.03]

21 Les équipes de défense disent qu'il ne faut pas disjoindre le
22 dossier... les poursuites du dossier.

23 La Chambre de la Cour suprême, dans son arrêt, enjoint la Chambre
24 de première instance à revoir la disjonction des poursuites.

25 Voilà donc la mission qu'elle a confiée à la Chambre de première

113

1 instance, et c'est à la Chambre de première instance de décider
2 si elle procède à une disjonction ou non, et le procès devra
3 aller de l'avant quoi qu'il advienne.

4 Et c'est pourquoi j'appuie la position des procureurs. Et il faut
5 décider d'un dossier représentatif, mais aussi réalisable,
6 durable et qui offre une résolution pour les victimes et parties.
7 Sur la question des réparations, dont a parlé la Défense, la... ma
8 consœur, Me Simonneau-Fort, vous donnera plus de précision, mais
9 j'aimerais répondre à la défense de Nuon Chea qui a dit que l'on
10 ne saurait avoir le beurre et l'argent du beurre. J'aimerais donc
11 donner mon avis là-dessus, ainsi que celui des parties civiles.
12 Les parties civiles ont un petit... même si les parties civiles
13 obtiennent un petit morceau de beurre, elles pourront se le
14 partager.

15 Je ne souhaite pas m'attarder là-dessus; je vais laisser la
16 parole à ma consœur, qui va poursuivre après moi.

17 [15.36.21]

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Très bien. Merci.

20 Vous avez la parole, Maître. Nous vous demandons d'être brève et
21 d'aller à l'essentiel.

22 Me SIMONNEAU-FORT:

23 Merci, Monsieur le Président. Je ne pense pas que je serai très
24 longue.

25 Je voudrais simplement faire quelques observations. Et le moins

114

1 qu'on puisse dire, en tout cas, pour débiter mes observations,
2 c'est que la décision extraordinaire de la Cour suprême suscite
3 des positions assez extraordinaires, aujourd'hui, dans cette
4 enceinte.

5 Et la première chose extraordinaire que j'ai entendue
6 aujourd'hui, c'est deux équipes et demie de défense en train de
7 nous expliquer, en faisant un très grand écart, qu'il faudrait
8 aujourd'hui envisager la totalité du procès, alors qu'au mois
9 d'octobre 2011 - et M. le Procureur l'a souligné -, certains
10 allaient même jusqu'à dire que la disjonction était la meilleure
11 des décisions de la Chambre. Je trouve intéressant d'entendre
12 aujourd'hui qu'on nous explique qu'en définitive il faudrait
13 examiner la totalité du procès.

14 [15.37.40]

15 J'ajouterai que, pour le moins, la défense de Khieu Samphan est
16 un peu en difficulté, puisque je crois avoir entendu, et d'autres
17 aussi avec moi, que ni la disjonction, ni le jugement total du
18 procès n'était une bonne solution. Je peux le concevoir d'un
19 point de vue de défense d'un accusé - c'est vrai qu'on
20 préférerait ne pas être jugé -, mais je crois quand même qu'il
21 faudra choisir une des deux solutions.

22 Lorsqu'en octobre 2011 les procureurs ont présentés ... lorsque la
23 Chambre a décidé de disjoindre, en définitif, nous étions tous
24 d'accord sur le fait qu'une disjonction était possible, et la
25 Défense n'a rien dit d'autre que le fait qu'elle soutenait

115

1 parfaitement cette disjonction. Je crois qu'il faut se demander
2 quelles sont, peut-être, les raisons pour lesquelles,
3 aujourd'hui, la Défense adopte une position diamétralement
4 opposée, et je crois qu'en fait ces raisons ne sont pas à
5 chercher dans des raisons juridiques.

6 [15.38.45]

7 Je crois que la raison n'a rien de juridique et je crois que la
8 raison nous est donnée par la position de M. Khieu Samphan. C'est
9 très simple: il y a deux accusés qui sont très fatigués, qui ont
10 du mal à assister aux audiences, dont l'aptitude est remise en
11 cause par leurs avocats régulièrement et qui se disent évidemment
12 qu'envisager à nouveau la totalité du procès, c'est une
13 possibilité de ne jamais être jugé; et, de l'autre côté, il y a
14 M. Khieu Samphan qui se porte bien et qui a très bien compris
15 qu'il risquait, lui, d'être jugé seul, quelle que soit la
16 disjonction ou pas du procès, et c'est évidemment - et on peut le
17 concevoir - un problème pour lui.

18 Si deux équipes de défense soutiennent aujourd'hui l'absence de
19 toute disjonction, c'est uniquement par stratégie, en espérant ne
20 jamais être jugé.

21 Je dirai juste quelques mots supplémentaires sur les motifs qui
22 ont été évoqués.

23 J'ai entendu notamment que M. Nuon Chea considérerait que le
24 génocide était essentiel dans ce procès; c'est pour le moins
25 surprenant. Je partage son avis, en ce sens que je pense - et je

116

1 l'ai dit hier – que les qualifications juridiques des crimes ne
2 pouvaient pas faire l'objet d'une disjonction.

3 [15.40.28]

4 Je suggère donc à la Chambre, pour faire plaisir à M. Nuon Chea,
5 de faire droit à ma position, qui est juridiquement fondée: il ne
6 faut pas, effectivement, prononcer de disjonction sur la
7 qualification des crimes, et le génocide devrait rester parmi les
8 choses qui sont évoquées dans ce procès, tout comme les
9 persécutions religieuses, etc.

10 J'ai entendu également un argument selon lequel il fallait
11 respecter, pour les accusés, la possibilité d'avoir un procès
12 dans un délai raisonnable. J'avoue que j'ai du mal à comprendre
13 si, le délai raisonnable, c'est d'avoir une disjonction ou si
14 c'est de juger la totalité du procès – je n'ai pas très bien
15 compris le lien entre l'argument et la conséquence. Mais je
16 voudrais quand même insister sur le fait que le procès dans un
17 délai raisonnable, ce n'est pas le privilège des accusés, c'est
18 aussi un droit des parties civiles, et c'est comme ça que nous
19 raisonnons depuis le début, en ce qui nous concerne.

20 [15.41.39]

21 J'ai entendu aussi la Défense dire que si vous décidiez
22 d'accepter S-21 dans le procès, les accusés allaient souffrir de
23 l'incertitude qui avait... qui était restée sur le champ de ce
24 procès. Là-dessus, je dirai que cette demande sur S-21 est
25 ancienne – 16 mois maintenant –, il y a eu des discussions

117

1 récurrentes sur le sujet, et nous avons tous en tête depuis le
2 début que S-21 pourrait être inclus dans ce procès, ceci d'autant
3 plus que la Chambre elle-même nous a dit depuis le début qu'elle
4 se gardait la possibilité d'étendre le champ. Donc, ce n'est pas
5 une surprise, ça ne porte préjudice à personne, et tout le monde
6 a préparé son dossier en tenant compte de cet élément
7 particulier.

8 La deuxième chose extraordinaire que j'ai entendue aujourd'hui,
9 c'est à propos des parties civiles. Je suis ravie de voir
10 l'intérêt tout à fait exceptionnel que portent soudain deux
11 équipes de défense aux parties civiles. Je souscris totalement
12 aux commentaires de mon confrère Pich Ang. Je ne crois pas qu'il
13 appartienne à un quelconque avocat ici de nous demander des
14 comptes sur la façon dont nous avons consulté les parties
15 civiles.

16 [15.43.13]

17 J'ai entendu les avocats de la défense évoquer le terme
18 d'"abandon de parties civiles", de "sacrifice de parties
19 civiles", etc., etc. J'ai expliqué hier, en fondant mon
20 argumentation sur la loi qui s'applique ici, aux CETC, que toutes
21 les parties civiles participaient collectivement, sans qu'une
22 seule puisse être exclue, à tous les procès qui auront lieu
23 devant cette Chambre. Je ne l'ai pas inventé, ce n'est pas
24 ridicule, c'est simplement la loi qui s'applique aux CETC, ce
25 sont des articles de loi. Je n'ai pas entendu d'ailleurs,

118

1 aujourd'hui, le moindre argument juridique qui s'opposerait à ce
2 que j'ai développé hier à ce sujet. Et je demande bien sûr à la
3 Chambre de prendre en considération cette argumentation qui
4 s'applique à la participation des parties civiles et qui
5 s'applique aussi aux réparations et à leur attribution.

6 [15.44.18]

7 Je voudrais enfin ajouter un mot parce que j'ai le sentiment
8 qu'il y a une espèce de confusion qui s'est installée sur le/les
9 petits procès, mini-procès, seul procès, seul petit procès,
10 divers procès, un grand procès qui vont avoir lieu. Et, en ce qui
11 me concerne, déjà, je réproouve totalement l'utilisation de ce
12 terme "mini-procès", largement reprise par la presse et que je
13 trouve évidemment très regrettable. Mais je voudrais surtout dire
14 que la disjonction ne permet pas à la Chambre de mettre un terme
15 aux faits et aux chefs d'accusation; c'est complètement
16 impossible.

17 Juridiquement parlant, dans un système de droit
18 romano-germanique, la Chambre est saisie des faits dans leur
19 intégralité; elle ne peut pas décider qu'il y aura un seul
20 procès. C'est tout simplement juridiquement impossible. On peut,
21 d'un côté, mesurer les risques, que nous connaissons tous, que je
22 ne vais pas répéter, qui sont qu'il pourrait, dans la réalité,
23 n'y avoir qu'un seul procès, mais c'est complètement différent de
24 ce que la Chambre peut faire, et plus encore les procureurs, dans
25 notre système. Ni la Chambre ni les procureurs, aujourd'hui, ne

119

1 peuvent dire: Il n'y aura qu'un seul procès
2 La seule chose que peut faire la Chambre, c'est une disjonction,
3 et, en prononçant cette disjonction, la Chambre ne met pas de
4 côté des chefs d'accusation, elle n'écarte pas des chefs
5 d'accusation, elle choisit des faits - ou elle choisit des
6 personnes, d'ailleurs, puisque ça a été suggéré -, elle n'écarte
7 pas les qualifications juridique, elle juge ces faits d'abord ou
8 ces personnes d'abord et, ensuite, elle est obligée, légalement
9 obligée, de juger la suite, sauf si bien sûr un élément extérieur
10 l'en empêche, ce qui, pour le moment, n'est pas le cas.
11 [15.46.27]
12 Donc, cette disjonction, elle peut être faite. On ne peut pas
13 parler d'un seul procès; on est obligé de dire "un premier
14 procès, puis d'autres procès". On peut, parce que nous
15 connaissons les risques, envisager cette disjonction... plutôt, la
16 Chambre peut envisager cette disjonction en faisant un premier
17 procès représentatif pour le cas où les risques s'avèreraient
18 réalisés par la suite, mais néanmoins, dans le même temps - et
19 nous l'avons déjà hier -, la Chambre doit donner un agenda, un
20 calendrier - vous l'appellerai comme vous voudrez, avec un ton
21 méprisant ou pas -... la Chambre doit donner un agenda des procès
22 suivants. Elle est tenue par l'ordonnance de clôture; elle ne
23 peut pas prendre l'initiative de faire autrement actuellement,
24 dans la situation dans laquelle nous sommes.
25 [15.47.28]

120

1 Donc ce que nous demandons, nous, c'est très clair, c'est une
2 disjonction avec un premier procès représentatif. Nous
3 souhaiterions qu'il ne soit plus parlé de petits procès, de seul
4 procès, etc. Nous demandons que la Chambre envisage un agenda des
5 projets... des prochains procès, pardons - excusez-moi - et nous
6 demandons à la Chambre de garder dans sa disjonction, sans les
7 écarter, toutes les qualifications juridiques, parce que la
8 disjonction ne permet pas d'écarter les qualifications juridique.
9 Je rappelle d'ailleurs que la disjonction, en droit
10 romano-germanique, est une mesure de mise en état et que,
11 normalement, elle n'est pas appellable. Donc, ce n'est pas..
12 évidemment pas possible d'écarter les qualifications juridiques
13 dans une décision de cette sorte.
14 Voilà les points que je souhaitais développer en réponse à la
15 Défense. Merci
16 [15.48.36]
17 M. LE PRÉSIDENT:
18 Je laisse à présent la parole aux équipes de défense pour
19 qu'elles puissent répondre au procureur et aux parties civiles.
20 La défense de Nuon Chea en premier. Avez-vous une réplique? Soyez
21 bref, Maître.
22 Me KOPPE:
23 Merci, Monsieur le Président.
24 Je vois bien l'horloge. J'aurais besoin d'une dizaine de minutes
25 au moins pour répondre. Enfin, si cela ne vous convient pas, on

121

1 pourra le faire demain. Mais laissez-moi commencer, au moins.

2 Il y a un vieux proverbe espagnol qui dit que le sage changera

3 d'idée, alors que l'idiot ne change jamais d'idée, et je ne pense

4 pas que les équipes de défense aient changé d'idée, parce que les

5 arguments qui avaient été présentés après la dernière audience de

6 disjonction avaient été fait par mes prédécesseurs, si je ne

7 m'abuse, en octobre 2011, et ce, avant le début du procès, alors

8 que le procès était amorcé.

9 [15.50.10]

10 C'est notre client lui-même qui a dit, le 22 novembre 2011, donc

11 au début des audiences au fond... il a dit - je cite la

12 transcription:

13 "Je pense que ce tribunal est injuste envers moi depuis le début

14 car seulement certains faits seront jugés. Je dirais que l'on ne

15 discutera que du corps du crocodile, mais pas sa tête ou de sa

16 queue, qui sont les parties les plus important de ses activités

17 quotidienne."

18 C'était mon client qui critiquait un état de choses qu'il avait

19 remarqué dès le début du procès, et c'est la position qu'il a

20 retenue dès le début. Il s'est senti brimé, et c'est justement ce

21 que nous essayions de dire ce matin.

22 Je suis donc... donc, je ne suis pas d'accord, ce n'est pas du

23 tout le comble du revirement, mais, plutôt, ce sont eux qui ont

24 fait volte-face. Et c'est, après tout, eux qui avaient rédigé le

25 réquisitoire instructif sur la base duquel l'ordonnance de

122

1 clôture a été préparée et ce sont eux qui ont pensé qu'il était
2 sage, en 2006 et 2007, de mettre au banc des accusés le Kampuchéa
3 démocratique au complet. L'ordonnance de clôture provient de la
4 plume de ces... de l'Accusation, qui sont les grands-parents du
5 revirement. À présent, ils souhaitent ajouter S-21 et autres
6 sites. Alors, qui change son fusil d'épaule?

7 [15.52.17]

8 Une autre chose que j'aimerais ajouter, de concert avec mes
9 confrères, c'est les arguments que j'ai présentés tout à l'heure
10 sur le sujet du génocide. Et c'est réellement le souhait de mon
11 client de pouvoir se défendre contre ces accusations de génocide
12 dont il se sent innocent.

13 La semaine prochaine sera vacance judiciaire. Je vais rentrer
14 dans mon pays, où j'entendrai le prononcé du jugement dans une
15 affaire émanant du Rwanda. Par rapport à ce qui s'est passé en 94
16 et 95 au Rwanda, on évoque toujours le génocide comme étant le
17 crime des crimes et la pire chose qui puisse être commise. Mais
18 je n'ai rien entendu de la bouche des parties civiles sur le
19 sujet de cette accusation très grave, et il n'est pas juste... il
20 est inexact, à la lecture de l'ordonnance de clôture, de dire que
21 S-21 est représentatif de l'ensemble de l'ordonnance de clôture.

22 [15.53.30]

23 Les parties civiles peuvent dire que les victimes à S-21
24 proviennent de toutes les couches de la société cambodgienne,
25 mais ce n'est pas vrai. À ma connaissance, aucun Cham n'a été

123

1 exécuté à S-21.

2 Et laissez-moi conclure ici car nous n'avons pas le temps.

3 J'ai quand même un problème avec le fait que l'on nous accuse,

4 que l'Accusation nous accuse aujourd'hui de prendre des mesures

5 dilatoires et de jeter la confusion et le chaos, et ce n'est pas

6 le cas.

7 Nous demandons à la Chambre que le procès de notre client ait

8 lieu de sorte à ce qu'il puisse dire ce qu'il a à dire.

9 Et, quant au retard potentiel encouru par un grand procès,

10 j'aimerais dire la chose suivante. À la pause... enfin, lorsqu'on

11 lève l'audience à 16 heures, il n'y a que trois personnes qui ne

12 rentrent pas à la maison, il n'y a que trois personnes qui

13 rentrent au centre de détention. Ce sont eux qui attendent un

14 procès et ce sont eux qui sont les plus touchés par le

15 prolongement des audiences.

16 Je vous remercie.

17 [15.54.55]

18 M. LE PRÉSIDENT:

19 Je vous remercie.

20 Je souhaite à présent laisser la parole à la défense de Ieng Sary

21 en réplique aux réponses des procureurs et des coavocats

22 principaux pour les parties civiles.

23 Me KARNAVAS:

24 Merci, Monsieur le Président. Bon après-midi, Madame, Messieurs

25 les juges. Bonjour à tous. J'essaierai d'être bref et je vais... je

124

1 m'en tiendrai à l'essentiel.

2 Tout d'abord, l'Accusation déforme nos propos et... comme quoi nous
3 sommes tous d'accord pour un grand procès. Nous sommes d'accord
4 pour dire qu'il faudrait qu'il y ait un procès sur le dossier 002
5 en son ensemble, mais nous ne sommes pas d'accord avec l'idée
6 d'un procès qui n'est représentatif que d'un échantillon des
7 accusations dans l'ordonnance de clôture.

8 [15.56.00]

9 Donc, bien qu'ils essaient de se protéger... Mais eux disent: "Il
10 n'y aura qu'un seul procès." Puis, par la suite, ils parlent de
11 l'intérêt de la justice et la façon dont la Cour suprême l'a
12 définie dans ce cas-ci - est-il dans l'intérêt de la justice que
13 vous rejetiez les autres chefs d'accusation? Est-il dans
14 l'intérêt de la justice de passer un an à préparer le jugement?
15 -, pour ensuite dire, finalement: "S'il ne reste que Khieu
16 Samphan, on n'a qu'à le passer à la moulinette d'un autre
17 procès."

18 Est-il dans l'intérêt de la justice... Et cela cadre-t-il avec
19 l'idée d'un procès rapide et équitable? S'agit-il d'un procès
20 rapide? Non.

21 L'Accusation a dit que nous avons changé notre position - je ne
22 vais pas parler de revirement ou de flip-flop, car la traduction
23 pourrait être mauvaise -, mais c'est déformer nos propos.

24 [15.57.25]

25 Si vous... si vous consultez E124/3, que nous avons déposé, qui

125

1 était le soutien conditionnel de Ieng Sary à la notification des
2 coprocurateurs d'une demande de réexamen, et l'écriture suivante,
3 E124/6, qui était notre réponse à leur demande, dans ces
4 documents, nous avons été tout à fait cohérents, et nous étions
5 d'accord avec l'approche que la Chambre de première instance
6 avait retenue, et nous n'étions pas d'accord - vous pouvez le
7 voir dans nos écritures... C'est dans le premier paragraphe. Dans
8 le premier paragraphe, j'ai expliqué les motifs qui nous
9 poussaient à répondre et les raisons pour lesquelles nous sommes
10 d'avis que la requête en réexamen des procureurs concernant la
11 disjonction du dossier 002, sur la façon dont il proposait,
12 n'était pas la bonne, et nous maintenons que leur interprétation
13 de la règle 97ter est erronée.

14 La Chambre de première instance... en fait, je ne suis pas du
15 tout d'accord avec l'interprétation de la... je ne suis pas
16 d'accord avec le fait que la Chambre de la Cour suprême ait
17 utilisé la règle 73bis(d) sur les chefs d'accusation comme étant
18 une façon... comme étant une base pour l'interprétation de la
19 règle 89 du Règlement intérieur des CETC, qui traite de la
20 disjonction. Cela étant dit, nous croyons que vous devez engager
21 les poursuites sur la totalité du dossier.

22 [15.59.19]

23 Nous avons tous lu la décision... enfin, l'arrêt de la Chambre de
24 la Cour suprême. Bon, je ne vais pas utiliser des proverbes
25 espagnols, mais, aux États-Unis, ont dit: "Quand les

126

1 circonstances changent, aussi peut changer votre opinion." Et
2 donc il peut ... nous avons considéré l'arrêt de la Chambre de la
3 Cour suprême et nous avons le droit de changer d'avis selon les
4 circonstances. Je croyais avoir raison, mais là la Chambre de la
5 Cour suprême me dit autre chose; elle me dit que, non, il s'agit
6 d'une situation contradictoire, un peu comme le TPIY. Et c'est
7 pourquoi nous avons adopté la position que nous avons présentée
8 aujourd'hui.

9 L'Accusation nous accuse de jeter... de semer le chaos et de
10 causer des retards intentionnellement. Laissez-moi dire cela:
11 Steve Heder avait travaillé pour eux et les a aidés à préparer
12 leur réquisitoire introductif; il s'est ensuite ... il est allé
13 travailler pour les cojuges d'instruction et a confirmé ce qu'il
14 avait lui-même mis dans le réquisitoire introductif. Mais pas
15 seulement ça; c'est le Bureau des cojuges d'instruction qui a
16 demandé des écritures... à ce que des écritures supplémentaires
17 soient déposées, qui ont été jugées recevables. Et donc qui, ici,
18 cause le chaos et les retards?

19 [16.00.41]

20 Nous n'avons rien jeté à vos pieds. Nous nous sommes retrouvés
21 dans cette situation. La Chambre de la... la Chambre de première
22 instance a agi, nous avons appuyé sa position, et je suis très
23 surpris d'entendre l'Accusation, cet après-midi, de... parler si
24 éloquemment de votre décision rejetant leur requête. Et je me
25 demande comment... ou, plutôt, pourquoi ont-ils interjeté appel dans

127

1 ce cas.

2 Cela vous montre aussi que vous n'avez pas rendu de décision
3 motivée. Nous l'avons entendu, ils ont accepté cela et ils l'ont
4 utilisé. Nous n'avons pas créé un scénario cauchemardesque, nous
5 y réagissons. Qui dit action dit réaction.

6 J'ai plus ou moins couvert ce que je voulais. Voici ce que
7 j'entends dire: on ne peut pas mettre de côté le reste de
8 l'ordonnance de clôture comme cela est proposé.

9 [16.02.05]

10 La partie adverse nous dit - et c'est intéressant: "Eh bien, vous
11 n'avez pas reçu d'ordre." Pas besoin de recevoir un ordre de la
12 Cour suprême. Il vous appartient de le faire, surtout que la
13 Chambre de la Cour suprême vous a réprimandé avec l'option 1 et
14 ensuite, dans toute la décision sur les raisons pour lesquelles
15 vous n'aviez pas de projet. Mais, pour nous, il y a une
16 obligation implicite pour cette Chambre, sur la base de l'arrêt
17 de la Cour suprême, de présenter un projet pour que, dans
18 l'hypothèse d'autres procès après ce mini-procès proposé par
19 l'Accusation... dans ces circonstances, il y a toujours une
20 obligation d'avoir un plan, comme le jour suit la nuit.

21 On ne peut pas dire qu'on verra ce qui se produira par la suite.
22 La défense de Ieng Sary va interjeter appel. Je ne sais pas ce
23 que dira la Cour suprême; ce sera intéressant de voir si elle va
24 changer de position pour commodément s'adapter à la solution
25 qu'elle a à l'esprit.

128

1 Mais, pour nous, si vous décidez de ne pas juger l'ensemble de
2 l'affaire 002 telle qu'exposée dans l'ordonnance de clôture,
3 alors vous devez avoir un projet. Vous ne pouvez pas dire qu'on
4 verra bien un an après l'examen de la preuve ou au moment du
5 jugement. On ne peut pas dire: Ne vous inquiétez pas,
6 satisfaisez-vous de la situation." Non, vous devez le faire,
7 c'est implicite.
8 Là-dessus, je vous remercie beaucoup de nous avoir permis de
9 présenter ces observations. Nous espérons que cela aura apporté
10 une contribution.
11 [16.04.06]
12 M. LE PRÉSIDENT:
13 Merci.
14 Je donne la parole à la défense de Khieu Samphan.
15 Me VERCKEN:
16 Merci, Monsieur le Président.
17 Pour ma part, ce que je voudrais préciser - et je ne sais pas si
18 cela relève d'une mauvaise compréhension de notre position ou de
19 la mauvaise foi -, c'est que notre position consiste à soutenir
20 que les critiques et les prescriptions, les conseils qui sont
21 donnés par la Cour suprême pour le cas où vous choisiriez la
22 première option sont valables, en ce qui nous concerne, également
23 pour la deuxième option. C'est-à-dire que vous ne pouvez pas,
24 aujourd'hui, décider qu'il est possible de s'abstenir de fixer
25 clairement à M. Khieu Samphan la manière dont il sera jugé et sur

129

1 quoi il sera jugé en considérant qu'il est en mauvaise santé et
2 qu'il va mourir alors que ça n'est pas le cas.
3 [16.05.37]
4 Et là où je critique la décision de la Cour suprême, c'est
5 qu'effectivement... Et du côté... de l'autre côté de la barre, on
6 tente d'en profiter. On pourrait analyser les articles 50 et 51...
7 les paragraphes 50 et 51 de sa décision - et mes adversaires
8 n'ont pas manqué de le faire - comme signifiant: bon, soit vous
9 décidez de juger en plusieurs procès, et à ce moment-là il va
10 falloir répondre à de très nombreuses questions, et pas seulement
11 à un calendrier... Ce n'est pas seulement un calendrier que
12 prescrit la Cour suprême. Elle prescrit beaucoup plus que ça;
13 elle parle d'élaborer un projet concret prévoyant le jugement de
14 la totalité. Et puis, dans le paragraphe 51, elle va jusqu'à
15 évoquer des points très précis que la Chambre devra ... dont la
16 Chambre devra tenir compte en disant: Est-ce qu'il faudrait créer
17 un panel supplémentaire de juges car il pourrait y avoir des
18 questions de parti pris réel ou apparent?
19 [16.06.56]
20 Enfin, je ne vais pas vous relire cette décision, mais, pour ce
21 qui concerne l'option 1, elle prescrit un certain nombre de
22 choses. Et ce que nous disons, nous, c'est que, pour ce qui
23 concerne M. Khieu Samphan, eh bien, ces prescriptions de la Cour
24 suprême, elles sont valables dans tous les cas. Que vous décidiez
25 de l'option 1 ou que vous décidiez de ne juger, dans un premier

130

1 temps, qu'au moyen d'un procès dont on vous demande qu'il soit
2 plus représentatif parce que M. Khieu Samphan survivra à ce
3 procès et que, pour ce qui le concerne en tout cas, eh bien, il
4 sera - et vous nous l'avez dit, et les procureurs et les parties
5 civiles nous l'ont dit -... il sera jugé pour le reste de
6 l'ordonnance de clôture.
7 À partir de là, il me semble - et c'est la raison par laquelle
8 j'ai parlé de faux choix, d'alternatives fictives -... il me semble
9 qu'en réalité il doit découler très clairement de cette décision
10 de la Cour suprême qu'en ce qui concerne M. Khieu Samphan, eh
11 bien, tous ces problèmes-là doivent être évoqués.
12 [16.08.19]
13 Et c'est aussi pour cette raison-là que nous avons dit et que
14 nous n'avons pas prétendu, comme l'a résumé la partie civile, que
15 ni la disjonction ni le jugement total ne serait une bonne
16 solution... Nous ne sommes pas en train de chercher une bonne
17 solution, nous sommes la défense de M. Khieu Samphan.
18 Et vous nous avez demandé - c'est la question 9 - quel était le
19 préjudice que nous subissions. Nous ne parlons pas de solution,
20 nous parlons de préjudice et nous disons que, quelle que soit
21 l'option, option 1, tout juger d'un seul coup ou tout juger d'un
22 seul coup, mais en plusieurs petits procès, ou, option 2, faire
23 un procès plus représentatif, nous avons subis un préjudice du
24 fait que ce procès a commencé depuis un an et demi, et que,
25 depuis un an et demi, nous ne savons pas comment nous allons être

131

1 jugés et nous avons subi des pressions extrêmement fortes - et
2 j'en ai donné quelques exemples - pour accélérer une procédure de
3 manière très rigoureuse, en nous... en nous limitant dans les
4 pages, en... etc., en nous interdisant de poser des questions, en
5 nous coupant le micro et autres détails sur lesquels je ne
6 reviens pas, et que nous subissons, de ce fait, un préjudice. Et
7 il me semble que la décision de la Cour suprême est très claire
8 sur ce point: il y a un préjudice, et ce préjudice, il ne peut
9 pas être réservé aux procureurs.

10 [16.10.09]

11 Donc, j'espère que, avec cette petite mise au point, mes
12 confrères auront compris quelle est la position de M. Khieu
13 Samphan; elle me semble très claire.

14 Alors, juste pour terminer, justement, quand nos adversaires nous
15 disent: "On pourrait attendre le résultat du premier procès
16 représentatif pour dire à Khieu Samphan comment on va le juger
17 ensuite", eh bien, nous, nous refusons cette possibilité. Nous
18 disons que cela continuerait à violer les droits fondamentaux de
19 M. Khieu Samphan et perpétuerait le préjudice qui est le nôtre.

20 Enfin, pour terminer, on vient de nous reprocher de n'être pas
21 logique parce que nous demandions du temps pour répondre sur
22 S-21. J'indique juste à mon confrère qu'en matière de temps je
23 pense avoir été très raisonnable. Lorsque j'ai évoqué ce point,
24 j'ai indiqué que nous allions informer la Chambre dans la durée
25 de son délibéré. Donc, là, franchement, je crois que la critique

132

1 est quand même assez mal placée. En demandant que soit écartés
2 les témoins de personnalités... Et je crois que là, franchement,
3 vous nous avez pris pour des poulets à plumer. Nous sommes en
4 défense et nous n'allons pas, sous le prétexte que vous voulez
5 absolument obtenir une condamnation en urgence, accepter de
6 laisser M. Khieu Samphan se faire lyncher sous prétexte de
7 célérité et de pressions diverses.
8 Donc, notre position, elle est très claire, et d'ailleurs la
9 Chambre l'a entendue, puis elle semble logique sur ce point.
10 Voilà les clarifications que je souhaitais apporter, Monsieur le
11 Président.

12 [16.12.20]

13 M. LE PRÉSIDENT:

14 Merci aux uns et aux autres d'avoir fait part de leurs
15 observations sur les questions soulevées par la Chambre.
16 Le moment est venu de lever l'audience. Les débats reprendront
17 demain matin, à 9 heures.

18 (Levée de l'audience: 16h12)

19

20

21

22

23

24

25